



Lutte contre la traite des êtres humains : recueil des résumés juridiques des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme

Cofinancé
par l'Union européenne



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Cofinancé et mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits humains du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits humains, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

Cofinancé
par l'Union européenne



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Cofinancé et mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

Lutte contre la traite des êtres humains

Recueil des résumés juridiques des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme

Conseil de l'Europe

Edition arabe :

(مكافحة الاتجار بالبشر : مجموعة ملخصات قانونية للأحكام والقرارات الصادرة عن المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان)

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales, tant que l'intégrité du texte est préservée, que l'extrait n'est pas utilisé hors contexte, ne donne pas d'informations incomplètes ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à la nature, à la portée et au contenu de ce texte. Le texte source doit toujours être cité comme suit: "© Conseil de l'Europe, année de publication".

Pour toute autre demande relative à la reproduction ou à la traduction de tout ou partie de ce document :

Direction générale de l'administration - Division Publications,
Conseil de l'Europe - F-67075 Strasbourg Cedex), ou à
publishing@coe.int

Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée au service de la dignité humaine et de l'égalité de genre,
Direction générale de la démocratie - Conseil de l'Europe F-67075
Strasbourg Cedex France
Courriel : cooperation.sud.DGII@coe.int

Conception de la couverture et mise en page: JOUVE- France
Photos : Conseil de l'Europe © Shutterstock
Editions du Conseil de l'Europe <http://book.coe.int/fr/>

Conseil de l'Europe, novembre 2020, actualisé en avril 2026
Imprimé au bureau du Conseil de l'Europe à Rabat

Cette brochure a été produite dans le cadre du Partenariat de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc 2022-2025, avec le soutien du Liechtenstein, de la Norvège et de l'Espagne, ainsi que de celui du programme conjoint « Vers une Justice Plus Protectrice, Accessible et Efficace au Maroc 2024-2027 » (MA JUST), cofinancé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe.

La sélection de résumés juridiques des arrêts et décisions et la révision éditoriale a été faite avec la permission du Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme. Cette brochure ne reflète pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, ni celle de l'Union européenne.

Table des matières

Résumé juridique de l'arrêt I.C. c. la République de Moldova (36436/22)	5
Résumé juridique de l'arrêt F.M. et autres c. Russie (71671/16 et 40190/18).....	11
Résumé juridique de l'arrêt T.V. c. Espagne (22512/21)	23
Résumé juridique de l'arrêt Krachunova c. Bulgarie (18269/18)	30
Résumé juridique de l'arrêt B.B. c. la Slovaquie (48587/21)	38
Résumé juridique de l'arrêt Dănoiu et autres c. Roumanie (54780/15 et 2 autres)	40
Résumé juridique de l'arrêt G.S. c. Royaume-Uni (déc.) (7604/19).....	46
Résumé juridique de l'arrêt Zoletic et autres c. Azerbaïdjan (20116/12)	49
Résumé juridique de l'arrêt V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni (74603/12 et 77587/12).....	56
Résumé juridique de l'arrêt S.M. c. Croatie [GC] (60561/14)	62
Résumé juridique de l'arrêt Chowdury et autres c. Grèce (21884/15). 70	
Résumé juridique de l'arrêt J. et autres c. Autriche (58216/12).....	76

AVANT-PROPOS

Ce recueil présente une compilation, en français et en arabe, de résumés juridiques des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

Ces arrêts se fondent notamment sur la Convention européenne des droits de l'homme, dont l'article 4 interdit aux Etats parties de pratiquer l'esclavage et le travail forcé, ainsi que sur la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, qui considère que celle-ci constitue une violation des droits de la personne humaine et une atteinte à la dignité et à l'intégrité de l'être humain.

Le présent recueil de jurisprudence est destiné aux professionnels de justice et du droit – procureurs, juges et avocats – chargés d'affaires en matière de traite des êtres humains. Il servira également de base de travail à d'autres acteurs, universitaires et organisations non gouvernementales notamment, œuvrant dans ce domaine.

Instituée en 1959, la **Cour européenne des droits de l'homme** est une juridiction internationale compétente pour statuer sur des requêtes individuelles ou étatiques alléguant des violations des droits civils et politiques énoncés par la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les 46 pays membres du Conseil de l'Europe. Les individus peuvent porter plainte pour violation des droits de l'homme devant la Cour de Strasbourg dès lors que toutes les voies de recours ont été épuisées dans l'Etat membre concerné.

Depuis 1998, la Cour européenne des droits de l'homme siège en permanence à Strasbourg et peut être saisie directement par les particuliers. La Cour a examiné des centaines de milliers de requêtes depuis sa création. Ses arrêts, qui sont obligatoires pour les Etats concernés, conduisent les gouvernements à modifier leur législation et leurs pratiques administratives dans de nombreux domaines.

**Résumé juridique
de l'arrêt
I.C. c. la République
de Moldova
(36436/22)**

Arrêt 27.02.2025

Article 4

Obligations positives

Manquement de l'État défendeur à s'acquitter de ses obligations substantielles et procédurales visant à protéger une femme présentant une déficience intellectuelle contre la traite et l'asservissement après sa sortie de la prise en charge publique et son placement au sein d'une famille dans une exploitation agricole (procédure de « désinstitutionnalisation »), où elle a été contrainte de travailler sans rémunération.

Existence d'une demande défendable et d'éléments de preuve *prima facie* de la traite des êtres humains et/ou de l'asservissement de la requérante ayant déclenché des obligations positives.

Absence, à l'époque des faits, d'un cadre juridique et administratif encadrant la désinstitutionnalisation des personnes présentant une déficience intellectuelle privées de leur capacité juridique, garantissant une protection pratique et effective contre la traite et/ou d'autres formes de traitement contraires à l'article 4.

Lacunes dans la procédure de placement ainsi que dans l'accompagnement assuré par les autorités internes avant et après le placement de la requérante, ayant fait naître un soupçon crédible d'un risque réel et immédiat de traite ou d'exploitation.

Défaut de prise de mesures de protection.

Absence d'une enquête effective.

Mise en œuvre défailante des mécanismes de droit pénal.

Articles 3 et 8

Obligations positives

- Défaut de mener une enquête effective sur les allégations de viol, de violences sexuelles et d'abus formulées par la requérante durant son placement.
- Absence d'aménagements procéduraux dans la procédure interne au regard de la vulnérabilité de la requérante et du caractère sensible et intime de ses griefs.
- Appréciation défailante par les juridictions internes exposant la requérante à une victimisation secondaire.
- Défaut d'application effective d'un système de droit pénal réprimant toutes les formes de viol et d'abus sexuels

Article 14 combiné avec les articles 3, 4 et 8

- Traitement discriminatoire de la requérante en tant que femme présentant une déficience intellectuelle.
- Passivité institutionnelle générale et/ou absence de sensibilisation au phénomène de la violence à l'égard des femmes en situation de handicap en Moldavie.
- Absence d'aménagements procéduraux raisonnables.

Article 4

Obligations positives

Enquête effective

Article 4 §1

Servitude - Traite d'êtres humains

Article 4 §2 - Travail forcé

Manquement à l'obligation de protéger une femme handicapée intellectuelle placée en famille d'accueil contre la traite et la servitude, et défaut d'enquête effective sur son exploitation : violation. La Cour relève que les autorités moldaves ont failli à leur obligation de mettre en place un cadre juridique adapté pour les procédures de désinstitutionalisation des personnes handicapées. Malgré l'existence de dispositions légales contre la traite (article 165 du Code pénal moldave), le système en vigueur en 2013 ne prévoyait aucun mécanisme concret de suivi post-placement ni d'évaluation des risques préalable. La Cour souligne particulièrement que les autorités avaient connaissance de circonstances alarmantes (la famille d'accueil avait explicitement demandé une femme pour "servir de compagne" à un ouvrier agricole) sans pour autant mettre en place des mesures de protection. L'enquête pénale ultérieure a été entachée de graves manquements, les tribunaux ayant notamment ignoré les preuves de travail non rémunéré et rejeté les éléments médicaux sans justification valable.

Article 14 – Discrimination

Inaction des autorités s'analysant en une discrimination intersectionnelle fondée sur le genre et le handicap : violation. La Cour constate que les autorités judiciaires ont fait preuve d'une approche stéréotypée en minimisant les violences sexuelles subies ("relations prétendument consenties") et en mettant systématiquement en doute la crédibilité de la requérante en raison de son handicap intellectuel, sans pour autant motiver ces doutes. La Cour relève que cette affaire s'inscrit dans un contexte plus large de vulnérabilité particulière des femmes handicapées en Moldavie, tel que documenté par divers rapports internationaux. L'absence totale d'aménagements procéduraux pour tenir compte du handicap de la requérante durant l'enquête et le procès constitue une manifestation supplémentaire de cette discrimination systémique.

En fait

La requérante, I.C., née en 1974 et atteinte d'une déficience intellectuelle modérée, avait vécu 24 ans dans un asile neuropsychiatrique moldave avant d'être placée en 2013 dans une famille (les époux P.) dans le cadre d'une procédure officielle de "désinstitutionalisation". Pendant les cinq années suivantes (2013-2018), elle a été soumise à des conditions de vie relevant clairement de la servitude : travail agricole forcé (nettoyage des étables, soins aux animaux) et domestique (cuisine, ménage) sans aucune rémunération, avec des journées débutant à 4h du matin pour se terminer le soir. Les violences sexuelles répétées (viols par le mari de la famille d'accueil) étaient accompagnées de menaces de mort sur ses animaux de compagnie auxquels elle était très attachée. La confiscation de ses documents d'identité et son isolement complet dans un environnement rural ont rendu toute tentative de fuite ou de plainte impossible avant 2018, lorsqu'elle a finalement réussi à s'échapper et à alerter les autorités via une ligne d'urgence gérée par une ONG. Malgré l'ouverture d'une enquête pénale, les tribunaux moldaves ont ultérieurement acquitté les époux P., estimant que la requérante avait "consenti" aux travaux et aux relations sexuelles, sans tenir compte de son handicap ni du contexte global d'exploitation.

En droit

Concernant l'article 4, la Cour a examiné successivement les trois volets des obligations positives de l'État. Sur le cadre législatif, bien que la Moldavie ait

ratifié les conventions internationales pertinentes et disposé d'une législation théoriquement protectrice, les lacunes pratiques étaient flagrantes : absence totale de protocoles pour sécuriser les procédures de désinstitutionalisation, particulièrement pour les personnes sous tutelle comme la requérante. Sur l'obligation de protection concrète, la Cour a établi que les autorités avaient ignoré des signaux d'alerte évidents, notamment la nature suspecte de la demande initiale des époux P. et l'absence complète de suivi pendant cinq ans malgré une instruction explicite du ministère en ce sens. Quant à l'enquête pénale, la Cour a relevé des manquements graves : traitement inapproprié des preuves médicales, absence d'audition des témoins clés, et raisonnements stéréotypés des juges nationaux qui ont considéré que la simple possibilité théorique de quitter la ferme (malgré l'absence d'alternative concrète pour cette femme handicapée) suffisait à exclure toute exploitation.

Pour les articles 3 et 8, la Cour a analysé en détail les défaillances de l'enquête sur les violences sexuelles. Les juges nationaux ont exigé des preuves physiques de violence (lésions, traces de lutte) sans comprendre que le viol sur une personne handicapée intellectuelle peut ne pas laisser de traces visibles, surtout dans un contexte de domination psychologique prolongée. La Cour a particulièrement critiqué l'absence totale d'aménagement des procédures d'audition pour tenir compte du handicap de la requérante, alors même qu'un rapport psychiatrique officiel indiquait qu'elle avait besoin d'un représentant légal pour comprendre pleinement la procédure.

L'examen de l'article 14 a permis à la Cour de développer une analyse novatrice sur la discrimination intersectionnelle. La requérante a été victime d'une double vulnérabilité : en tant que femme (les violences sexuelles ont été minimisées sous prétexte de "relations intimes") et en tant que personne handicapée (son témoignage a été systématiquement dévalorisé sans base objective). La Cour a relié ce cas à des rapports internationaux décrivant la situation particulièrement précaire des femmes handicapées en Moldavie, soulignant que l'inaction des autorités dans cette affaire s'inscrivait dans un schéma plus large de négligence systémique.

Réparation (Article 41 CEDH)

La Cour a accordé à la requérante 35 000 euros pour dommage moral, montant qui tient compte de la gravité particulière des souffrances endurées (exploitation prolongée, violences sexuelles, et échec des recours internes). Les frais de procédure de 8 587 euros ont été accordés pour couvrir les

dépenses engagées par les ONG (Validity Foundation et autres) qui ont soutenu la requérante tout au long de la procédure judiciaire interne et devant la CEDH. La Cour a spécifié que ces sommes devaient être versées directement à ces organisations en reconnaissance de leur rôle crucial dans la défense des droits de la requérante.

Plus d'information :

- [Lien vers le résumé juridique](#)
- [Lien vers l'arrêt I.C. c. la République de Moldova](#)
- [Jurisprudence de la CEDH sur la lutte contre la traite des êtres humains](#)

**Résumé juridique
de l'arrêt
F.M. et autres c.
Russie (71671/16 et
40190/18)**

**Arrêt 10.12.2024
[Section III]**

Article 4

Obligations positives - Enquête effective

Article 4-1

Servitude - Traite d'êtres humains

Article 4-2

Travail forcé

Manquement à l'obligation de protéger des travailleuses migrantes en situation irrégulière contre la traite d'êtres humains et la servitude et d'enquêter sur les infractions commises contre elles : *violation*

Article 14 - Discrimination

Inaction des autorités internes s'analysant en une discrimination à l'égard des requérantes en tant que travailleuses migrantes en situation irrégulière : *violation*

En fait – Les cinq requérantes, dont trois ressortissantes kazakhes et deux ressortissantes ouzbèkes, furent emmenées de leur pays d'origine vers la Russie, où elles furent exploitées dans des commerces de proximité du district moscovite de Golianovo, entre 2002 et 2016, pour des durées comprises entre six mois et dix ans. Elles furent dépossédées de leurs papiers d'identité à leur arrivée à Moscou et furent forcées à accomplir des travaux pénibles, notamment le port de charges lourdes, ne percevant aucune rémunération, effectuant un nombre d'heures anormalement élevé et ne bénéficiant d'aucun moment de repos ou jour de congé. Elles ne reçurent pas de contrat de travail et leur situation de travailleuses migrantes étrangères ne fut pas régularisée. Elles vécurent enfermées dans les magasins dans des conditions effroyables, sous étroite surveillance, et elles firent l'objet de violences. En particulier, elles subirent des passages à tabac et des viols, des grossesses forcées (les quatre premières requérantes), un avortement forcé (la troisième requérante) et le retrait d'enfants nés en captivité (les première et quatrième requérantes).

Finalement, les requérantes réussirent à s'échapper ou furent libérées. Il existait des preuves médicales de l'usage de la force contre les troisièmes, quatrième et cinquièmes requérantes. Les troisième et quatrième

requérantes étaient atteintes de pathologies et de blessures graves. La troisième requérante souffrait de lésions traumatiques à la tête et son corps présentait de multiples cicatrices d'anciennes blessures. La quatrième requérante avait subi une lésion cérébrale traumatique, des fractures des doigts et d'autres traumatismes, ainsi qu'une détresse mentale prolongée qui lui avait causé des souffrances psychiques sévères. La cinquième requérante s'était vu infliger des blessures à la tête, à l'oreille et à la cage thoracique.

Outre les plaintes pénales que les requérantes elles-mêmes avaient déposées avec l'aide d'ONG, les autorités avaient reçu à plusieurs reprises des informations et des signalements quant à leur situation. En juin 2010, la mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Moscou transmettait au chef de la direction générale des affaires intérieures de Moscou des informations qu'elle avait reçues de ses partenaires au Kazakhstan concernant les deux premières requérantes, notamment l'identité des personnes soupçonnées de les avoir soumises à la traite et l'emplacement du magasin où elles se trouvaient, invitant la police à mener une enquête. En juillet 2010, le ministère kazakh de l'Intérieur adressa au parquet général russe une demande d'entraide judiciaire relative à la conduite d'une enquête pénale sur les infractions qui avaient été supposément commises contre la première requérante et sa sœur mineure, la deuxième requérante. En janvier 2017, le médiateur kazakh alerta le médiateur russe à propos des signalements que les médias et une ONG avaient faits au sujet de la privation de liberté illégale, de l'exploitation et des mauvais traitements que subissait la cinquième requérante.

La réponse des autorités internes consista à mener des enquêtes préliminaires qui débouchèrent sur des décisions de ne pas ouvrir d'enquête pénale. Cela fut le cas même après qu'en octobre 2012, les médias se furent faits largement l'écho de la libération d'un groupe de travailleuses migrantes, dont faisait partie la quatrième requérante, à la suite d'une intervention de volontaires de la société civile.

Les requérantes allèguent que les autorités ont manqué à leur obligation d'adopter un régime législatif approprié, de prendre des mesures opérationnelles et de mener une enquête pénale effective afin de les protéger contre la traite d'êtres humains, l'exploitation et la violence.

En droit

Compétence – Étant donné que les faits qui sont à l'origine des violations alléguées de la Convention ont eu lieu avant le 16 septembre 2022, date à laquelle la Fédération de Russie a cessé d'être partie à la Convention, la Cour est compétente pour connaître de la requête.

Article 4 :

1) Sur le point de savoir si les signalements selon lesquels les requérantes avaient fait l'objet d'une traite à des fins d'exploitation par le travail faisaient naître, à l'égard des autorités, les obligations positives découlant de l'article 4 – Au cours de la période concernée, la Russie était un pays de destination de la migration de main-d'œuvre, en provenance principalement des pays de la Communauté des États indépendants, en particulier de ceux d'Asie centrale, avec lesquels il existait un régime de libre circulation aux frontières.

À partir de 2010, lorsque les autorités russes ont été informées tout d'abord de la situation des première et deuxième requérantes par l'OIM et par le ministère kazakh de l'Intérieur, puis de celle des autres requérantes, il y avait raisonnablement lieu de soupçonner – et il en existait même, dans le cas de la quatrième requérante, un commencement de preuve – que les requérantes avaient été victimes de la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, ce qui faisait naître, à son tour, à l'égard des autorités internes, les obligations positives découlant de l'article 4.

2) Sur la caractérisation des traitements interdits par l'article 4 – De nombreux éléments permettaient de conclure que l'ensemble des éléments constitutifs de la définition internationale de la traite d'êtres humains étaient présents dans les causes des requérantes.

Pour ce qui est de l'« action », il y a eu recrutement dans les pays d'origine des requérantes, transport et « accueil » en ce sens que les requérantes ont été accueillies afin d'être employées dans les magasins du district de Golianovo, ce que n'ont jamais mis en doute les autorités d'enquête, et « hébergement » en ce sens que les requérantes ont été hébergées ou détenues sur le lieu de leur exploitation.

En ce qui concerne le « moyen », il y a eu tromperie et abus d'une position de vulnérabilité découlant du genre et de la précarité économique des

requérantes, ainsi que de leur condition de migrantes en situation irrégulière, que leurs employeurs avaient créée en leur prenant leurs papiers d'identité et en ne leur donnant pas de contrat de travail, ce qui les empêchait d'obtenir un permis de travail ou de régulariser leur situation.

Enfin, le « but » existait et consistait en l'exploitation des requérantes. Subissant l'usage de la force et d'autres formes de coercition (viol, violence reproductive, abus et retrait d'enfants), elles ont travaillé dans les magasins du district de Golianovo sans s'être offertes de plein gré pour ce travail et ont été, à tout le moins, soumises au travail forcé au sens de l'article 4. En outre, les requérantes, qui étaient isolées socialement dans un pays étranger, qui n'avaient qu'une connaissance insuffisante du russe et qui n'avaient pas accès aux informations concernant les voies de recours, ont été dépossédées de leurs papiers d'identité et n'ont reçu aucune rémunération pour leur travail, ont été contraintes de vivre sur la propriété de leurs employeurs et n'ont eu aucune possibilité de faire changer leur situation, celle-ci leur apparaissant comme permanente et peu susceptible d'évoluer. Cela correspond à la notion de servitude au sens de l'article 4.

En conséquence, la Cour conclut que les requérantes ont été victimes de la traite internationale d'êtres humains et de la servitude.

3) Sur le point de savoir si les autorités ont respecté leurs obligations positives découlant de l'article 4 –

i) Obligation de mettre en place un régime législatif et administratif approprié (volet matériel) – Depuis 2003, la traite d'êtres humains et le recours au travail forcé sont incriminés, respectivement, par les articles 127.1 et 127.2 du code pénal. Toutefois, ces dispositions n'ont pas été appliquées dans les causes des requérantes. Les autorités d'enquête ont refusé à plusieurs reprises d'ouvrir une procédure pénale à raison de l'absence des éléments constitutifs de ces infractions, invoquant en particulier la liberté de mouvement supposée des requérantes et leur consentement à effectuer le travail qui leur était demandé.

Toutefois, le consentement d'une victime de la traite à l'exploitation envisagée est sans objet lorsque l'un quelconque des moyens visés dans la définition internationale de la traite d'êtres humains a été utilisé, et lorsqu'une victime de la traite est un enfant. L'article 127.1 ne comporte pas de dispositions sur

le rôle du consentement, lacune qui a permis d'avancer le consentement supposé des requérantes comme excuse pour ne pas ouvrir de procédure pénale au sujet des allégations de traite qu'elles soulevaient. En 2019, le plénum de la Cour suprême de la Fédération de Russie a introduit la disposition manquante dans les directives sur l'application de l'article 127.1 qu'elle a données aux juridictions inférieures, mais cela n'a pas eu d'incidence sur le traitement pas les autorités des griefs des requérantes.

En outre, la restriction de la liberté de mouvement, si elle entre en ligne de compte relativement à une situation de servitude, n'est pas une condition préalable pour qu'une situation soit caractérisée comme relevant du travail forcé ou de la traite d'êtres humains.

Le travail forcé n'était pas mentionné dans la note relative à l'article 127.1 qui portait sur le sens de l'expression « exploitation d'une personne », et il n'a pas non plus été érigé en infraction distincte dans le code pénal. Si, d'après la note en question, la servitude apparaît comme étant couverte par le sens de l'expression « exploitation d'une personne » en tant que but de la traite d'êtres humains, il n'en a pas été formulé de définition, et elle n'a pas non plus été érigée en infraction distincte. La définition du « recours au travail forcé » énoncée à l'article 127.2 requiert l'utilisation de la force de travail d'une personne « à l'égard de laquelle s'exerce l'autorité inhérente au droit de propriété », ce qui correspond davantage au sens « classique » de l'esclavage, et non à celui de la servitude.

Le deuxième élément de la définition du « recours au travail forcé », qui requiert l'utilisation de la force de travail d'une personne qui ne peut pas refuser d'accomplir un travail (ou de fournir un service) pour des raisons qui échappent à son contrôle, ne fait pas intervenir la notion beaucoup plus subtile d'absence de caractère volontaire, telle qu'elle est comprise dans la jurisprudence de la Cour relative au travail forcé. Lorsqu'un employeur abuse de son pouvoir ou qu'il tire parti de la vulnérabilité de ses employés pour les exploiter, ceux-ci n'offrent pas leur travail de plein gré.

La Cour estime donc que le droit pénal de l'État défendeur n'a pas effectivement incriminé la traite d'êtres humains, le travail forcé et la servitude.

La Russie n'a pas adopté de loi qui prévoit des mesures visant à combattre et à prévenir la traite d'êtres humains et à en protéger et en aider les victimes, bien qu'elle soit partie à des programmes de coopération que les membres de la Communauté des États indépendants ont mis en place afin de lutter contre ce phénomène. De fait, il a été signalé que la Russie n'avait pris aucune mesure pour s'acquitter des engagements qu'elle avait pris en faveur de l'exécution de ces programmes. Le régime législatif en vigueur ne permet pas de régulariser la situation des victimes (potentielles) de la traite qui sont présentes irrégulièrement en Russie et rend l'assistance à ces dernières passible de sanctions administratives et pénales.

Dans ces circonstances, la Cour estime que l'État défendeur a manqué à son obligation de mettre en place un régime législatif et administratif approprié afin d'interdire et de prévenir la traite d'êtres humains, le travail forcé et la servitude et d'en protéger les victimes, ce qui aurait consisté, dans le cas des requérantes, dont l'une était mineure lorsqu'elle a fait l'objet d'une traite vers la Russie, à leur octroyer une protection pratique et effective contre ces crimes.

Conclusion : violation (unanimité)

ii) Obligation de prendre des mesures opérationnelles pour protéger les victimes de la traite (volet matériel) – Compte tenu de la communication de l'OIM et de la demande d'entraide judiciaire des autorités kazakhes adressées en 2010, il y avait raisonnablement lieu de soupçonner que la deuxième requérante avait fait l'objet d'une traite du Kazakhstan vers la Russie en 2007, alors qu'elle était mineure et orpheline, en vue d'être exploitée. Toutefois, malgré la gravité et l'urgence de sa situation, les autorités se sont contentées d'interroger celui qui était soupçonné de l'avoir soumise à la traite et ont décidé de ne pas ouvrir d'enquête pénale, se satisfaisant du démenti de l'intéressé, qui était étayé par les dépositions de plusieurs personnes placées sous son contrôle, notamment par celle de la deuxième requérante, sans tenir compte des circonstances suspectes dans lesquelles celle-ci avait fait sa déposition. Elles ont ainsi manqué à leur obligation de la protéger contre les traitements prohibés qu'elle a dû endurer pendant encore trois ans après que l'existence de ce risque leur fut signalée pour la première fois.

Bien que se trouvant face à un commencement de preuve de la traite de la quatrième requérante à des fins d'exploitation par le travail, après sa libération, les autorités ne l'ont pas considérée comme une victime (potentielle) de la traite et ne lui ont pas apporté l'assistance et la protection voulues, ne voyant en elle qu'une migrante en situation irrégulière.

Par ailleurs, les autorités n'ont octroyé de protection ou d'assistance ni aux première et troisième requérantes lorsqu'elles se sont rendues en Russie en 2013 pour participer à l'enquête consécutive à leurs plaintes pénales et être interrogées, ni à la cinquième requérante lorsqu'elle s'est présentée à la police pour déposer une plainte pénale peu après s'être échappée, et elles n'ont reconnu aucune des trois comme une victime (potentielle) de la traite.

Les autorités n'ont fourni aucune coopération ou assistance aux représentants de la société civile dont les efforts inlassables ont provoqué ou favorisé le retour à la liberté des requérantes et ont permis de veiller au signalement aux autorités compétentes des crimes commis par les auteurs des faits, à l'apport d'une assistance aux requérantes et à la mise au jour de leur calvaire. Au lieu de cela, les efforts légitimes visant à faire traduire en justice les auteurs des faits et à obtenir réparation ont été considérés par les autorités internes comme inappropriés et potentiellement criminels, et ils ont donné lieu à une enquête sur les activités du Comité d'assistance civique et à des interrogatoires poussés de sa présidence, de la quatrième requérante et des autres femmes qui avaient reçu une assistance.

Conclusion : violation (unanimité).

iii) Sur l'obligation d'enquêter (volet procédural) – Étant donné qu'il existait un commencement de preuve indiquant que la quatrième requérante avait fait l'objet de la traite internationale d'êtres humains à des fins d'exploitation par le travail et qu'il y avait raisonnablement lieu de suspecter que les autres requérantes avaient subi le même sort, les autorités étaient tenues d'agir de leur propre initiative, en ouvrant et en menant une enquête de nature à permettre d'établir les faits ainsi que d'identifier et, le cas échéant, de punir les responsables. Puisqu'il fallait envisager la possibilité de soustraire la deuxième requérante à la situation dommageable dans laquelle elle se trouvait, l'enquête devait être menée d'urgence. Toutefois, entre 2010 et 2021, les autorités d'enquête se sont contentées de mener des enquêtes

préliminaires superflues et sommaires, dans le cadre desquelles elles ne pouvaient pas établir les faits ni identifier et punir les responsables, et qui se sont conclues par des refus d'ouvrir une procédure pénale qui étaient si mal motivés qu'ils ont été régulièrement annulés. Ce processus a été avalisé par les juridictions internes.

Le parquet à tous les niveaux est resté silencieux sur le point de savoir pourquoi une procédure pénale ne devrait pas être ouverte en vertu des articles 127.1 ou 127.2 du code pénal, malgré les nombreuses pétitions qu'ont établies les représentantes des requérantes, qui ont reçu l'appui de la société civile, et dont une a recueilli plus de 15 000 signatures. Les dépositions des auteurs allégués des faits dans lesquelles ils niaient les infractions commises contre les requérantes, et celles de personnes qui étaient placées sous leur contrôle, elles-mêmes victimes potentielles de la traite, ont été acceptées sans la moindre vérification et ont servi à motiver le rejet des griefs des requérantes. Les allégations crédibles de violences physiques, sexuelles et reproductives fondées sur le genre, qui étaient étayées par des preuves médicales et autres, ont été ignorées, de même que les éléments sérieux tendant à prouver la véracité des griefs des requérantes concernant la confiscation de leurs papiers d'identité et l'absence de contrats de travail ainsi que de toute preuve du versement de salaires ou de la fourniture d'un logement. Des mesures élémentaires importantes, telles que l'obtention d'informations au sujet de la disparition de la fille de la quatrième requérante ou la réalisation d'examen médicaux des requérantes et des enfants qui leur avaient été retirés, n'ont jamais été prises. Seule la troisième requérante a été examinée par un médecin légiste, grâce à l'assistance d'une ONG.

Les allégations concordantes de corruption de la police locale ont également été rejetées sans que fût menée d'enquête pénale, malgré l'utilisation, à plusieurs reprises, des dépositions de victimes potentielles de la traite niant les infractions commises contre elles tout en restant sous le contrôle de ceux qui les avaient soumises à la traite comme excuse pour ne pas enquêter sur ces infractions. Ces allégations auraient dû alerter le Comité d'investigation, qui a cependant lui-même utilisé de telles dépositions pour rejeter les griefs des requérantes.

Les autorités ne se sont pas penchées sur la possibilité que les auteurs de la traite eussent profité de la vulnérabilité dans laquelle se trouvaient les

requérantes en tant que migrantes pour les exploiter, manquant ainsi à leur obligation de prendre toutes les mesures raisonnables pour déterminer s'il existait un mobile discriminatoire. À aucun moment des policiers, des enquêteurs, des procureurs ou des juges spécialement formés n'ont été mobilisés dans les affaires des requérantes. Les autorités d'enquête n'ont pas non plus recueilli d'informations sur les procédures ouvertes à la suite des plaintes pénales que les requérantes avaient déposées dans leurs pays d'origine, ni coopéré avec les autorités compétentes des autres États concernés.

En conséquence, la Cour conclut qu'il n'a pas été mené d'enquête pénale effective sur les allégations crédibles selon lesquelles les requérantes avaient été soumises à la traite d'êtres humains, au travail forcé et à la servitude et sur l'utilisation de la violence fondée sur le genre comme outil de coercition, et que l'adoption d'une attitude discriminatoire à l'égard des requérantes en tant que travailleuses migrantes étrangères a joué un rôle dans cette situation.

En manquant à son obligation de mener une enquête effective, l'État défendeur a nourri un sentiment d'impunité chez les auteurs de la traite et il n'a pas permis aux requérantes de se rétablir de leurs expériences traumatisantes. Il les a aussi privées de la possibilité de demander une indemnisation pour les dommages qu'elles avaient subis, notamment pour le non-versement de salaires par ceux qui les avaient soumises à la traite.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 14 combiné avec l'article 4 :

Selon les données issues de la recherche et les statistiques disponibles, un nombre disproportionné de femmes et de filles sont victimes de la traite d'êtres humains, en particulier en Europe orientale et en Asie centrale. D'une manière générale, les femmes sont plus vulnérables que les hommes à l'exploitation par le recours à la force ou aux menaces. Les victimes féminines sont trois fois plus susceptibles que les hommes d'être soumises à des violences physiques ou autres aux mains des auteurs de la traite. Un autre groupe qui est touché d'une manière disproportionnée est celui qui constituent les migrants, notamment les immigrants qui ne peuvent pas compter sur des parents ou amis proches ou sur d'autres réseaux de soutien,

et qui, parce qu'ils sont migrants en situation irrégulière, ont peur de se mettre en rapport avec les autorités locales ou hésitent à le faire.

La communauté internationale a régulièrement fait remarquer à la Russie son absence notable de reconnaissance des droits et des intérêts des victimes de la traite, en particulier des ressortissants étrangers qui en font l'objet à des fins d'exploitation par le travail et, notamment, des travailleuses migrantes provenant d'Asie centrale. Le Gouvernement ne publie pas systématiquement d'informations et de statistiques sur les affaires de traite d'êtres humains.

Si l'insuffisance des efforts que déploie la Russie pour lutter contre la traite d'êtres humains correspond à une situation générale, les personnes qui sont le plus touchées sont inévitablement celles qui subissent de manière disproportionnée la traite d'êtres humains, l'exploitation par le travail et les violences qui les accompagnent, notamment les travailleuses migrantes étrangères en situation irrégulière.

L'inaction dont ont fait preuve les autorités internes quant au respect des obligations positives que leur imposait l'article 4 s'analyse en une approbation répétée de la traite d'êtres humains, de l'exploitation par le travail et de la violence fondée sur le genre, et elle traduit une attitude discriminatoire envers les requérantes en tant que travailleuses migrantes étrangères en situation irrégulière. La passivité générale et discriminatoire des autorités a créé un climat propice à la traite et à l'exploitation des requérantes.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 41 : 52 000 EUR chacune aux première, troisième et cinquième requérantes et 78 000 EUR chacune aux deuxième et quatrième requérantes pour préjudice moral.

(Voir aussi *Siliadin c. France*, [73316/01](#), 26 juillet 2005, [Résumé juridique](#) ; *S.M. c. Croatie* [GC], [60561/14](#), 25 juin 2020, [Résumé juridique](#) ; *Krachunova c. Bulgarie*, [18269/18](#), 28 novembre 2023, [Résumé juridique](#) ; [Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants \(Protocole de](#)

Palerme) ; Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains)

**Résumé juridique
de l'arrêt
T.V. c. Espagne
(22512/21)**

**Arrêt du 10.10.2024
[Section V]**

Article 4

Obligations positives

Enquête effective

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Défaillances importantes dans la réponse procédurale apportée par les autorités internes à une plainte pénale défendable de traite d'êtres humains et de prostitution forcée, étayée par un commencement de preuve : *violation*

En fait – En 2011, la requérante, une ressortissante nigériane, porta plainte auprès des autorités espagnoles. Elle alléguait qu'entre 2003 et 2007, elle avait été victime de traite des êtres humains, emmenée depuis le Nigeria vers l'Espagne, et forcée à se prostituer par C. Elle soutenait qu'elle avait quatorze ans lorsqu'elle avait été conduite en Espagne, et qu'elle était restée sous le contrôle de C. jusqu'en 2007, date à laquelle elle avait réussi à s'échapper, continuant ensuite à travailler comme prostituée dans plusieurs régions d'Espagne. À la suite de sa plainte, une enquête pénale fut immédiatement ouverte, mais celle-ci fut provisoirement classée sans suite en 2013 pour manque de preuves. Un an plus tard environ, la juridiction d'instruction accueillit l'appel du parquet et ordonna de nouvelles mesures d'enquête. En 2016, l'instruction fut close et l'affaire fut renvoyée devant l'*Audiencia Provincial de Séville*, qui ordonna le classement provisoire de l'affaire, décision qu'elle confirma en appel. En 2020, la Cour constitutionnelle déclara irrecevable le recours d'*amparo* dont la requérante l'avait saisie.

En droit – Article 4 :

1) *Sur le point de savoir si les circonstances de l'espèce soulèvent une question sous l'angle de l'article 4 de la Convention* – La Cour note tout d'abord que les autorités internes ont toujours considéré la requérante comme une victime de la traite des êtres humains. En toute hypothèse, les trois composantes de la définition internationale de la notion de traite des êtres humains qui figure aux articles 3 a) du [Protocole de Palerme](#) et 4 a) de la [Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains](#) – « action », « moyens » et « fins » - étaient réunies en ce qui concerne la requérante. En particulier, en dépit de certaines divergences, les allégations de traite des êtres humains et

de prostitution forcée formulées par la requérante sont restées constantes tout au long de la procédure interne, et cohérentes avec les récits qu'elle avait livrés aux ONG qui lui apportaient leur aide. Les moyens qui, d'après la version de la requérante, ont été utilisés aux fins de son recrutement – la prise de contact par l'intermédiaire d'un proche, le recours à un rituel « vaudou » pour garantir qu'elle paierait sa dette et ne dénoncerait pas les trafiquants présumés à la police espagnole, faute de quoi « le vaudou la tuerait » – cadrent avec ceux que les trafiquants utilisent souvent pour recruter leurs victimes au Nigeria, en particulier à Benin City, où l'intéressée affirme qu'elle résidait à l'époque. La requérante a toujours dit clairement qu'elle et sa famille au Nigeria avaient subi pressions et menaces afin qu'elle obéît, qu'elle était sous surveillance constante et que ses revenus lui étaient confisqués. Elle soutenait que C. et son compagnon avaient pris les dispositions nécessaires pour qu'elle fût en mesure de fournir des prestations sexuelles, lui assurant un logement, un moyen de transport et d'autres facilités. Enfin, il ne faisait aucun doute que l'intéressée s'était trouvée dans une situation d'extrême vulnérabilité entre 2003 et 2011. Le fait qu'elle aurait pu, au moins au début, consentir à se livrer au travail du sexe au profit de C. n'est pas déterminant. En tout état de cause, selon les définitions de la [Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains](#), le consentement de la victime est indifférent lorsque l'un quelconque des « moyens » énoncés a été utilisé.

En conséquence, la Cour considère comme établi que la requérante avait formulé un grief défendable, étayé par un commencement de preuve propre à démontrer qu'elle avait été victime de traite et de prostitution forcée.

2) *Sur le respect de l'obligation procédurale découlant de l'article 4 de la Convention* – La Cour examine les griefs de la requérante à la lumière des principes applicables, tels que résumés dans l'arrêt *S.M. c. Croatie* [GC].

La Cour relève tout d'abord que lorsqu'elles ont eu connaissance de faits donnant raisonnablement à penser que la requérante avait été victime de traite des êtres humains et de prostitution forcée, les autorités ont immédiatement ouvert une enquête officielle, ont rapidement accordé à l'intéressée la qualité de témoin protégé et lui ont délivré un permis de séjour fondé sur sa coopération avec les autorités. Elle parvient néanmoins à la conclusion que l'enquête a été entachée des défaillances suivantes, lesquelles demeurent inexplicables.

i) *Manquement à agir avec la diligence requise au stade initial de l'enquête* – Les autorités n'ont pas agi avec la diligence requise au stade initial de l'enquête. Plus précisément, elles sont restées complètement passives et n'ont pris aucune mesure d'enquête effective, pas même certaines mesures très élémentaires, pendant près d'un an et demi à compter de la date de la plainte de la requérante. En outre, il apparaît que les premières mesures significatives visant à identifier les auteurs présumés n'ont été prises que près de trois ans après le dépôt de la plainte.

ii) *Manquement à suivre des pistes d'investigation évidentes* – Les autorités ont omis de prendre plusieurs mesures évidentes pour enquêter sur tous les aspects pertinents de la plainte pénale introduite par la requérante et sur toutes les circonstances pertinentes de l'affaire. En particulier, elles ont manqué à leur obligation de suivre les pistes d'investigation évidentes pour recueillir les preuves disponibles, conformément à l'obligation procédurale que leur imposait l'article 4. En particulier :

- Rien n'indique que les autorités aient enquêté sur les allégations cohérentes de la requérante concernant les événements allégués dans sa plainte, notamment les circonstances de son arrivée en Espagne, son travail de prostituée sous le contrôle de C. dans plusieurs clubs spécifiques au cours de la période considérée, ses séjours dans différentes régions d'Espagne et son arrestation à deux reprises pour infractions à la législation sur l'immigration.

- Les autorités n'ont pas pris toutes les mesures raisonnables pour faire la lumière sur les circonstances dans lesquelles la requérante disait avoir travaillé plusieurs mois durant dans un club, R. La requérante a fourni une description détaillée à cet égard. Les enquêteurs se sont bornés à identifier et interroger les deux dirigeants du club au moment des faits allégués, et ils n'ont pris aucune mesure pour expliquer les divergences importantes qui ressortaient de leurs principales déclarations. En outre, rien ne donne à penser que les enquêteurs ne se soient jamais enquis de la disponibilité de rapports de police concernant des contrôles de l'âge des femmes susceptibles d'avoir travaillé dans le club pendant la période considérée, ou de tout autre élément de preuve relatif au statut du club à l'époque considérée.

– Il apparaît que, pour des raisons inexplicables, les personnes entendues par la juridiction d’instruction en qualité de suspects ou de témoins n’ont jamais été interrogées sur certaines questions essentielles.

– Rien ne donne à penser que les procès-verbaux des deux arrestations de la requérante aient été versés au dossier de l’enquête ou aient été vérifiés par rapport aux propres déclarations de l’intéressée, ou que les autorités d’enquête aient tenté de toute autre manière d’examiner de manière approfondie les circonstances des voyages allégués de la requérante à destination et en provenance des îles Canaries.

– Enfin, bien que la police ait indiqué qu’il n’y avait pas de trace de l’entrée de la requérante en Espagne puisqu’elle devait avoir franchi la frontière en France, et que c’était donc en France que les contrôles aux frontières devaient avoir été effectués, les autorités n’ont pris aucune mesure pour obtenir les informations pertinentes auprès de leurs homologues français, pas plus qu’elles n’ont mentionné des circonstances qui les auraient empêchées d’introduire les demandes pertinentes.

iii. *Absence de motivation pertinente et suffisante de la décision provisoire de classement sans suite* – La Cour considère que les décisions de l’*Audiencia Provincial* de classer provisoirement l’affaire sans suite – chacune de ces décisions se limitait à des conclusions étonnamment brèves, renfermant un seul paragraphe – étaient fondées non pas sur une analyse approfondie et objective de tous les éléments pertinents, mais plutôt sur des hypothèses inexplicables, et n’étaient pas suffisamment motivées.

Deux rapports d’évaluation de l’âge de la requérante avaient été rédigés en 2015 et au début de l’année 2016 (un rapport complémentaire) et parvenaient à la conclusion que l’intéressée était âgée d’au moins dix-huit ans au moment des examens médico-légaux, établissant donc clairement que c’était l’âge minimum de la requérante qui avait été calculé, et non son âge exact. Or, l’*Audiencia Provincial*, dans ses décisions, a fondé ses conclusions sur le premier rapport sans mentionner le second et, en tout état de cause, elle est parvenue à la conclusion que la requérante était âgée six ans en 2003, sans expliquer pourquoi elle avait considéré que l’expert avait fait référence à l’âge exact de la requérante dans ses conclusions. L’*Audiencia Provincial* n’a pas non plus examiné l’argument formulé par la requérante à cet égard. Par ailleurs,

l'évaluation de l'âge de la requérante n'a jamais été examinée à l'aune d'autres éléments du dossier dont il ressortait clairement que plusieurs autorités et personnes en Espagne avaient perçu la requérante comme une adulte bien avant que l'évaluation de l'âge n'ait eu lieu.

De plus, il est frappant de constater que l'*Audiencia Provincial* a limité la portée de l'analyse de l'affaire, qui portait sur des allégations graves et détaillées de traite d'êtres humains, à une appréciation des contradictions entre le récit des événements livré par la requérante - plus précisément, une fraction de celui-ci concernant son âge allégué en 2003 - et sa propre interprétation non étayée du rapport d'évaluation de l'âge de l'intéressée.

Dans l'ensemble, l'*Audiencia Provincial* ne s'est livrée dans ses conclusions à aucune analyse d'autres éléments de preuve que le rapport médicolégal, et encore moins à un quelconque examen de la pertinence et du caractère suffisant de ces éléments.

Par conséquent, la manière dont les mécanismes de droit pénal ont été mis en œuvre en l'espèce était défailante au point de constituer une violation de l'obligation procédurale incombant à l'État défendeur en vertu de l'article 4. Par ces manquements, les autorités internes ont fait preuve d'un mépris flagrant pour l'obligation qui leur incombait d'enquêter sur les allégations graves de traite d'êtres humains, une infraction aux conséquences dévastatrices pour les victimes. Le fait que l'affaire ait été classée sans suite de manière provisoire et non par une ordonnance définitive de non-lieu, est sans effet sur la conclusion de la Cour.

Conclusion : violation (volet procédural) (unanimité).

Article 41 : 15 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir aussi *L.E. c. Grèce*, [71545/12](#), 21 janvier 2016, [Résumé juridique](#) ; *T.I. et autres c. Grèce*, [40311/10](#), 18 juillet 2019, [Résumé juridique](#) ; *S.M. c. Croatie* [GC], [60561/14](#), 25 juin 2020, [Résumé juridique](#) ; *V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni*, 16 février 2021, [77587/12](#) et [74603/12](#), [Résumé juridique](#) ; *Zoletic et autres c. Azerbaïdjan*, [20116/12](#), 7 octobre 2021, [Résumé juridique](#) ; *Krachunova c. Bulgarie*, [18269/18](#), 28 novembre 2023, [Résumé juridique](#) ; [Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la](#)

criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole de Palerme) ; Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains)

**Résumé juridique
de l'arrêt
Krachunova c.
Bulgarie (18269/18)**

**Arrêt du 28 novembre 2023
[Section III]**

Article 4

Obligations positives

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Rejet par les juridictions internes de la demande formée par une victime de traite d'êtres humains dans le but d'obtenir de la personne l'ayant exploitée une indemnisation pour les revenus issus de sa prostitution forcée lui ayant été soustraits : *violation*

En fait – La requérante pratiqua le travail du sexe en 2012 et 2013, jusqu'à être interpellée et auditionnée par les services de police. Son proxénète (X) fut condamné pour l'avoir exploitée. Les juridictions internes firent droit à la demande indemnitaire pour dommage moral présentée par la requérante contre son proxénète. En revanche, elles rejetèrent sa demande pour dommage matériel, qui était fondée sur une estimation des revenus issus de sa prostitution lui ayant selon elle été soustraits par X, au motif que cette demande portait sur des sommes d'argent gagnées de manière illicite et immorale. Tous les recours formés par la requérante à cet égard furent rejetés.

En droit – Article 4 :

a) *La requérante a-t-elle été victime de traite d'êtres humains aux fins de l'article 4 ?* – La Cour estime que l'article 4 est applicable puisque les trois éléments de la définition internationale de la traite d'êtres humains donnée à l'article 3 a) du [Protocole de Palerme](#) et à l'article 4 a) de la [Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains](#) (« action », « moyen » et « but ») étaient réunis dans l'affaire de la requérante. En ce qui concerne l'« action » et le « but », les juridictions internes ont constaté que X avait recruté la requérante à deux reprises et qu'il l'avait hébergée et véhiculée de manière continue dans le but de tirer profit des actes sexuels accomplis par elle contre rémunération.

En ce qui concerne le « moyen », il n'est pas déterminant que X ait été mis en accusation puis condamné pour l'infraction simple, sans circonstance aggravante, de traite d'êtres humains telle que définie par le code pénal (selon lequel la traite est constituée même si l'élément relatif au « moyen » n'est pas

caractérisé). Rien n'indique que X ait eu recours à la violence ou à des menaces de violence pour contraindre la requérante à pratiquer le travail du sexe dans le but d'en tirer lui-même des bénéfices. Se référant au rapport explicatif de la [Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains](#), la Cour note que du droit international ressort clairement l'idée selon laquelle, de nos jours, la traite d'êtres humains est parfois exercée par des moyens subtils tels que la tromperie, les pressions psychologiques ou l'abus de situations de vulnérabilité – tactiques qu'il convient d'examiner non pas isolément mais dans leur ensemble. La requérante, une jeune femme pauvre et instable sur le plan affectif, originaire d'un petit village, s'est sentie dépendante de X qui l'hébergeait chez lui, lui avait pris sa carte d'identité et lui soustrayait une part substantielle de ses revenus. Il semble par ailleurs qu'ils avaient des relations intimes, alors qu'il est connu que les trafiquants créent parfois chez leurs victimes un sentiment de lien et de dépendance affectifs en s'engageant dans une relation intime et en jouant de romantisme amoureux. En outre, X a usé de tromperie à son égard, l'a empêchée de se déplacer librement et d'entrer en contact avec sa famille. Enfin, des éléments indiquent qu'il a abusé de sa vulnérabilité affective et sociale pour contrôler son comportement et, élément plus important encore, qu'il a menacé de révéler sa prostitution aux habitants de son village. Dans ces conditions, la circonstance que la requérante ait pu, du moins dans un premier temps, consentir à se livrer au travail du sexe au profit de son proxénète, n'est pas déterminante. En toute hypothèse, un tel consentement est indifférent, selon les définitions établies par la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains, lorsque l'un quelconque des « moyens » de traite a été utilisé. N'est pas non plus déterminante la circonstance que la requérante aurait éventuellement pu quitter X plus tôt. Par conséquent, l'exception d'incompatibilité *ratione materiae* soulevée par le Gouvernement, jointe au fond, est rejetée.

b) *L'article 4 contient-il une obligation positive de permettre aux victimes de traite d'êtres humains de demander à être indemnisées par les trafiquants pour les revenus leur ayant été soustraits ?* – C'est la première fois que la Cour se trouve confrontée à la question de savoir si l'article 4 contient une obligation positive de permettre aux victimes de traite d'êtres humains de demander à être indemnisées par les trafiquants pour les revenus qui leur ont été soustraits.

Les obligations positives qui découlent de l'article 4 peuvent s'étendre à la manière dont le droit interne réglemente certaines questions. La Cour a déjà dit que constituait une atteinte à l'article 2 l'absence de possibilité, du fait des règles applicables en droit interne, de présenter des demandes pour certains types de préjudices. Il n'est pas déterminant que le texte de l'article 4 ne dise pas s'il impose une obligation positive de permettre aux victimes de poursuivre les trafiquants relativement aux revenus soustraits ; des obligations spécifiques de cette nature ont été déduites de la lecture d'autres dispositions de la Convention dont le texte ne se prononçait pas davantage sur ces aspects. De solides arguments incitent à interpréter l'article 4 de la même manière que l'article 2. Combiné avec les articles 2 et 3, l'article 4 consacre l'une des valeurs fondamentales des sociétés démocratiques qui forment le Conseil de l'Europe, et la traite d'êtres humains (qui porte atteinte à la dignité et aux libertés fondamentales de ses victimes) est incompatible avec ces valeurs. En outre, il est depuis longtemps admis que les obligations incombant aux États contractants au titre de l'article 4 en matière de lutte contre la traite doivent être guidées par l'approche globale définie par le Protocole de Palerme et par la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains, et que seule une combinaison de mesures peut être efficace à cet égard. Le spectre des garanties prévues par le droit interne doit également être suffisant pour assurer la protection effective des droits des victimes de traite. Dans la mesure où les affaires qui sont actuellement introduites sur le terrain de l'article 4 portent généralement sur le respect d'obligations positives, il est d'autant plus important d'interpréter ces obligations positives de manière à offrir une protection effective des droits consacrés par cette disposition.

À ce jour, la jurisprudence de la Cour relative aux réponses apportées après-coup aux situations de traite s'est concentrée sur les enquêtes et les sanctions. Toutefois, de telles mesures ne peuvent effacer les dommages matériels subis par les victimes de situations de traite ayant déjà eu lieu, ni contribuer concrètement à leur reconstruction après de telles expériences. Dans les récentes affaires *V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni* et *J. et autres c. Autriche*, la Cour a insisté sur la nécessité d'assurer la protection des victimes de traite après les faits, dans l'objectif de leur reconstruction et de leur réinsertion sociale. De ce point de vue, la possibilité pour les victimes de demander une indemnisation pour les revenus qui leur ont été soustraits représenterait un moyen d'assurer pour elles la *restitutio in integrum* en réparant dans son intégralité le préjudice subi. En outre, cette possibilité peut grandement

contribuer (en apportant aux victimes des moyens financiers pour reconstruire leur vie) à préserver leur dignité, à aider à leur rétablissement et à réduire les risques qu'elles soient de nouveau victimes de traite. Par ailleurs, une telle possibilité peut assurer que les trafiquants ne puissent tirer profit de leurs infractions, réduisant ainsi les incitations économiques à pratiquer la traite d'êtres humains. Enfin, elle permet de réduire la charge sur les ressources publiques utilisées pour contribuer au rétablissement des victimes de traite, et d'apporter à celles-ci une incitation supplémentaire à se manifester et à dénoncer la traite, ce qui permet d'augmenter les chances d'obliger les trafiquants à répondre de leurs actes et ainsi de réduire les risques de réitération de tels actes. Par conséquent, cette possibilité doit être considérée comme un élément essentiel de la réponse globale que l'article 4 impose à l'État d'adopter dans la lutte contre la traite d'êtres humains. De surcroît, fournir une réparation aux victimes devrait être la considération primordiale du point de vue des droits de l'homme. D'autres mesures, en particulier en matière pénale, ou encore dans le domaine de la législation relative à l'immigration, font également partie intégrante, mais à titre complémentaire, de la réponse qui doit être apportée par l'État au problème de la traite d'êtres humains.

Cette approche est confortée par les instruments internationaux pertinents, à savoir le Protocole de Palerme et la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains, de même que par les recommandations et rapports publiés par les organes des Nations unies, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe (GRETA) et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). En outre, les éléments de droit comparé disponibles indiquent qu'au cours des dernières années une tendance s'est manifestée, de manière particulièrement nette aux États-Unis d'Amérique et au Canada, mais également dans certains États contractants (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni), qui consiste à ouvrir aux victimes de traite d'êtres humains la possibilité de récupérer auprès des trafiquants les revenus tirés par ces derniers de leur exploitation, alors qu'à l'inverse, un seul autre État contractant que la Bulgarie exclut expressément de telles demandes en indemnisation.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, la Cour conclut que l'article 4, interprété de manière à rendre concrètes et effectives les garanties

qu'il consacre, fait peser sur les États contractants une obligation positive de permettre aux victimes de traite d'êtres humains de demander à être indemnisées par les trafiquants pour les revenus qui leur ont été soustraits. Cette obligation renforce la protection des droits déjà consacrés par cet article en l'accordant aux réalités actuelles : elle met cette protection en conformité avec les exigences croissantes qui s'imposent dans ce domaine et l'adapte au nouveau contexte social dans lequel cet article doit désormais être appliqué.

c) Le rejet de la demande d'indemnisation formée par la requérante contre son proxénète a-t-il emporté méconnaissance de cette obligation positive ? – Pour rejeter la demande d'indemnisation présentée par la requérante contre son proxénète, les juridictions bulgares ont retenu que les revenus dont l'indemnisation était demandée avaient été gagnés d'une part en méconnaissance de l'article 329 § 1 du code pénal et d'autre part en violation des « bonnes mœurs ».

En ce qui concerne le premier de ces deux motifs, aucune autorité n'a, à quelque moment que ce soit, suggéré que la conduite de la requérante avait réuni tous les éléments constitutifs de l'infraction définie à l'article 329 § 1, et l'intéressée n'a jamais été visée par une enquête ni fait l'objet de poursuites pour une telle infraction. En outre, cette disposition du code pénal, qui correspond à des conceptions sociales et des considérations politiques dépassées, héritées du régime communiste totalitaire, et qui était jugée incompatible avec un cadre constitutionnel fondé sur la prééminence du droit et le respect des droits de l'homme, a été déclarée contraire à la Constitution par la Cour constitutionnelle bulgare. La prétendue illicéité des revenus de la requérante ne constitue donc pas un motif suffisant pour fonder le rejet de sa demande.

S'agissant du second motif, la Cour estime que, dans un domaine aussi sensible que celui de la prostitution (que chaque système juridique national envisage différemment, en fonction de la perception qu'en a la société), les préoccupations tenant à des considérations d'ordre moral doivent être prises en compte. Les droits de l'homme doivent constituer le critère principal pour la conception et la mise en œuvre des politiques en matière de prostitution et de traites des êtres humains. En l'espèce, il est difficile d'imaginer que le fait d'ordonner à X de restituer à la requérante les revenus qu'il lui a soustraits puisse être considéré en Bulgarie comme une atteinte à la moralité, même si

ces revenus provenaient de la prostitution. Le grief de la requérante ne se rapportait pas à une pratique volontaire du travail du sexe, mais à l'exploitation d'une personne contrainte à se prostituer ce qui, comme le reconnaît la Cour, est incompatible avec la dignité humaine. Cette affaire ne porte donc pas sur la question de savoir si des contrats conclus pour services sexuels doivent être reconnus comme étant en eux-mêmes juridiquement valides ni, plus généralement, sur celle de savoir si la Convention fait obstacle à l'interdiction de la prostitution ou de certains de ses aspects. La Cour limite son analyse au point de savoir si un État peut se soustraire à son obligation positive en invoquant des motifs de politique publique, et notamment l'argument selon lequel les revenus en cause auraient été tirés d'une activité immorale. Compte tenu de l'importance considérable attachée aux droits des victimes de traite, tant par les instruments de droit international que par la Cour constitutionnelle bulgare dans la procédure suivie devant elle, et compte tenu également des motifs retenus par cette cour, on ne saurait admettre qu'une simple référence au caractère « immoral » des revenus de la requérante constitue une justification suffisante du manquement à cette obligation. Même à supposer qu'il existe des motifs de politique publique valables pour rejeter une action en responsabilité relative à des revenus tirés de la prostitution, en l'espèce de tels motifs se heurteraient à l'impérieuse nécessité contraire de mener une politique publique de lutte contre la traite des êtres humains et de protection de ses victimes, à laquelle non seulement la Cour, mais aussi les autorités bulgares elles-mêmes, attachent une importance considérable. La Cour constate par ailleurs que la requérante ne disposait pas d'autres moyens de demander une indemnisation, et qu'elle ne pouvait pas non plus solliciter et obtenir une telle indemnisation par la voie du régime général d'indemnisation des victimes d'infractions.

La Cour conclut donc que la décision de rejeter la demande dirigée par la requérante contre son proxénète relativement aux revenus lui ayant été soustraits ne peut, même en tenant compte de la marge d'appréciation dont bénéficiait l'État défendeur, être considérée comme ayant ménagé un juste équilibre entre les intérêts de la collectivité et les droits découlant pour la requérante de l'article 4.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 41 : 6 000 EUR pour préjudice moral ; demande pour dommage matériel rejetée, la Cour estimant qu'il n'existe pas de lien de causalité suffisamment direct entre la méconnaissance de l'article 4 et le dommage matériel que la requérante allègue avoir subi, à savoir le montant de la demande dirigée contre son proxénète. Une réouverture de la procédure interne et un réexamen de l'affaire au niveau national constitueraient en principe une manière appropriée de remédier aux conséquences pécuniaires de la violation.

(Voir aussi *Rantsev c. Chypre et Russie*, [25965/04](#), 7 janvier 2010, [Résumé juridique](#) ; *J. et autres c. Autriche*, [58216/12](#), 17 janvier 2017, [Résumé juridique](#) ; *S.M. c. Croatie* [GC], [60561/14](#), 25 juin 2020, [Résumé juridique](#) ; *V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni*, [77587/12](#) et [74603/12](#), 16 février 2021, [Résumé juridique](#))

**Résumé juridique
de l'arrêt
B.B. c. la Slovaquie
(48587/21)**

Arrêt 13.01.2023

Article 4

Obligations positives

Défaut de mener une enquête effective face à des soupçons crédibles de traite des êtres humains. En dépit de circonstances révélant des indices de traite, les autorités internes ont limité leurs démarches à la qualification de proxénétisme, infraction passible de sanctions plus clémentes et pour laquelle l'auteur a été condamné. Le contexte pertinent met en évidence des critiques internationales persistantes relatives à la clémence des juridictions internes en matière de traite des êtres humains, ainsi que, en définitive, l'efficacité des efforts de l'État défendeur dans la lutte contre ce phénomène. Des défaillances substantielles entachent la procédure interne. Les autorités n'ont pas pris toutes les mesures raisonnables pour recueillir les éléments de preuve et clarifier les circonstances de l'affaire, ni fait preuve d'une compréhension des multiples formes, souvent subtiles, par lesquelles une personne peut être placée sous le contrôle d'une autre. L'absence d'examen des pistes d'enquête évidentes a été aggravée par la durée de la procédure.

**Résumé juridique
de l'arrêt
Dănoiu et autres c.
Roumanie
(54780/15 et 2
autres)**

Arrêt 25.01.2022

Article 1 paragraphe 1

• Réglementer l'usage des biens • Réduction ordonnée par la cour d'appel des honoraires d'avocats commis d'office de plusieurs milliers de parties civiles dans une procédure pénale • Manque d'une base légale claire et prévisible, entourée de garanties suffisantes contre l'arbitraire

En fait

Trois avocats roumains ont été désignés d'office par le barreau de Bucarest pour représenter plus de 8 600 parties civiles dans une procédure pénale concernant une escroquerie liée à un système de vente pyramidale impliquant plusieurs milliers de victimes. Entre 2008 et 2014, ils ont participé à 46 audiences et mené diverses démarches procédurales pour défendre les intérêts des victimes.

En 2014, le tribunal a mis fin aux poursuites pénales en raison de la prescription, mais a ordonné que les honoraires des avocats commis d'office soient payés par le ministère de la Justice. Sur la base du protocole applicable (150 RON par partie civile), les honoraires calculés atteignaient environ 426 000 à 436 000 RON par avocat (près de 100 000 € chacun).

Le ministère des Finances et le tribunal départemental ont fait appel en soutenant que ces montants étaient disproportionnés, car les avocats avaient assuré une défense commune pour toutes les parties civiles.

En 2015, la cour d'appel de Bucarest a réduit les honoraires à 25 000 RON (≈ 5 700 €) par avocat, estimant que le montant de 150 RON prévu par le protocole constituait un maximum pouvant être ajusté selon la complexité et le volume réel du travail.

Les avocats ont contesté cette réduction, affirmant que le montant par partie civile était fixe et non réductible. Leur pourvoi en cassation a toutefois été déclaré irrecevable, les avocats représentant des parties civiles n'ayant pas qualité pour former ce recours selon le droit roumain.

Ils ont donc saisi la Cour européenne des droits de l'homme, estimant que la réduction de leurs honoraires ainsi que l'absence de voie de recours portaient atteinte à leurs droits.

En droit

1. Jonction des requêtes

Compte tenu de la similarité de leur objet, la Cour décide de joindre les trois requêtes conformément à l'article 42 § 1 de son règlement.

2. Exception d'abus du droit de recours individuel

Le Gouvernement soutenait que les requérants avaient abusé de leur droit de recours individuel en omettant d'indiquer qu'ils avaient finalement perçu leurs honoraires et que certaines parties civiles s'étaient désistées au cours de la procédure interne.

La Cour rappelle qu'une requête peut être déclarée abusive si elle repose délibérément sur des faits controuvés ou sur des omissions trompeuses portant sur un aspect essentiel de l'affaire. Toutefois, l'intention d'induire la Cour en erreur doit être établie avec suffisamment de certitude.

En l'espèce, la Cour observe que les requérants ne contestaient pas avoir reçu des honoraires mais dénonçaient la réduction substantielle de ceux-ci. Par ailleurs, les désistements de certaines parties civiles n'ont pas été pris en compte par les juridictions internes lorsqu'elles ont fixé les honoraires. Ces éléments ne concernent donc pas le cœur du litige. La Cour rejette en conséquence l'exception tirée d'un abus du droit de recours individuel.

3. Violation alléguée de l'article 1 du Protocole n° 1

Les requérants se plaignaient de la réduction substantielle de leurs honoraires d'avocats commis d'office par la cour d'appel de Bucarest, estimant qu'elle portait atteinte à leur droit au respect de leurs biens.

Sur la recevabilité, la Cour considère que les requérants disposaient d'une « espérance légitime » de percevoir les honoraires prévus par la législation nationale, notamment l'article 82 de la loi no 51/1995 et le protocole du 1er

décembre 2008 conclu entre l'Union nationale des barreaux de Roumanie et le ministère de la Justice. Cette espérance légitime constitue un « bien » au sens de l'article 1 du Protocole no 1.

La Cour estime que la réduction des honoraires décidée par la cour d'appel constitue une ingérence dans l'exercice du droit des requérants au respect de leurs biens, assimilable à une réglementation de l'usage des biens.

S'agissant de la justification de cette ingérence, la Cour rappelle que toute ingérence doit être prévue par la loi et respecter le principe de prééminence du droit, ce qui implique notamment une base légale suffisamment accessible, précise et prévisible. Or, elle relève que l'article 82 § 3 de la loi no 51/1995 permettait aux juridictions de valider les honoraires dans la limite des montants prévus par le protocole applicable et, le cas échéant, de les maintenir ou de les augmenter, mais ne prévoyait pas leur réduction dans les circonstances de l'espèce. En outre, la cour d'appel a fondé son raisonnement sur l'idée d'un plafonnement des honoraires qui n'a été introduit que par un protocole postérieur, adopté en 2015, et donc inapplicable aux faits de l'affaire.

La Cour souligne également que le juge de première instance avait validé les honoraires calculés conformément au protocole de 2008 et que la mission des requérants, qui avaient représenté plus de 8 600 parties civiles pendant plus de six ans et participé à quarante-six audiences, n'avait pas été considérée comme une prestation juridique minimale.

Enfin, la Cour observe que la réduction des honoraires est intervenue au stade de l'appel, par un arrêt définitif, et que les requérants ne disposaient d'aucune voie de recours effective pour contester cette décision. La Haute Cour de cassation et de justice a déclaré leur pourvoi en cassation irrecevable, les avocats représentant des parties civiles n'ayant pas qualité pour former un tel recours. La pratique interne confirmait par ailleurs l'absence de voie de recours efficace dans des situations similaires.

Dans ces conditions, la Cour conclut que la réduction des honoraires des requérants reposait sur une base légale insuffisamment claire et prévisible et n'était pas entourée de garanties procédurales suffisantes contre l'arbitraire. Il y a donc eu violation de l'article 1 du Protocole no 1 à la Convention.

4. Article 13 de la Convention

Les requérants soutenaient également ne pas avoir disposé d'un recours effectif pour contester la réduction de leurs honoraires. La Cour déclare ce grief recevable mais estime qu'il n'y a pas lieu de l'examiner séparément, cette question étant étroitement liée au constat de violation de l'article 1 du Protocole no 1, notamment en ce qui concerne l'absence de garanties procédurales suffisantes.

5. Violation alléguée de l'article 4 de la Convention

Les requérants soutenaient que la réduction de leurs honoraires revenait à leur imposer un travail forcé ou obligatoire.

La Cour rappelle que la notion de « travail forcé ou obligatoire » implique l'existence d'une contrainte, physique ou morale, et que le travail doit être exigé sous la menace d'une peine quelconque et contre la volonté de l'intéressé. Elle souligne également que toute obligation juridique ou professionnelle ne saurait être assimilée à du travail forcé au sens de l'article 4.

En l'espèce, la Cour constate que les requérants ont librement choisi la profession d'avocat et qu'ils s'étaient volontairement inscrits pour assurer des missions d'assistance juridique d'office. La représentation de parties dans le cadre d'une procédure judiciaire relève des obligations normales de cette profession. Aucune contrainte, ni physique ni morale, n'a été établie et les requérants n'ont pas démontré qu'ils ne pouvaient pas renoncer à la mission qui leur avait été confiée.

La Cour estime en outre que la réduction de leurs honoraires ne constitue pas un « fardeau disproportionné » de nature à transformer leur mission en travail forcé ou obligatoire au sens de l'article 4. Ce grief est donc déclaré manifestement mal fondé.

6. Violation alléguée de l'article 14 combiné avec l'article 4

Les requérants soutenaient avoir subi une discrimination, affirmant que les avocats représentant les inculpés ainsi que le personnel judiciaire n'avaient pas subi de réduction comparable de leur rémunération.

La Cour rappelle que l'article 14 prohibe les différences de traitement injustifiées entre des personnes se trouvant dans des situations analogues. Elle constate toutefois que les requérants n'ont fourni aucun élément concret permettant d'établir l'existence d'une telle différence de traitement. En particulier, ils n'ont produit aucune preuve concernant le niveau de rémunération des autres avocats commis d'office dans la même procédure. Par ailleurs, la comparaison avec le personnel judiciaire n'est pas pertinente, compte tenu de la différence de régime juridique applicable.

La Cour conclut qu'il n'y a pas d'apparence de discrimination et déclare ce grief manifestement mal fondé.

7. Satisfaction équitable (article 41)

La Cour considère que les requérants ont subi un préjudice moral du fait de la violation constatée de l'article 1 du Protocole no 1. Statuant en équité, elle leur accorde 5 000 euros chacun à ce titre.

Elle relève en outre que le droit interne roumain permet, en principe, la révision d'une procédure lorsqu'une violation de la Convention a été constatée par la Cour européenne des droits de l'homme, ce qui peut constituer un moyen approprié de remédier à la violation constatée. Aucun frais et dépens n'ayant été demandés, la Cour n'accorde aucune somme à ce titre.

DISPOSITIF – RÉSUMÉ

La Cour joint les requêtes et déclare recevables les griefs relatifs à l'atteinte au droit de propriété et au droit à un recours effectif, le reste étant irrecevable. Elle conclut, à la majorité, à une violation de l'article 1 du Protocole n° 1. Elle juge qu'il n'est pas nécessaire d'examiner séparément le grief tiré de l'article 13. La Roumanie est condamnée à verser 5 000 € à chacun des requérants au titre du préjudice moral, avec intérêts en cas de retard de paiement. Le surplus des demandes de satisfaction équitable est rejeté.

**Résumé juridique
de l'arrêt
G.S. c. Royaume-
Uni (déc.)
(7604/19)**

**Arrêt 23.11.2021 [Section
IV]**

Article 4

Obligations positives

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Victime adulte de traite des êtres humains dans l'impossibilité de faire appel de sa condamnation pour importation de drogue, le degré de contrainte n'étant pas suffisant pour la disculper : *irrecevable*

En fait – En 2007, la requérante fut accusée et reconnue coupable d'infractions relatives à l'importation de cocaïne. Plusieurs années plus tard, elle se vit reconnaître la qualité de victime de la traite des êtres humains. Soutenant que de nouveaux éléments de preuve, parmi lesquels figuraient notamment la reconnaissance de sa qualité de victime de la traite, remettaient en question le bien-fondé de sa condamnation, elle sollicita une prolongation du délai pour en faire appel, sans succès.

En droit – Article 4 § 1 :

La Cour note que la requérante ne se plaint pas devant elle d'un manquement de l'État à adopter des mesures concrètes pour la protéger en 2007, mais seulement du fait que la Cour d'appel a refusé en 2018 de l'autoriser à faire appel de sa condamnation, prononcée onze ans plus tôt.

Elle constate que la requérante a été accusée, jugée, reconnue coupable et sanctionnée sans qu'une personne qualifiée n'eût au préalable examiné l'existence ou non de faits de traite, mais que, saisie de la demande de recours de la requérante, la Cour d'appel a reconnu que l'intéressée avait effectivement été victime de traite. L'autorisation de former un recours n'a donc pas été refusée parce que la Cour d'appel était en désaccord avec la conclusion selon laquelle la requérante avait été victime de traite, mais parce qu'elle jugeait qu'au moment de la commission de l'infraction, l'intéressée ne se trouvait pas soumise à un degré de contrainte tel que le caractère répréhensible de sa conduite ou sa culpabilité en fussent réduits au point qu'il n'aurait pas été dans l'intérêt public d'engager des poursuites contre elle.

La Cour rappelle que les obligations positives qui incombent aux États membres en vertu de l'article 4 de la Convention doivent s'interpréter à la lumière de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (« la Convention anti-traite »). Elle souligne que cette convention, de même que la Directive 2011/36/UE concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes, prévoit la possibilité de ne pas imposer aux victimes de la traite de peine pour leur participation à des activités illicites uniquement dans la mesure où elles étaient contraintes de s'exécuter. Elle note qu'en l'espèce, la Cour d'appel a manifestement examiné le degré de contrainte qui pesait sur la requérante au moment de la commission de l'infraction et elle a conclu qu'il n'était pas suffisant pour disculper l'intéressée. Elle juge que la Cour d'appel s'est posé la bonne question et que la conclusion à laquelle elle est parvenue n'était pas déraisonnable au regard des faits qui lui étaient présentés. Elle relève que si, comme elle l'a dit dans l'affaire *V.C.L. et A.N. c. le Royaume-Uni*, l'existence d'une contrainte n'est pas forcément nécessaire pour qu'un enfant soit couvert par la Convention anti-traite ou la Directive 2011/26/UE, la requérante, elle, était déjà adulte au moment des faits considérés en l'espèce.

La Cour conclut qu'en refusant à la requérante l'autorisation de former un recours, la Cour d'appel n'a manqué à aucune obligation de prendre des mesures concrètes pour protéger l'intéressée en tant que victime de la traite au regard de l'article 4.

Conclusion : irrecevable (défaut manifeste de fondement).

(Voir aussi *V.C.L. et A.N. c. Royaume-Uni*, [77587/12](#) et [74603/12](#), 16 février 2021, [Résumé juridique](#))

**Résumé juridique
de l'arrêt
Zoletic et autres c.
Azerbaïdjan
(20116/12)**

**Arrêt du 7.10.2021 [Section
V]**

Article 4

Enquête effective

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Article 4-2

Travail obligatoire

Travail forcé

Défaut d'enquête effective sur des allégations défendables de traite transnationale d'êtres humains et de travail forcé formulées par des travailleurs migrants: *violation*

En fait – Les trente-trois requérants sont des ressortissants de Bosnie-Herzégovine. Ils furent embauchés par une entreprise de construction immatriculée en Azerbaïdjan, Serbaz Conception et Construction SARL (ci-après « Serbaz »), et envoyés par elle en Azerbaïdjan en tant que travailleurs étrangers du secteur du bâtiment. Ils y restèrent pendant des périodes d'au moins six mois pendant lesquelles ils furent, selon leurs allégations, victimes de traite des êtres humains et de travail forcé. Ils auraient notamment travaillé sans contrat ni permis de travail, leur employeur leur aurait confisqué leurs papiers et aurait limité leur liberté de circulation, et ils seraient restés sans toucher leur salaire de mai 2009 à leur départ d'Azerbaïdjan. Après leur retour en Bosnie-Herzégovine, alléguant des « atteintes à leurs droits et libertés », ils engagèrent sans succès contre Serbaz une action au civil tendant à l'obtention du versement de leurs salaires impayés et d'indemnités pour préjudice moral. Ils formèrent ultérieurement un appel et un pourvoi en cassation dont ils furent déboutés.

Après une enquête pénale sur des allégations selon lesquelles les dirigeants et les employés de Serbaz avaient commis des actes qualifiables de traite d'êtres humains et de travail forcé, le parquet de Bosnie-Herzégovine ouvrit une procédure pénale contre treize ressortissants de ce pays. Dans le cadre de cette procédure, les autorités de Bosnie-Herzégovine présentèrent aux autorités azerbaïdjanaises trois demandes d'entraide judiciaire qui portaient sur les allégations relatives à la situation dans l'entreprise Serbaz.

Les requérants soutenaient devant la Cour que l'État défendeur n'avait pas respecté son obligation procédurale de mener une enquête sur leurs allégations.

En droit – Article 4 § 2 :

a) *Recevabilité* – La Cour juge que l'ensemble des arguments et observations présentés par les requérants devant les juridictions internes dans le cadre de leur action au civil et devant elle-même s'analyse en un « grief défendable » d'actes de traite transnationale d'êtres humains et de travail forcé ou obligatoire accomplis sur le territoire de l'Azerbaïdjan par des personnes dont plusieurs auraient résidé dans ce pays. Elle note en particulier les éléments suivants.

Tout d'abord, il ressort du dossier de l'affaire que la période durant laquelle les requérants ont travaillé en Azerbaïdjan coïncide soit entièrement, soit au moins partiellement, avec la période au sujet de laquelle des griefs généraux concernant la situation dans l'entreprise Serbaz ont été soulevés, à savoir de mai à novembre 2009. Ensuite, la Cour tient compte de la description générale fournie par les requérants dans le cadre de leur action au civil des conditions de vie et de travail qui avaient été les leurs à l'époque concernée, ainsi que des éléments complémentaires présentés par eux à l'appui de leurs allégations devant les juridictions internes et devant la Cour. Elle note ainsi que les requérants ont en particulier fait référence à un rapport (ci-après « le rapport ASTRA »), publié le 27 novembre 2009 par trois organisations non gouvernementales de Serbie, de Bosnie-Herzégovine et de Croatie en collaboration avec le Centre des migrations d'Azerbaïdjan (ci-après « le CMA »), qui présente plus en détail les allégations formulées au sujet de la manière dont étaient traités les travailleurs dans l'entreprise Serbaz et donne des informations complémentaires concernant la situation potentielle de travail forcé ou obligatoire et de traite d'êtres humains, et que les juridictions internes ont été suffisamment informées de l'existence et du contenu de ce rapport. Tout en admettant qu'un rapport publié par des organisations non gouvernementales n'a pas en soi une énorme valeur probante s'il n'est pas confirmé par des investigations officielles, la Cour estime pouvoir considérer que, compte tenu du domaine d'expertise des organisations ici concernées, à savoir l'assistance aux travailleurs migrants et la lutte contre la traite d'êtres humains, les commencements de preuve qui figuraient dans le rapport

corroboraient les observations soumises par les requérants. Elle ajoute que celles-ci étaient également étayées par d'autres informations concernant des travailleurs qui se seraient pendant la même période trouvés dans la même situation que les requérants ou dans une situation analogue, et que les informations en question ont été mentionnées par les requérants ou autrement signalées à l'attention des juridictions internes et d'autres autorités.

La Cour considère que les allégations de châtiments corporels ou autres, de confiscation des papiers et de restriction des déplacements au motif que les requérants risquaient d'être arrêtés par la police locale parce qu'ils séjournaient de manière irrégulière en Azerbaïdjan indiquent qu'ils pourraient avoir été soumis à une coercition physique et mentale et forcés d'exécuter un travail sous la menace de sanctions. Elle estime que si on les combine avec le non-octroi de permis de séjour et de travail, les allégations de non-versement de salaires et d'imposition d'« amendes » sous forme de retenues sur salaire font apparaître vraisemblable que leur statut de migrants irréguliers sans ressources ait placé les requérants dans une situation de particulière vulnérabilité. Ces allégations donnent à penser que, même à supposer qu'au moment de leur embauche les requérants aient offert leur travail de plein gré et qu'ils aient cru de bonne foi qu'ils allaient percevoir leurs salaires, la situation a pu changer par la suite du fait du comportement de leur employeur. La Cour juge que sont également pertinentes à cet égard les allégations concernant l'imposition de périodes de travail trop longues, le manque de nourriture convenable et l'absence de soins médicaux appropriés, tout comme la situation générale, marquée par un climat d'intimidation et de coercition, qui régnait dans l'entreprise Serbaz. Elle considère que, appréhendées dans leur ensemble, les allégations susmentionnées s'analysent en un grief défendable selon lequel les requérants ont été forcés, sous la menace de sanctions, d'exécuter un travail ou un service pour lesquels ils ne s'étaient pas offerts de leur plein gré.

Pour la Cour, l'affaire réunit les trois composantes de la traite d'êtres humains : le recrutement des requérants en Bosnie-Herzégovine, leur transport par groupes jusqu'en Azerbaïdjan par une entreprise privée et leur hébergement collectif dans des logements conçus à cette fin, qu'il leur aurait été interdit de quitter sans la permission de leur employeur, peuvent être considérés comme « le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de

personnes » (l'« acte »); les allégations relatives au recrutement des travailleurs que l'on trouve dans le rapport ASTRA dépeignent une situation qui peut passer pour un recrutement par la tromperie ou par la fraude (le « moyen »); enfin, la conclusion de la Cour quant au caractère défendable du grief de « travail forcé ou obligatoire » des requérants indique qu'on a pu chercher à les exploiter en les forçant à travailler (l'« objectif »).

b) Respect des obligations –

i) Sur le point de savoir s'il existait une obligation de mener une enquête en l'espèce – La Cour considère que le « grief défendable » des requérants a été porté à l'attention des autorités de manière suffisante, à plusieurs reprises et par différents moyens, notamment par l'intermédiaire des plaintes écrites envoyées par courrier aux autorités responsables du maintien de l'ordre par le CMA, de l'action ouverte par le CMA devant les juridictions internes concernant l'inaction des autorités, de l'action introduite au civil par les requérants et des demandes d'entraide judiciaire. En ce qui concerne ces dernières, la Cour note que, dans le cadre des obligations positives découlant de l'article 3 de la Convention, qui sont semblables à celles découlant de l'article 4 de la Convention, des informations suffisamment détaillées figurant dans une demande d'entraide judiciaire interétatique à propos d'infractions pénales graves supposées avoir été commises sur le territoire de l'État destinataire de la demande peuvent passer pour valoir présentation aux autorités dudit État d'un « grief défendable » déclenchant l'obligation pour elles d'enquêter de manière plus approfondie sur les allégations en question.

Par ailleurs, la Cour observe que les autorités azerbaïdjanaises avaient connaissance du rapport sur l'Azerbaïdjan que la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (« ECRI ») avait publié en 2011. Il en ressortait que de nombreux employeurs de travailleurs migrants dans l'ensemble du pays avaient recours à des pratiques illégales en matière d'emploi, notamment dans le secteur du bâtiment, et que les travailleurs migrants employés illégalement étaient souvent vulnérables à des abus graves. Elle note que les conclusions de ce rapport ont été développées en 2014 dans le rapport du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (« GRETA ») du Conseil de l'Europe concernant la mise en œuvre par l'Azerbaïdjan de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, qui indiquait que les membres des forces de l'ordre

azerbaïdjanaïses avaient apparemment tendance à considérer les cas potentiels de traite d'êtres humains à des fins d'exploitation de leur travail comme de simples conflits du travail entre employés et employeurs, et qu'il semblait régner une certaine confusion entre les affaires relevant de la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation de leur travail et les différends relatifs aux salaires et aux autres aspects des conditions de travail. La Cour estime que le contexte général décrit dans ces deux rapports, même si l'on ne peut conférer à ceux-ci valeur de preuve, est pertinent pour l'appréciation des faits de l'espèce.

Au vu de ce qui précède, la Cour juge que les autorités avaient l'obligation d'ouvrir et de mener d'office une enquête effective.

ii) *Sur le point de savoir si une enquête effective a été menée* – La Cour constate que le Gouvernement n'a soumis aucune information ni aucun commentaire concernant une enquête qui aurait pu être menée par les forces de l'ordre nationales ; elle estime donc qu'il n'a pas prouvé que les allégations des requérants aient fait l'objet d'une enquête effective. Faute pour les éléments du dossier, y compris les documents soumis par le tiers intervenant, de contenir la moindre information concernant des tentatives qui auraient pu être faites pour identifier de possibles victimes alléguées, pour les interroger, ou pour interroger les victimes alléguées déjà identifiées, tels les requérants, la Cour juge qu'ils ne permettent pas de conclure qu'une telle enquête ait eu lieu. Elle considère en outre que, dans la mesure où le département de lutte contre la traite du ministère de l'Intérieur savait que de nombreuses victimes alléguées avaient été renvoyées en Bosnie-Herzégovine et était au courant de l'ouverture d'une procédure pénale dans ce pays, il aurait pu, dans le cadre de la Convention d'entraide, présenter aux autorités bosniennes une demande officielle d'entraide judiciaire les invitant à identifier les victimes potentielles, à les interroger et à transmettre des copies de leurs déclarations aux forces de l'ordre azerbaïdjanaïses. Elle note par ailleurs qu'il n'a pas été démontré qu'il y aurait eu des efforts de faits pour l'identification et l'interrogation des personnes résidant en Azerbaïdjan ou ressortissantes de ce pays que les requérants affirmaient avoir joué un rôle dans les événements.

Dans ces conditions, la Cour conclut que l'État défendeur n'a pas respecté l'obligation procédurale qu'il avait d'ouvrir et de mener une enquête effective

au sujet des allégations de travail forcé et de traite d'êtres humains formulées par les requérants.

Conclusion : violation de l'article 4 § 2 sous son volet procédural (unanimité).

Article 41 : 5 000 EUR à chacun des requérants pour préjudice moral ; demande pour dommage matériel rejetée.

(Voir aussi *Van der Mussele c. Belgique*, [8919/80](#), 23 novembre 1983 ; *Rantsev c. Chypre et Russie*, [25965/04](#), 7 janvier 2010, [Résumé juridique](#) ; *M. et autres c. Italie et Bulgarie*, [40020/03](#), 31 juillet 2012, [Résumé juridique](#) ; *C.N. et V. c. France*, [67724/09](#), 11 octobre 2012, [Résumé juridique](#) ; *L.E. c. Grèce*, [71545/12](#), 21 janvier 2016, [Résumé juridique](#) ; *J. et autres c. Autriche*, [58216/12](#), 17 janvier 2017, [Résumé juridique](#) ; *Chowdury et autres c. Grèce*, [21884/15](#), 30 mars 2017, [Résumé juridique](#) ; *Tibet Menteş et autres c. Turquie*, [57818/10](#) et *al*, 24 octobre 2017 ; *T.I. et autres c. Grèce*, [40311/10](#), 18 juillet 2019, [Résumé juridique](#) ; *S.M. c. Croatie* [GC], [60561/14](#), 25 juin 2020, [Résumé juridique](#))

**Résumé juridique
de l'arrêt
V.C.L. et A.N. c.
Royaume-Uni
(74603/12 et
77587/12)**

**Arrêt du 16.2.2021 [Section
IV]**

Article 4

Obligations positives

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Manquement par les autorités internes à prendre des mesures concrètes conformes aux normes internationales pour protéger des mineurs dont on soupçonnait pourtant qu'ils étaient victimes de traite : *violation*

Article 6

Procédure pénale

Article 6-1

Procès équitable

Manquement à enquêter sur la situation des requérants en tant que victimes possibles de traite ayant une incidence sur l'équité globale du procès : *violation*

En fait – Les requérants, qui sont des ressortissants vietnamiens et étaient mineurs à l'époque en cause, furent découverts par la police alors qu'ils travaillaient dans des fermes de cannabis et furent accusés de participation à la production d'un produit stupéfiant. À l'époque, plusieurs rapports nationaux mentionnaient que les enfants vietnamiens étaient particulièrement exposés au risque d'être victimes de traite et d'être exploités dans ce type d'établissement au Royaume-Uni. Les requérants ne furent pas immédiatement orientés pour être soumis à une évaluation visant à déterminer s'ils avaient fait l'objet de traite, mais l'autorité compétente estima ultérieurement que l'un et l'autre en avaient effectivement été victimes. Le service des poursuites (« le CPS ») rejeta cette conclusion et engagea des poursuites. Les deux requérants plaidèrent coupables des faits qui leur étaient reprochés et furent condamnés. Ils interjetèrent appel, mais n'obtinrent pas gain de cause.

En droit – Article 4 :

a) *Principes généraux relatifs à l'engagement de poursuites à l'encontre de victimes (potentielles) de traite des êtres humains* – C'est la première fois que la Cour est invitée à examiner si et dans quels cas la poursuite d'une victime (potentielle) de traite peut soulever un problème sur le terrain de l'article 4. Aucune interdiction générale d'engager des poursuites à l'encontre de victimes de traite ne peut être déduite des normes internationales relatives à la traite. De même, il n'est pas possible de considérer que la poursuite de victimes de traite des enfants est interdite quelles que soient les circonstances. Néanmoins, la poursuite de victimes (potentielles) de traite peut, dans certains cas, être incompatible avec le devoir de l'État de prendre des mesures concrètes pour les protéger lorsqu'il a connaissance ou aurait dû avoir connaissance de circonstances conduisant à soupçonner que ces personnes ont été victimes de traite.

Pour que des poursuites engagées contre une victime (potentielle) de traite puissent passer pour respectueuses des libertés garanties par l'article 4, le repérage précoce de cette victime est primordial. Dès que les autorités ont connaissance ou auraient dû avoir connaissance de circonstances indiquant de manière crédible qu'une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction pénale a pu être victime de traite ou d'exploitation, cette personne doit sans délai faire l'objet d'une évaluation réalisée par des professionnels formés et qualifiés sur la base de critères définis dans les normes internationales, étant entendu que le critère de la menace de la force et/ou de la contrainte n'a pas à être satisfait lorsque la victime potentielle est mineure.

De plus, comme la qualité de victime de traite d'une personne peut également avoir une incidence sur la question de savoir s'il existe des preuves suffisantes pour justifier des poursuites et si l'ouverture de poursuites sert l'intérêt public, la décision d'engager ou non des poursuites ne doit être prise, dans la mesure du possible, qu'après une évaluation effectuée par un professionnel qualifié pour déterminer si la personne a été victime de traite. Cet aspect revêt une importance particulière s'agissant des mineurs. Se fondant sur sa jurisprudence relative aux actes de violence tombant sous le coup des articles 3 et 8, la Cour estime que les enfants étant particulièrement vulnérables, les dispositifs prévus par l'État pour les protéger d'actes tombant sous l'empire de l'article 4 doivent être efficaces et englober des mesures raisonnables visant à empêcher les actes dont les autorités avaient ou auraient dû avoir connaissance et à permettre une prévention efficace. Dès lors qu'une

évaluation ayant pour but à déterminer s'il y a eu traite a été réalisée par une personne qualifiée, toute décision ultérieure relative à l'ouverture de poursuites doit tenir compte de cette évaluation. Le parquet n'est certes par lié par les conclusions de l'évaluation, mais en cas de désaccord, il doit motiver sa position par des raisons claires, compatibles avec la définition de la traite contenue dans les normes internationales.

b) *Application de ces principes* – Il était loisible au CPS, en avançant des arguments compatibles avec la définition de la traite contenue dans les normes internationales, de rejeter la conclusion de l'autorité compétente consistant à dire que les deux requérants étaient des mineurs victimes de traite. Par ailleurs, s'il acceptait la conclusion de l'autorité compétente, le CPS pouvait également engager des poursuites s'il considérait qu'il n'y avait pas de lien entre l'infraction et la traite. Toutefois, la présente espèce ne correspond à aucun de ces deux scénarios.

Le premier requérant a été découvert dans des circonstances telles qu'il était crédible de soupçonner une situation de traite. Quant au second requérant, s'il a d'abord été considéré comme un adulte au moment où la police l'a découvert, un soupçon crédible est apparu au plus tard neuf jours après, lorsque les autorités ont reconnu qu'il était mineur. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'ont été orientés vers l'autorité compétente pour la réalisation d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient été victimes de traite. Au contraire, ils ont été accusés d'infractions pénales pour lesquelles ils ont par la suite plaidé coupables.

Deuxièmement, alors que l'autorité compétente a ultérieurement reconnu que les requérants avaient été victimes de traite, le CPS a rejeté cette décision sans la motiver de manière suffisante, et la juridiction d'appel, se fondant sur les mêmes raisons insuffisantes, a confirmé la décision d'ouvrir des poursuites. Les deux juridictions internes se sont appuyées sur des facteurs qui ne semblent pas reposer sur la définition de la traite internationalement admise.

Étant donné ce qui vient d'être exposé, l'État ne s'est pas acquitté de l'obligation mise à sa charge par l'article 4, consistant à prendre des mesures concrètes pour protéger les requérants, soit au départ, en tant que victimes potentielles de traite, soit par la suite, en tant que personnes reconnues par l'autorité compétente comme des victimes de traite.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 6 § 1 :

a) *Sur le point de savoir si le manquement des autorités à tenter de déterminer si les requérants avaient été victimes de traite avant de les accuser et de les condamner pose un problème sous l'angle de l'article 6* – Les deux requérants ont eu dès le départ un représentant légal, ce qui est généralement considéré comme une garantie importante contre un éventuel manque d'équité de la procédure. Toutefois, leurs représentants ont totalement exclu qu'ils aient pu être victimes de traite et n'ont pas agi comme s'ils l'avaient été. Néanmoins, s'il est vrai que des avocats pénalistes doivent se montrer vigilants à l'égard des indices de traite, leur manquement à le faire ne saurait en aucun cas exonérer l'État et ses agents de leur responsabilité. Selon l'article 4, il incombe à l'État à la fois de protéger les victimes de traite et de mener une enquête en cas de suspicion de traite. Cette obligation naît de l'existence de circonstances conduisant à soupçonner de manière crédible qu'une personne est victime de traite et non d'une plainte formée par la victime potentielle ou en son nom. Il n'est pas possible d'exiger qu'un prévenu, *a fortiori* s'il est mineur, se présente lui-même comme une victime de traite ou de le pénaliser s'il ne le fait pas. En conséquence, ne pas avoir évalué sans délai si les requérants avaient été victimes de traite a empêché ceux-ci de rassembler des preuves qui auraient pu jouer un rôle décisif dans leur défense.

b) *Sur la question de savoir si les requérants ont renoncé aux droits garantis par l'article 6* – Les requérants ayant plaidé coupables « sans équivoque » et étant représentés, ils avaient très probablement été informés des conséquences de leurs aveux. Toutefois, en l'absence d'évaluation visant à déterminer s'ils avaient été victimes de traite et si, le cas échéant, cela avait un effet quelconque sur leur responsabilité pénale, on ne peut pas considérer que ces aveux ont été faits « en pleine connaissance de cause ». De surcroît, une éventuelle renonciation eût été contraire à l'intérêt public important que constitue la lutte contre la traite et la protection des victimes. Il est vrai que sur les conseils de son avocat, le premier requérant n'a pas saisi la chance que lui a donnée la juridiction de jugement de revenir sur ses aveux. Néanmoins, en tant que mineur arrêté et poursuivi dans le cadre d'un système judiciaire étranger et ayant déjà reconnu être coupable d'une infraction sans que cela s'analyse en une renonciation aux droits garantis par l'article 6, le requérant

ne pouvait être considéré comme ayant ensuite renoncé à ses droits en décidant de ne pas déposer des demandes que son avocat lui déconseillait fortement de déposer.

c) Sur le point de savoir si l'équité de la procédure dans son ensemble était compromise – Bien que les requérants aient plaidé coupables des infractions dont ils étaient accusés, le CPS a réexaminé sa décision d'ouvrir des poursuites après que l'autorité compétente leur a reconnu la qualité de victimes de traite. De plus, l'un et l'autre ont par la suite été autorisés à former un appel tardif, et le premier requérant fut même renvoyé devant la cour d'appel pour un deuxième réexamen.

Toutefois, les raisons avancées par le CPS pour rejeter la conclusion de l'autorité compétente sont insuffisantes et incohérentes par rapport à la définition de la traite en droit international. Pour débouter les requérants à deux reprises, la cour d'appel s'est fondée sur les mêmes raisons que celles avancées par le CPS. Bien que les requérants aient invoqué l'article 4, elle n'a pas examiné leur situation sous l'angle des obligations positives mises à la charge de l'État par cette disposition. Elle s'est au contraire bornée à réaliser un examen relativement limité, qui revenait à pénaliser les victimes de traite pour ne pas s'être présentées comme telles et qui a permis aux autorités de s'appuyer sur leur propre manquement à s'acquitter de l'obligation de prendre des mesures concrètes pour protéger lesdites victimes en vertu de l'article 4. En conséquence, la cour d'appel n'a pas remédié aux anomalies qui ont entaché la procédure et qui ont conduit à l'accusation et à la condamnation des requérants.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 41 : 25 000 EUR à chaque requérant pour préjudice moral.

(Voir aussi *S.M. c. Croatie* [GC], [60561/14](#), 25 juin 2020, [Résumé juridique](#))

**Résumé juridique
de l'arrêt S.M. c.
Croatie [GC]
(60561/14)**

Arrêt 25.6.2020 [GC]

Article 4

Obligations positives

Enquête effective

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Lacunes importantes dans la réponse procédurale apportée par les autorités internes à un grief défendable de traite d'êtres humains et de prostitution forcée étayé par un commencement de preuve : *violation*

En fait – La requérante déposa une plainte pénale contre un dénommé T.M., un ancien policier, alléguant qu'il l'avait physiquement et psychologiquement contrainte à se prostituer. Le policier fut ensuite inculpé de contrainte d'autrui à la prostitution, à savoir de la forme aggravée de l'infraction d'organisation de la prostitution. En 2013, le tribunal pénal l'acquitta au motif que, s'il avait bien été établi qu'il avait organisé un réseau de prostitution au sein duquel il avait recruté la requérante, il n'avait en revanche pu être démontré qu'il avait contraint cette dernière à se prostituer. Ayant été inculpé uniquement de la forme aggravée de l'infraction d'organisation de la prostitution, il ne pouvait donc pas être reconnu coupable de la forme simple de cette infraction. L'appel formé par le parquet contre cette décision fut rejeté et le recours constitutionnel introduit par la requérante fut déclaré irrecevable.

Dans un arrêt du 19 juillet 2018 (voir la [Note d'information 220](#)), une chambre de la Cour a dit, par six voix contre une, que les autorités de l'État en cause n'avaient pas honoré les obligations procédurales que leur imposait l'article 4. En particulier, la chambre a jugé qu'elles n'avaient ni enquêté de manière approfondie sur toutes les circonstances pertinentes ni évalué l'impact possible du traumatisme psychologique sur la capacité de l'intéressée à relater de manière claire et cohérente les circonstances dans lesquelles elle avait été exploitée.

Le 3 décembre 2018, l'affaire a été renvoyée devant la Grande Chambre à la demande du Gouvernement.

En droit – Article 4 : La Cour a clarifié certains aspects de sa jurisprudence sur la traite des êtres humains pratiquée aux fins de l'exploitation de la prostitution.

Traite des êtres humains et « exploitation de la prostitution » au regard de l'article 4

i. La traite des êtres humains relève du champ d'application de l'article 4. Cela n'exclut toutefois pas la possibilité que, dans les circonstances particulières d'une cause, une forme spécifique de conduite liée à la traite d'êtres humains pose également un problème sous l'angle d'une autre disposition de la Convention ;

ii. Une conduite ou une situation ne peut être qualifiée de problème de traite d'êtres humains relevant de l'article 4 que si les éléments constitutifs de la définition internationale de la traite, tels qu'établis par la [Convention anti-traite](#) et le [Protocole de Palerme](#), sont présents.

L'infraction de traite des êtres humains se compose de trois éléments constitutifs : 1) un acte (ce qui est fait : le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes) ; 2) des moyens (comment l'acte est commis : par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par l'enlèvement, la fraude, la tromperie, l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre) ; 3) un objectif d'exploitation (pourquoi l'acte est commis : l'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes). La combinaison de ces trois éléments constitutifs est nécessaire pour que l'infraction de traite soit établie à l'égard de victimes adultes.

À ce sujet, sous l'angle de l'article 4, la notion de traite des êtres humains s'applique à toutes les formes de traite d'êtres humains, qu'elles soient nationales ou transnationales et liées ou non à la criminalité organisée ;

iii. La notion de « travail forcé ou obligatoire », au sens de l'article 4, vise à assurer une protection contre des cas d'exploitation grave, comme les cas de prostitution forcée, indépendamment de la question de savoir si, dans les circonstances particulières de la cause, ils se sont produits ou non dans le contexte spécifique de la traite des êtres humains. Pareille conduite peut

comporter des éléments permettant de la qualifier de « servitude » ou d'« esclavage » au sens de l'article 4, ou soulever un problème sous l'angle d'une autre disposition de la Convention. Dans ce contexte, la « force » peut couvrir les formes subtiles de comportement de contrainte relevées dans la jurisprudence de la Cour relative à l'article 4 ainsi que dans les documents de l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres textes internationaux ;

iv. Le point de savoir si une situation donnée réunit tous les éléments constitutifs de la « traite des êtres humains » et/ou soulève un problème distinct de prostitution forcée est une question factuelle qui doit être examinée à la lumière de toutes les circonstances pertinentes de l'affaire considérée.

L'étendue des obligations positives incombant aux États en matière de lutte contre la traite des êtres humains et la prostitution forcée

La nature et la portée des obligations positives découlant de l'article 4 dans le domaine de la traite des êtres humains et de la prostitution forcée ont été exposées de manière exhaustive dans l'arrêt *Rantsev c. Chypre et Russie* : 1) l'obligation de mettre en place un système législatif et administratif interdisant et réprimant la traite, 2) l'obligation, dans certaines circonstances, de prendre des mesures opérationnelles pour protéger les victimes avérées ou potentielles de la traite, et 3) une obligation procédurale d'enquêter sur les situations de traite potentielle. De manière générale, les deux premiers volets des obligations positives peuvent être qualifiés de matériels, tandis que le troisième correspond à l'obligation (positive) « procédurale » qui incombe aux États. Par ailleurs, compte tenu de la proximité conceptuelle entre la traite des êtres humains et la prostitution forcée au regard de l'article 4, la Cour considère que les principes qui sont pertinents dans les affaires de traite des êtres humains trouvent aussi à s'appliquer aux affaires de prostitution forcée.

Les obligations procédurales incombant aux États en matière de lutte contre la traite des êtres humains et la prostitution forcée

Traditionnellement, depuis l'affaire *Siliadin c. France*, les principes convergents de l'obligation procédurale découlant des articles 2 et 3 de la Convention apportent un éclairage sur la teneur spécifique de l'obligation procédurale imposée par l'article 4. Il n'y a pas de raison de réviser cette

approche bien établie. Qui plus est, ces principes trouvent à s'appliquer en conséquence aux cas de prostitution forcée. Comme la Cour l'a souligné dans l'arrêt *Siliadin*, les éventuels vices dans la procédure et le processus décisionnel en cause doivent constituer des lacunes importantes pour poser un problème au regard de l'article 4. Autrement dit, la Cour n'est pas appelée à se prononcer sur des allégations d'erreurs ou d'omissions particulières, mais seulement sur des défaillances importantes, à savoir celles qui sont de nature à affaiblir la capacité de l'enquête à établir les circonstances de l'affaire ou les responsabilités.

Sur le point de savoir si les circonstances de la présente espèce posent un problème au regard de l'article 4 de la Convention

La requérante s'est certes vu attribuer le statut de victime potentielle de la traite, mais cette reconnaissance administrative ne saurait passer pour confirmer que les éléments constitutifs de l'infraction de traite d'êtres humains ont été décelés. Cette question devait être résolue dans le cadre d'une procédure pénale ultérieure. À ce sujet, la Cour tient également à souligner la nécessité de protéger les droits des suspects ou des accusés, en particulier le droit à la présomption d'innocence et les autres garanties d'un procès équitable découlant de l'article 6 de la Convention.

Lorsque le grief de la partie requérante est de nature essentiellement procédurale comme en l'espèce, la Cour doit rechercher si, dans les circonstances de la cause, on peut considérer que celle-ci a présenté un grief défendable de traitement interdit ou s'il existait un commencement de preuve (*prima facie evidence*) tendant à indiquer qu'elle aurait été soumise à pareil traitement. Sur ce point, pour établir si une obligation procédurale est née à l'égard des autorités internes, il y a lieu de s'appuyer sur les circonstances telles qu'elles se présentaient au moment où les allégations en question ont été formulées ou au moment où le commencement de preuve d'un traitement contraire à l'article 4 a été porté à l'attention des autorités, et non sur une conclusion qui aurait été rendue ultérieurement, à l'issue de l'enquête ou de la procédure en cause. Ce principe vaut particulièrement lorsqu'il est allégué que d'importants vices ont entaché les conclusions et la procédure interne en cause.

L'enquête préliminaire conduite par la police sur la base des allégations de prostitution forcée formulées par la requérante donna lieu à une perquisition du domicile de T.M. et à une fouille de sa voiture, lors desquelles la police trouva des préservatifs, deux fusils automatiques ainsi que leurs munitions, une grenade à main et un certain nombre de téléphones mobiles. De plus, cette enquête préliminaire permit d'établir que T.M., qui avait suivi une formation de policier, avait déjà été condamné pour proxénétisme avec recours à la contrainte et pour viol.

Pour en venir aux éléments constitutifs de la traite des êtres humains, il y a lieu de noter que T.M. aurait pris contact avec la requérante sur Facebook et lui aurait promis de lui trouver un emploi, ce qui constitue l'une des méthodes bien connues auxquelles les trafiquants recourent pour recruter leurs victimes. De plus, les allégations formulées par la requérante selon lesquelles T.M. avait adopté les dispositions nécessaires pour qu'elle pût fournir des services sexuels tarifés, à savoir qu'il avait trouvé un logement et pris d'autres arrangements, évoquent l'élément de l'hébergement, qui est l'un des « actes » constitutifs possibles de la traite. Par ailleurs, concernant les moyens employés, T.M. aurait admis avoir recouru à la force contre la requérante à une occasion et lui avoir prêté de l'argent, ce qui soulève le problème de l'existence éventuelle d'une servitude pour dette. Enfin la situation personnelle de la requérante donne assurément à penser que celle-ci appartenait à une catégorie vulnérable tandis que la position et l'histoire de T.M. tendent à indiquer qu'il était en mesure d'exercer une domination sur l'intéressée et d'abuser de sa vulnérabilité à des fins d'exploitation de la prostitution.

En résumé, la requérante a présenté un grief défendable de traitement contraire à l'article 4 de la Convention – traite des êtres humains et/ou prostitution forcée – et il existait un commencement de preuve tendant à indiquer qu'elle aurait été soumise à pareil traitement.

Respect de l'obligation procédurale découlant de l'article 4 de la Convention

Les autorités de poursuite ont réagi avec promptitude aux allégations de la requérante, mais elles ont négligé dans leur enquête certaines pistes évidentes qui auraient permis de faire la lumière sur les circonstances de l'affaire et sur la véritable nature de la relation qui existait entre les deux parties. Malgré

l'existence d'éléments laissant penser que T.M. était passé par Facebook pour recruter la requérante puis pour la menacer après qu'elle l'eut quitté, les autorités ont omis d'inspecter leurs comptes respectifs, alors qu'elles auraient ainsi pu déterminer la véritable nature de leurs premiers contacts et de leurs relations, et en particulier définir si ces menaces impliquaient un recours à la contrainte de la part de T.M. Elles ne se sont pas efforcées de recueillir le témoignage des parents de la requérante, alors que la mère avait apparemment déjà eu des contacts et des problèmes avec T.M., ce que celui-ci aurait du reste ultérieurement utilisé pour faire pression sur la requérante et la menacer. Les autorités de poursuite n'ont jamais non plus cherché à identifier et à entendre les voisins et la propriétaire de l'appartement dans lequel la requérante avait vécu avec T.M., lesquels auraient pu les informer sur la relation qui existait entre la requérante et T.M. et leur dire si l'intéressée se trouvait sous la coupe de T.M. à l'époque considérée. Qui plus est, la propriétaire aurait pu indiquer dans quelles circonstances ce logement avait été loué et qui s'était en réalité occupé de tout le processus de location, ce qui aurait pu contribuer à établir l'existence d'un éventuel acte d'« hébergement » (l'un des éléments constitutifs de la traite des êtres humains). Les personnes susceptibles de livrer des détails sur la manière dont la requérante aurait échappé à T.M. n'ont pas non plus été entendues.

Les autorités de poursuite se sont appuyées dans une large mesure sur les déclarations de la requérante et, de leur fait, la procédure judiciaire subséquente s'est pour l'essentiel résumée à une confrontation entre les allégations de la requérante et les dénégations de T.M., sans que beaucoup d'éléments complémentaires fussent présentés. Sur ce point, comme l'observent les organismes internationaux experts de cette question, diverses raisons peuvent expliquer pourquoi les victimes de la traite des êtres humains et de différentes formes d'abus sexuel sont parfois réticentes à coopérer avec les autorités et à divulguer tous les détails de leur affaire. Dans ce contexte, l'impact éventuel d'un traumatisme psychologique ne doit pas non plus être négligé. Il existe donc un risque de dépendance excessive à l'égard du seul témoignage de la victime, ce qui appelle à clarifier et, si nécessaire, à étayer les déclarations de la victime à l'aide d'autres éléments.

Les multiples lacunes dans la conduite de l'affaire par les autorités de poursuite ont fondamentalement amoindri la capacité des autorités internes, y compris celle des juridictions compétentes, à déterminer la nature véritable

de la relation qui existait entre la requérante et T.M. et à établir si celui-ci avait exploité la requérante, comme celle-ci l'alléguait. En résumé, des lacunes importantes ont entaché la réponse procédurale apportée par les autorités internes au grief défendable de traitement contraire à l'article 4 de la Convention formulé par la requérante et au commencement de preuve tendant à indiquer que celle-ci aurait été soumise à pareil traitement.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 41 : 5 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir concernant les articles 2 et 3 : *Makaratzis c. Grèce* [GC], [50385/99](#), 20 décembre 2004, [Note d'information 70](#) ; *Natchova et autres c. Bulgarie* [GC], [43577/98](#) et [43579/98](#), 6 juillet 2005, [Note d'information 77](#) ; *Beganović c. Croatie*, [46423/06](#), 25 juin 2009, [Note d'information 120](#) ; *Denis Vassiliev c. Russie*, [32704/04](#), 17 décembre 2009, [Note d'information 125](#) ; *Hassan c. Royaume-Uni* [GC], [29750/09](#), 16 septembre 2014, [Note d'information 177](#) ; *Mocanu et autres c. Roumanie* [GC], [10865/09](#) et al., 17 septembre 2014, [Note d'information 177](#) ; *Bouyid c. Belgique* [GC], [23380/09](#), 28 septembre 2015, [Note d'information 188](#) ; *Armani da Silva c. Royaume-Uni* [GC], [5878/08](#), 30 mars 2016, [Note d'information 194](#) ; et *Hovhannisyan c. Arménie*, [18419/13](#), 19 juillet 2011, [Note d'information 220](#). Voir aussi concernant l'article 4 : *Siliadin c. France*, [73316/01](#), 26 juillet 2005, [Note d'information 77](#) ; *Rantsev c. Chypre et Russie*, [25965/04](#), 7 janvier 2010, [Note d'information 126](#) ; *M. et autres c. Italie et Bulgarie*, [40020/03](#), 31 juillet 2012, [Note d'information 154](#) ; *C.N. c. Royaume-Uni*, [4239/08](#), 13 novembre 2012, [Note d'information 157](#) ; *L.E. c. Grèce*, [71545/12](#), 21 janvier 2016, [Note d'information 192](#) ; *J. et autres c. Autriche*, [58216/12](#), 17 janvier 2017, [Note d'information 203](#) ; *Chowdury et autres c. Grèce*, [21884/15](#), 30 mars 2017, [Note d'information 205](#) ; et concernant l'article 6 : *Schatschaschwili c. Allemagne* [GC], [9154/10](#), 15 décembre 2015, [Note d'information 191](#) ; et la [Convention \(n° 29\) sur le travail forcé de l'OIT](#))

**Résumé juridique
de l'arrêt
Chowdury et autres
c. Grèce
(21884/15)**

Arrêt 30.3.2017 [Section I]

Article 4

Obligations positives

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Article 4-2 Travail forcé

Réaction insuffisante des autorités à une situation de traite d'êtres humains résultant de l'exploitation de la vulnérabilité d'ouvriers migrants sans permis : *violation*

En fait – Les requérants sont 42 ressortissants du Bangladesh. Sans permis de travail ni de séjour en Grèce, ils furent recrutés en 2012-2013 comme ouvriers agricoles saisonniers. Contre la promesse d'un salaire de 22 EUR par jour, et dans des conditions d'hébergement indignes, ils travaillaient avec des horaires exténuants sous l'œil de contremaîtres armés.

Des grèves ayant éclaté après plusieurs mois d'impayés, les patrons répliquèrent par des menaces et le recrutement de nouveaux migrants bangladais. Le 17 avril 2013, un de leurs gardes fit feu contre une centaine d'ouvriers qui réclamaient leur salaire, blessant grièvement une partie des requérants.

Des poursuites furent ouvertes contre les employeurs, le tireur et un contremaître. Outre les atteintes corporelles graves, le procureur soutint l'accusation de traite d'êtres humains (article 323A du code pénal). Une partie des requérants (tous parmi les blessés) se virent reconnaître par le parquet la qualité de victimes de traite et participèrent au procès.

En juillet 2014, la cour d'assises prononça des peines d'emprisonnement au titre des blessures mais écarta la qualification de traite d'êtres humains, au motif que les requérants s'étaient engagés volontairement et sans perdre la liberté de mouvement leur permettant de quitter l'employeur. Le procureur près la Cour de cassation refusa de former un pourvoi.

L'autre groupe de requérants (les non-blessés) fut absent du procès d'assises. En mai 2013, ils avaient à leur tour porté plainte en demandant à ce que la

qualité de victimes de traite leur soit reconnue aussi : en août 2014, le procureur refusa, au motif que leur retard à se manifester jetait le doute sur leur présence au moment des faits.

Devant la Cour européenne, les requérants, qui estiment avoir été victimes d'un travail forcé ou obligatoire, dénonçaient un manque de réaction des autorités.

En droit – Article 4 § 2

a) *Applicabilité – La notion de traite ne se limite pas à l'exploitation sexuelle. L'exploitation du travail constitue une des formes d'exploitation visées par la définition de la traite des êtres humains donnée par l'article 4 a) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains ([Convention anti-traite](#)) ce qui met en évidence la relation intrinsèque entre le travail forcé ou obligatoire et la traite des êtres humains. La même idée apparaît clairement dans l'article du code pénal appliqué en l'occurrence.*

Le consentement préalable de la victime n'est pas suffisant pour exclure de qualifier un travail de « travail forcé ». Lorsqu'un employeur abuse de son pouvoir ou tire profit de la situation de vulnérabilité de ses ouvriers afin de les exploiter, ceux-ci n'offrent pas leur travail de plein gré. La question de savoir si une personne offre son travail de plein gré est une question factuelle qui doit être examinée à la lumière de toutes les circonstances pertinentes d'une affaire.

En l'espèce, les requérants avaient commencé à travailler alors qu'ils se trouvaient dans une situation de vulnérabilité, en tant que migrants en situation irrégulière dépourvus de ressources et courant le risque d'être arrêtés, détenus et expulsés. Ils se rendaient sans doute compte que, s'ils arrêtaient de travailler, ils ne toucheraient jamais leurs arriérés de salaire, qui s'accumulaient au fil des jours.

À supposer même que, au moment de leur embauche, les requérants aient offert leur travail de plein gré et qu'ils aient cru en toute bonne foi que leur salaire leur serait payé, le comportement de leurs employeurs (menaces et violences, notamment en réponse aux demandes de paiement des salaires) montre que la situation a changé par la suite.

Certes, les requérants n'étaient pas dans un état de servitude. Toutefois, leurs conditions de travail permettent clairement de considérer que leur situation était constitutive de travail forcé et de traite d'êtres humains, telle que définie par l'article 3 a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée ([Protocole de Palerme](#)) et l'article 4 de la Convention anti-traite.

Conclusion : article 4 applicable (unanimité).

b) *Respect des obligations – Les motifs ci-après amènent la Cour à conclure que l'État défendeur n'a pas rempli ses obligations positives en matière de traite d'êtres humains (prévenir la situation de traite, protéger les victimes, enquêter de manière effective, et sanctionner les responsables).*

La Cour s'inspire de la Convention anti-traite, et de la manière dont l'interprète le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains ([GRETA](#)).

i. *Mise en place d'un cadre juridique et réglementaire approprié* – Pour l'essentiel, cette obligation est remplie. La Grèce avait notamment ratifié ou signé, bien avant les faits de la présente affaire, les principaux instruments internationaux (dont le Protocole de Palerme, de décembre 2000, et la Convention anti-traite, du 16 mai 2005) et transposé le droit pertinent de l'Union européenne dans le code pénal et le code de procédure pénale, tant pour le volet répressif que pour la protection des victimes.

ii. *Mesures opérationnelles* – La Convention anti-traite préconise à la fois : des mesures de prévention (renforcer la coordination au plan national entre les différentes instances chargées de la lutte contre la traite et décourager la demande, y compris par des contrôles aux frontières) ; et des mesures de protection (faciliter l'identification des victimes par des personnes qualifiées et assister les victimes dans leur rétablissement physique, psychologique et social).

En l'espèce, cette obligation n'a pas été remplie : alors que la situation locale était de longue date connue des autorités (un rapport du médiateur de la République les avait alertées dès 2008), leur réaction n'a été que ponctuelle et aucune solution générale n'a été apportée sur place.

iii. *Effectivité de l'enquête et de la procédure judiciaire* – En matière d'exploitation, les autorités de poursuite et les autorités judiciaires doivent tirer toutes les conséquences découlant de l'application des textes répressifs pertinents, dans la mesure de leurs compétences respectives ; et cela en urgence et d'office, dès qu'elles ont connaissance des faits.

En l'espèce, les motifs suivants font conclure que ces obligations n'ont pas été remplies.

a) *Quant aux requérants non parties à la procédure devant la cour d'assises* – Dès lors qu'il disposait des éléments factuels donnant à penser que ces requérants étaient engagés par les mêmes employeurs et travaillaient dans les mêmes conditions que le groupe de requérants ayant participé à la procédure devant la cour d'assises, le procureur avait le devoir d'enquêter sur leur allégation de traite d'êtres humains et de travail forcé. Or, rien dans la décision de rejet de la plainte n'est de nature à démontrer que le procureur a réellement examiné cet aspect.

En accordant de l'importance au fait que les intéressés avaient tardé à saisir les autorités de police, le procureur a méconnu l'article 13 de la Convention anti-traite, qui prévoit justement un « délai de rétablissement et de réflexion » d'au moins 30 jours pour que la personne concernée ait le temps d'échapper à l'influence des trafiquants et prenne, en connaissance de cause, une décision quant à sa coopération avec les autorités.

Partant, il y a lieu de rejeter l'exception d'absence de qualité de « victimes » de ce groupe de requérants et de conclure à l'ineffectivité de l'enquête.

b) *Quant aux requérants parties à la procédure devant la cour d'assises Aspect répressif* – Les défendeurs accusés de « traite d'êtres humains » ont été acquittés sur la base d'une interprétation étroite semblant confondre la traite avec la servitude. Or la restriction de la liberté de mouvement, qui touche non pas à la fourniture du travail en soi mais plutôt à certains aspects de la vie de la victime, n'est pas une condition sine qua non pour qualifier une situation de travail forcé ou même de traite.

Ensuite, le procureur près la Cour de cassation a refusé, sans aucune motivation, de former un pourvoi contre l'arrêt d'acquiescement.

Par ailleurs, même au titre du dommage corporel grave, la peine de réclusion prononcée a été convertie en une sanction pécuniaire de 5 EUR par jour de détention.

Aspect indemnitaire – L'article 15 de la Convention anti-traite fait obligation aux États contractants de prévoir, dans leur droit interne, le droit pour les victimes à être indemnisés par les auteurs de l'infraction ainsi que de prendre des mesures afin d'établir un fonds d'indemnisation.

Or en l'espèce, même au titre du dommage corporel grave, la réparation civile fixée par la cour d'assises n'a pas dépassé 43 EUR par ouvrier blessé.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 41 : La difficulté d'évaluer le dommage matériel constitué par les salaires non versés et la décision de la cour d'assises conduit la Cour à fixer en équité une somme globale couvrant à la fois le dommage matériel et le préjudice moral : 16 000 EUR à chacun des requérants ayant participé à la procédure devant la cour d'assises et 12 000 EUR à chacun des autres, pour l'ensemble des préjudices subis.

(Voir les fiches thématiques [Traite des êtres humains](#) et [Esclavage, servitude et travail forcé](#))

Lien vers le résumé juridique :
[https://hudoc.echr.coe.int/fre#%22itemid%22:\[%22002-11432%22\]](https://hudoc.echr.coe.int/fre#%22itemid%22:[%22002-11432%22])

**Résumé juridique
de l'arrêt
J. et autres c.
Autriche
(58216/12)**

Arrêt 17.1.2017 [Section IV]

Article 4

Obligations positives

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Décision du parquet de clore l'enquête sur des infractions en matière de traite d'êtres humains qui auraient été commises à l'étranger par des étrangers : *non-violation*

En fait – Les requérantes, des ressortissantes philippines, furent recrutées aux Philippines pour travailler pour différentes familles à Dubaï en tant qu'employées de maison ou nourrices. En juillet 2010, elles accompagnèrent leurs employeurs en Autriche. Pendant leur séjour, elles quittèrent les familles et portèrent plainte auprès de la police autrichienne, alléguant avoir été victimes de traite d'êtres humains et de travail forcé. Le parquet décida ultérieurement de clore l'enquête au motif que les infractions avaient été commises à l'étranger par des étrangers. Aucune infraction n'avait été commise en Autriche. Le tribunal pénal régional confirma la décision du parquet.

Devant la Cour européenne, les requérantes, qui s'estimaient victimes de traite d'êtres humains, se plaignaient que les autorités autrichiennes n'avaient pas satisfait à leurs obligations positives découlant du volet procédural de l'article 4.

En droit – Article 4 : L'affaire soulève deux questions. Il y a lieu de rechercher premièrement si les autorités autrichiennes ont rempli leurs obligations positives d'identifier les requérantes en tant que victimes potentielles de traite d'êtres humains et de leur fournir une assistance, et deuxièmement si elles ont satisfait à leur obligation positive de mener une enquête sur les infractions alléguées.

a) *Obligations positives d'identifier les requérantes en tant que victimes potentielles de traite d'êtres humains et de leur fournir une assistance* – Dès que les requérantes se sont adressées à la police, elles ont immédiatement été considérées comme des victimes potentielles de traite d'êtres humains. Elles ont été entendues par des policiers spécialement formés, leur séjour en Autriche a été régularisé par la délivrance de permis de séjour et de travail et il a été interdit au service central d'état civil de divulguer leurs

informations personnelles afin qu'il fût impossible pour le public de les retrouver. Dans le cadre de la procédure interne, les requérantes ont bénéficié de l'aide d'une ONG qui était subventionnée par l'État et dont la mission était de venir en aide aux victimes de traite d'êtres humains. Les requérantes ont aussi reçu l'assistance d'un conseil juridique, ainsi que des informations concernant les règles procédurales et une aide visant à faciliter leur intégration en Autriche. Le dispositif juridique et administratif en place en Autriche en matière de protection des victimes potentielles de traite d'êtres humains apparaît suffisant. De plus, les autorités autrichiennes ont pris toutes les mesures que l'on pouvait raisonnablement attendre d'elles dans les circonstances de la cause.

b) *Obligation positive de mener une enquête sur les allégations de traite d'êtres humains* – Après que les requérantes eurent livré leurs déclarations à la police, le parquet a ouvert une enquête. Celle-ci a été close, car le parquet était d'avis que l'infraction qui était reprochée aux employeurs des requérantes et qui aurait eu lieu en Autriche n'entraînait pas dans le champ d'application des dispositions juridiques pertinentes. Selon le parquet, l'infraction alléguée de traite d'êtres humains avait été commise à l'étranger, les accusés étaient des étrangers et il n'y avait pas d'intérêt autrichien en jeu. Le tribunal pénal régional a confirmé la décision de clore l'enquête, précisant qu'il n'y avait pas de raison d'engager des poursuites si, sur la base des conclusions de l'enquête, une condamnation n'était pas plus probable qu'une relaxe, et que le droit international n'imposait pas non plus de poursuivre une enquête ouverte sur les faits qui auraient été commis à l'étranger.

Quant aux obligations positives de l'Autriche, la question qui se pose est celle de savoir si ce pays avait l'obligation d'enquêter sur les infractions prétendument commises à l'étranger et si l'enquête menée sur les faits survenus en Autriche était suffisante. Sous son volet procédural, l'article 4 n'impose pas aux États d'assumer une compétence universelle sur les infractions de traite d'êtres humains commises à l'étranger. [Le Protocole des Nations unies](#) visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants est muet sur la question de la compétence et [la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains](#) exige seulement des États parties qu'ils établissent leur compétence sur les infractions de traite commises sur leur propre territoire ou contre l'un de leurs ressortissants. En l'espèce, l'Autriche n'avait aucunement l'obligation d'enquêter sur le recrutement des requérantes aux Philippines ni sur l'exploitation dont elles

auraient fait l'objet aux Émirats arabes unis.

Les requérantes ont pu faire un récit détaillé des faits à des policiers spécialement formés, qui ont recueilli leurs déclarations sur plus de trente pages. Sur la base des faits relatés par les requérantes, les autorités ont conclu que ceux-ci n'étaient pas constitutifs d'une infraction pénale. Étant donné les faits connus des autorités et les éléments de preuve dont celles-ci disposaient, il n'était pas déraisonnable de leur part de considérer que l'infraction en question n'était pas constituée. Ce n'est qu'environ un an après les faits survenus en Autriche que les autorités ont été alertées, alors que les employeurs des requérantes avaient quitté l'Autriche depuis longtemps et étaient vraisemblablement retournés à Dubaï. Les seules autres mesures que les autorités auraient pu prendre auraient été de demander l'entraide judiciaire des Émirats arabes unis, de tenter d'interroger les employeurs des requérantes par la voie de commissions rogatoires ou d'émettre un mandat visant à déterminer où ceux-ci se trouvaient. Cependant, les autorités ne pouvaient pas raisonnablement s'attendre à être en mesure de confronter les employeurs des requérantes aux allégations formulées contre eux, puisqu'il n'existait aucun accord d'entraide judiciaire entre l'Autriche et les Émirats arabes unis. Ces mesures, qui auraient été possibles en théorie, n'auraient apparemment présenté aucune perspective raisonnable de succès et il n'était donc pas nécessaire de les prendre. Dès lors, l'enquête menée par les autorités autrichiennes dans l'affaire des requérantes était suffisante aux fins de l'article 4 de la Convention.

Conclusion : non-violation (unanimité).

La Cour conclut aussi à l'unanimité à la non-violation de l'article 3 de la Convention. En effet, le critère relatif aux obligations positives que le volet procédural de l'article 3 de la Convention impose aux États est très similaire à celui appliqué sur le terrain de l'article 4. Or, en l'espèce, la Cour a déjà procédé à un examen exhaustif sous l'angle de l'article 4 et elle n'a constaté aucune violation.

(Voir *Rantsev c. Chypre et Russie*, 25965/04, 7 janvier 2010, [Note d'information 126](#) ; *Siliadin c. France*, 73316/01, 26 juillet 2005, [Note d'information 77](#))

Lien vers le résumé juridique : <https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22:%5B%22002-11502%22%5D%7D>

هذه التدابير لم تكن ذات فرصة حقيقية للنجاح في ظل غياب اتفاق تعاون قضائي بين البلدين. وعليه، اعتبرت المحكمة أن التحقيق كان كافيًا لأغراض المادة 4 من الاتفاقية.

النتيجة: لا انتهاك (بالإجماع).

كما خلصت المحكمة بالإجماع أيضًا إلى عدم وجود انتهاك للمادة 3 من الاتفاقية، نظرًا لتشابه معيار الالتزامات الإيجابية فيها مع المادة 4، ولأن المحكمة كانت قد أجرت بالفعل فحصًا شاملاً بموجب المادة 4.

(انظر: رنتسيف ضد قبرص وروسيا، 04/25965، 7 يناير 2010، [Note d'information 126](#))
سيليادين ضد فرنسا، 01/73316، 26 يوليو 2005 ([Note d'information 77](#))
رابط الملخص القانوني: [https://hudoc.echr.coe.int/fre#%22itemid%22:\[%22002-11502%22\]](https://hudoc.echr.coe.int/fre#%22itemid%22:[%22002-11502%22])

ويُظهر النظام القانوني والإداري المعتمد في النمسا لحماية الضحايا المحتملين للاتجار بالبشر أنه كافٍ. كما أن السلطات اتخذت جميع التدابير التي يمكن توقعها بشكل معقول في هذه الظروف.

(ب) الالتزام بإجراء تحقيق في ادعاءات الاتجار بالبشر

بعد أن أدلت المدعيات بأقوالهن أمام الشرطة، فتحت النيابة العامة تحقيقاً في القضية. غير أن هذا التحقيق أغلق لأن النيابة اعتبرت أن الأفعال المنسوبة لأصحاب العمل والتي يُزعم أنها وقعت في النمسا لا تدخل ضمن نطاق القواعد القانونية ذات الصلة. ورأت النيابة أن جريمة الاتجار بالبشر المزعومة ارتُكبت في الخارج، وأن المتهمين أجانب، ولا يوجد أي مصلحة نمساوية مباشرة. وأيدت المحكمة الإقليمية هذا القرار، مؤكدة أنه لا يوجد ما يبرر الاستمرار في التحقيق إذا لم يكن احتمال الإدانة أكبر من احتمال البراءة، وأن القانون الدولي لا يفرض إلزاماً بمواصلة التحقيق في وقائع ارتُكبت خارج البلاد.

وفيما يتعلق بالالتزامات الإيجابية، فإن السؤال المطروح هو ما إذا كانت النمسا ملزمة بالتحقيق في جرائم مزعومة ارتُكبت في الخارج، وما إذا كان التحقيق في الوقائع داخل النمسا كافياً.

تؤكد المحكمة أن المادة 4 من الناحية الإجرائية لا تفرض على الدول ممارسة اختصاص عالمي بشأن جرائم الاتجار بالبشر المرتكبة في الخارج. كما أن بروتوكول الأمم المتحدة المتعلق بمنع وقمع ومعاقبة الاتجار بالأشخاص (وخاصة النساء والأطفال) لا يتناول مسألة الاختصاص، في حين أن اتفاقية مجلس أوروبا لمكافحة الاتجار بالبشر تلزم الدول فقط بممارسة اختصاصها على الجرائم المرتكبة على أراضيها أو ضد رعاياها.

وفي هذه القضية، لم تكن النمسا ملزمة بالتحقيق في عملية تجنيد المدعيات في الفلبين أو في الاستغلال المزعوم في الإمارات العربية المتحدة.

وقد تمكنت المدعيات من تقديم رواية مفصلة أمام شرطة مختصة، حيث تم تدوين أقوالهن في أكثر من ثلاثين صفحة. وبناءً على الوقائع المقدمة، خلصت السلطات إلى أن الأفعال لا تشكل جريمة جنائية.

ونظرًا للمعطيات المتوفرة، لم يكن من غير المعقول أن تعتبر السلطات أن الجريمة غير قائمة. كما أن السلطات علمت بالوقائع بعد حوالي سنة من حدوثها، حين كان أصحاب العمل قد غادروا النمسا بالفعل.

وكانت الإجراءات الإضافية الممكنة تشمل طلب المساعدة القضائية من الإمارات العربية المتحدة أو إصدار إنابات قضائية أو محاولة تحديد مكان المتهمين، غير أن

الالتزامات الإيجابية

المادة 4-1

الاتجار بالبشر

قرار النيابة العامة بإنهاء التحقيق في جرائم تتعلق بالاتجار بالبشر يُزعم أنها ارتُكبت في الخارج من قبل أجنبي: لا انتهاك

الوقائع

المدّعيات، وهنّ مواطنات من الفلبين، تم تجنيدهن في الفلبين للعمل لدى عائلات مختلفة في دبي كخدمات منازل أو مربيات أطفال. وفي يوليو 2010، رافقن أصحاب العمل إلى النمسا. وخلال إقامتهن هناك، غادرن تلك العائلات وقدمن شكوى لدى الشرطة النمساوية، مدّعيات أنهن كنّ ضحايا اتجار بالبشر والعمل القسري. لاحقاً، قررت النيابة العامة إنهاء التحقيق على أساس أن الأفعال المزعومة ارتُكبت في الخارج من قبل أجنبي، وأنه لم تُرتكب أي جريمة داخل النمسا. وأيدت المحكمة الإقليمية الجنائية هذا القرار.

أمام المحكمة الأوروبية، اشتكت المدّعيات، اللواتي اعتبرن أنفسهن ضحايا اتجار بالبشر، من أن السلطات النمساوية لم تفّ بالتزاماتها الإيجابية الإجرائية بموجب المادة 4.

من حيث القانون – المادة 4

تثير القضية مسألتين:

1. ما إذا كانت السلطات النمساوية قد أدت التزاماتها الإيجابية في تحديد المدّعيات كضحايا محتملين للاتجار بالبشر وتقديم المساعدة لهن؛
2. وما إذا كانت قد قامت بواجبها الإيجابي في إجراء تحقيق في الوقائع المزعومة.

أ) الالتزامات الإيجابية بتحديد الضحايا وتقديم المساعدة

بمجرد توجه المدّعيات إلى الشرطة، تم اعتبارهن فوراً ضحايا محتملين للاتجار بالبشر. وتم الاستماع إليهن من قبل شرطة مدربة خصيصاً، كما تم تسوية وضع إقامتهن في النمسا بمنحهن تصاريح إقامة وعمل. كما مُنح مكتب السجل المدني المركزي من الكشف عن بياناتهن الشخصية لضمان عدم تعقّبهن من قبل العامة. وخلال الإجراءات الداخلية، حصلت المدّعيات على دعم منظمة غير حكومية ممولة من الدولة متخصصة في مساعدة ضحايا الاتجار بالبشر. كما حصلن على مساعدة قانونية، ومعلومات حول الإجراءات، ودعم يهدف إلى تسهيل اندماجهن في النمسا.

**الملخص القانوني للحكم في قضية
ج. وآخرون ضد النمسا
(58216/12)**

الحكم الصادر بتاريخ 17 يناير 2017 [القسم الرابع]

الجانب الزجري

تمت تبرئة المتهمين بجريمة الاتجار بالبشر بناءً على تفسير ضيق خلط بين الاتجار بالبشر وحالة الاستعباد. والحال أن تقييد حرية التنقل، الذي يتعلق بجوانب من حياة الضحية لا بالعمل نفسه، ليس شرطاً أساسياً لتوصيف العمل القسري أو الاتجار بالبشر.

كما رفض المدعي العام لدى محكمة النقض، دون أي تعليل، الطعن في حكم البراءة. وفوق ذلك، حتى العقوبة المتعلقة بالإيذاء الجسدي الخطير حُوّلت إلى غرامة مالية قدرها 5 يورو عن كل يوم احتجاز.

الجانب التعويضي

تُلزم المادة 15 من اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر الدول بضمان حق الضحايا في الحصول على تعويض من الجناة، وإنشاء صندوق تعويضات. لكن في هذه القضية، حتى التعويض المدني عن الإصابات الجسدية الخطيرة لم يتجاوز 43 يورو لكل عامل مصاب.

النتيجة:

وقوع انتهاك (بالإجماع).

المادة 41

نظرًا لصعوبة تقييم الضرر المادي الناتج عن الأجور غير المدفوعة، وبالنظر إلى قرار محكمة الجنايات، قررت المحكمة منح تعويض إجمالي يشمل الضرر المادي والمعنوي:

- 16 ألف يورو لكل مدّع شارك في إجراءات محكمة الجنايات،
- و 12 ألف يورو لكل واحد من باقي المدّعين، وذلك عن مجموع الأضرار اللاحقة بهم .

انظر أيضًا الملفات الموضوعاتية المتعلقة بالاتجار بالبشر، والاستعباد، والعبودية، والعمل القسري.

واستندت المحكمة إلى اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر، وإلى تفسير مجموعة الخبراء المعنية بمكافحة الاتجار بالبشر. (GRETA)

أ. وضع إطار قانوني وتنظيمي مناسب

رأت المحكمة أن هذا الالتزام قد تم الوفاء به إلى حد كبير. فقد صادقت اليونان قبل الوقائع بوقت طويل على أهم الصكوك الدولية، ومنها بروتوكول باليرمو (ديسمبر 2000) واتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر (16 مايو 2005)، كما أدرجت أحكام القانون الأوروبي ذات الصلة في قانون العقوبات وقانون الإجراءات الجنائية، سواء من حيث القمع أو حماية الضحايا.

ب. التدابير العملية

توصي اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر باتخاذ:

- تدابير وقائية، مثل تعزيز التنسيق الوطني بين الهيئات المعنية ومكافحة الطلب عبر الرقابة الحدودية،
- وتدابير حمائية، مثل تسهيل تحديد الضحايا ومساعدتهم على التعافي الجسدي والنفسي والاجتماعي.

غير أن المحكمة رأت أن هذا الالتزام لم يُحترم، لأن السلطات كانت على علم منذ مدة طويلة بالأوضاع المحلية (إذ نبهها تقرير أمين المظالم سنة 2008)، ومع ذلك بقي ردّها محدودًا وموضعيًا دون حلول شاملة.

ج. فعالية التحقيق والإجراءات القضائية

في قضايا الاستغلال، يتعين على سلطات التحقيق والقضاء تطبيق النصوص الجنائية ذات الصلة بكامل آثارها، وبصورة عاجلة ومن تلقاء نفسها بمجرد علمها بالوقائع. ورأت المحكمة أن هذه الالتزامات لم تُحترم للأسباب التالية:

أ) بخصوص المدّعين غير المشاركين في محكمة الجنايات

كان على المدعي العام، بما أنه كان يملك عناصر تفيد بأن هؤلاء المدّعين عملوا لدى نفس أصحاب العمل وفي نفس الظروف، أن يحقق في مزاعم الاتجار بالبشر والعمل القسري. غير أن قرار رفض الشكوى لا يثبت أنه فحص هذه الجوانب فعليًا. كما أن المدعي العام، بإعطائه أهمية لتأخيرهم في اللجوء إلى الشرطة، تجاهل المادة 13 من اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر التي تمنح الضحايا «فترة تعافٍ وتفكير» لا تقل عن 30 يومًا، حتى يتمكنوا من التحرر من تأثير المتاجرين واتخاذ قرار واعٍ بشأن التعاون مع السلطات.

وبالتالي، رفضت المحكمة الدفع بعدم صفة «الضحية» لهؤلاء المدّعين، وخلصت إلى عدم فعالية التحقيق.

ب) بخصوص المدّعين المشاركين في محكمة الجنايات

(أ) قابلية التطبيق

إن مفهوم الاتجار بالبشر لا يقتصر على الاستغلال الجنسي. فالاستغلال في العمل يُعد أحد أشكال الاستغلال الواردة في تعريف الاتجار بالبشر حسب المادة 4 (أ) من اتفاقية مجلس أوروبا لمكافحة الاتجار بالبشر، وهو ما يبرز العلاقة الجوهرية بين العمل القسري والاتجار بالبشر. كما يظهر هذا المعنى بوضوح في نص قانون العقوبات المطبق في هذه القضية.

ولا يكفي الرضا المسبق للضحية لاستبعاد وصف العمل بأنه «عمل قسري». فعندما يسيء صاحب العمل استعمال سلطته أو يستغل هشاشة العمال بهدف استغلالهم، فإن هؤلاء لا يقدمون عملهم بإرادة حرة. ويجب تقييم مسألة الرضا في ضوء جميع ظروف القضية.

وفي هذه القضية، بدأ المدعون العمل وهم في وضعية هشاشة، باعتبارهم مهاجرين غير نظاميين يفتقرون إلى الموارد ويواجهون خطر الاعتقال والاحتجاز والترحيل. وكانوا يدركون على الأرجح أنهم إذا توقفوا عن العمل فلن يحصلوا أبدًا على أجورهم المتأخرة التي كانت تتراكم يوميًا بعد يوم.

وحتى على فرض أنهم وافقوا بحرية على العمل عند توظيفهم، وكانوا يعتقدون بحسن نية أن أجورهم ستُدفع، فإن سلوك أصحاب العمل لاحقًا - من تهديدات وعنف، خصوصًا ردًا على مطالب دفع الأجور - يثبت أن الوضع قد تغير.

صحيح أن المدعين لم يكونوا في حالة استبعاد، غير أن ظروف عملهم تسمح بوضوح باعتبار وضعيتهم عملاً قسريًا واتجارًا بالبشر، كما هو معرّف في المادة 3 (أ) من بروتوكول باليرمو الملحق باتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، وكذلك في المادة 4 من اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر.

النتيجة:

انطباق المادة 4 (بالإجماع).

(ب) احترام الالتزامات

خلصت المحكمة إلى أن الدولة المدعى عليها لم تف بالالتزامات الإيجابية في مجال الاتجار بالبشر، والمتمثلة في:

- منع حالة الاتجار،
- حماية الضحايا،
- إجراء تحقيق فعال،
- ومعاقبة المسؤولين.

المادة 4

الالتزامات الإيجابية

المادة 4 § 1

الاتجار بالبشر

المادة 4 § 2

العمل القسري

عدم كفاية استجابة السلطات لوضعية اتجار بالبشر ناتجة عن استغلال هشاشة عمال مهاجرين غير حائزين على تصاريح: انتهاك

الوقائع

المدّعون هم 42 مواطناً من بنغلاديش. وبما أنهم كانوا موجودين في اليونان دون تصاريح عمل أو إقامة، فقد جرى تشغيلهم خلال سنتي 2012-2013 كعمال زراعيين موسميّين. وفي مقابل وعد بأجر يومي قدره 22 يورو، وفي ظروف سكن غير إنسانية، كانوا يعملون لساعات مرهقة تحت رقابة مشرفين مسلحين.

وبعد اندلاع إضرابات بسبب عدة أشهر من الأجور غير المدفوعة، ردّ أصحاب العمل بالتهديدات وباستقدام مهاجرين بنغلاديشيين جدد. وفي 17 أبريل 2013، أطلق أحد الحراس النار على نحو مئة عامل كانوا يطالبون بأجورهم، مما أدى إلى إصابة عدد من المدّعين بجروح خطيرة.

فُتحت ملاحقات قضائية ضد أصحاب العمل، ومطلق النار، وأحد المشرفين. وإضافة إلى تهمة الإيذاء الجسدي الخطير، وجّه المدعي العام تهمة الاتجار بالبشر (المادة 323A من قانون العقوبات). واعترفت النيابة العامة لبعض المدّعين (جميعهم من المصابين) بصفة ضحايا اتجار بالبشر، وشاركوا في المحاكمة.

وفي يوليو 2014، أصدرت محكمة الجنايات أحكاماً بالسجن بسبب الإصابات الجسدية، لكنها استبعدت وصف الاتجار بالبشر، بحجة أن المدّعين قبلوا العمل طوعاً ولم يُحرّموا من حرية التنقل التي كانت تتيح لهم مغادرة صاحب العمل. ورفض المدعي العام لدى محكمة النقض الطعن في الحكم.

أما المجموعة الأخرى من المدّعين (غير المصابين)، فلم تشارك في المحاكمة. ففي مايو 2013، تقدّموا بدورهم بشكوى طالبوا فيها بالاعتراف بهم كضحايا اتجار بالبشر. لكن في أغسطس 2014، رفض المدعي العام طلبهم بحجة أن تأخرهم في التبليغ يثير الشك حول وجودهم وقت الوقائع.

وأمام المحكمة الأوروبية، اشتكى المدّعون، الذين اعتبروا أنفسهم ضحايا عمل قسري أو إجباري، من تقاعس السلطات عن الاستجابة المناسبة.

من حيث القانون – المادة 4 § 2

الملخص القانوني للحكم في قضية تشودوري وآخرون ضد اليونان (21884/15)

الحكم الصادر بتاريخ 30 مارس 2017 [القسم الأول]

- https://www.echr.coe.int/fr/d/cp_greece_fra?p_l_back_url=%2Ffr%2Fsearch%3Fq%3Dl%25E2%2580%2599arr%25C3%25AAt%2BChowdury%2Bet%2Bautres%2Bc.%2BGr%25C3%25A8ce%2B%252821884%252F15%2529&p_l_back_url_title=Page+de+recherche
- <https://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-170388>

سبتمبر 2015، مذكرة معلومات 188؛ وقضية أرمني دا سيلفا ضد المملكة المتحدة [الهيئة الكبرى]، 08/5878، 30 مارس 2016، مذكرة معلومات 194؛ وقضية هوفانيسيان ضد أرمينيا، 13/18419، 19 يوليو 2011، مذكرة معلومات 220.

وراجع أيضاً بخصوص المادة 4: قضية سيليادين ضد فرنسا، 01/73316، 26 يوليو 2005، مذكرة معلومات 77؛ وقضية رانتسيف ضد قبرص وروسيا، 04/25965، 7 يناير 2010، مذكرة معلومات 126؛ وقضية م. وآخرون ضد إيطاليا وبلغاريا، 03/40020، 31 يوليو 2012، مذكرة معلومات 154؛ وقضية C.N. ضد المملكة المتحدة، 08/4239، 13 نوفمبر 2012، مذكرة معلومات 157؛ وقضية L.E. ضد اليونان، 12/71545، 21 يناير 2016، مذكرة معلومات 192؛ وقضية ج. وآخرون ضد النمسا، 12/58216، 17 يناير 2017، مذكرة معلومات 203؛ وقضية شودري وآخرون ضد اليونان، 15/21884، 30 مارس 2017، مذكرة معلومات 205.

وبخصوص المادة 6: قضية شاتشا شفيلى ضد ألمانيا [الهيئة الكبرى]، 10/9154، 15 ديسمبر 2015، مذكرة معلومات 191؛ واتفاقية منظمة العمل الدولية رقم (29) بشأن العمل الجبري.

- <https://www.echr.coe.int/fr/w/judgment-concerning-the-republic-of-moldova-5>
- <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=001-238639>
- <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=002-14389>
- <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=001-229129>
- <https://juricaf.org/arret/CONSEILDELEUROPE-COUREUROPEENNEDESDROITSDELHOMME-20241024-001237942>
- <https://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-215182>
- https://www.echr.coe.int/fr/d/fs_trafficking_eng?p_l_back_url=%2Ffr%2Fsearch%3Fq%3D7604%252F19&p_l_back_url_title=Page+de+recherche
- <https://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-13422>
- <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=001-207927>
- <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=002-12883>

العناصر المكونة للاتجار بالبشر). كما لم يتم سماع الأشخاص الذين كان بإمكانهم تقديم تفاصيل حول كيفية هروب المدعية من (T.M).

اعتمدت سلطات الملاحقة القضائية إلى حد كبير على تصريحات المدعية، وبسبب ذلك، اختصرت الإجراءات القضائية اللاحقة أساساً في مواجهة بين ادعاءات المدعية وإنكارها (T.M)، دون تقديم الكثير من العناصر التكميلية. وفي هذا الصدد، وكما تلاحظ المنظمات الدولية الخبيرة في هذه المسألة، توجد أسباب متنوعة قد تفسر لماذا يتردد ضحايا الاتجار بالبشر وأشكال الاعتداء الجنسي المختلفة أحياناً في التعاون مع السلطات والكشف عن جميع تفاصيل قضيتهم. وفي هذا السياق، لا ينبغي أيضاً إهمال التأثير المحتمل للصدمة النفسية. لذلك، يوجد خطر من الاعتماد المفرط على شهادة الضحية وحدها، مما يستدعي توضيح، وإذا لزم الأمر، تعزيز تصريحات الضحية باستخدام عناصر أخرى.

إن الثغرات المتعددة في إدارة القضية من قبل سلطات الملاحقة قد أضعفت بشكل جوهري قدرة السلطات الداخلية، بما في ذلك المحاكم المختصة، على تحديد الطبيعة الحقيقية للعلاقة التي كانت قائمة بين المدعية و (T.M) وإثبات ما إذا كان الأخير قد استغل المدعية كما زعمت. باختصار، شابت الاستجابة الإجرائية للسلطات الداخلية عيوب جوهريّة تجاه الشكوى القابلة للدفاع عنها بشأن المعاملة المخالفة للمادة 4 من الاتفاقية وتجاه بداية الدليل الذي يشير إلى تعرض المدعية لمثل هذه المعاملة.

الخلاصة: انتهاك (بالإجماع). المادة 41: 5,000 يورو وتعويضاً عن الضرر المعنوي.

راجع بخصوص المادتين 2 و3: قضية **ماكاراتريس ضد اليونان** [الهيئة الكبرى]، 99/50385، 20 ديسمبر 2004، مذكرة معلومات 70؛ وقضية **ناتشوف وأخرون ضد بلغاريا** [الهيئة الكبرى]، 98/43577 و 98/43579، 6 يوليو 2005، مذكرة معلومات 77؛ وقضية **بيغانوفيتش ضد كرواتيا**، 06/46423، 25 يونيو 2009، مذكرة معلومات 120؛ وقضية **دينيس فاسيليف ضد روسيا**، 04/32704، 17 ديسمبر 2009، مذكرة معلومات 125؛ وقضية **حسن ضد المملكة المتحدة** [الهيئة الكبرى]، 09/29750، 16 سبتمبر 2014، مذكرة معلومات 177؛ وقضية **موكانو وأخرون ضد رومانيا** [الهيئة الكبرى]، 09/10865، 17 سبتمبر 2014، مذكرة معلومات 177؛ وقضية **بوييد ضد بلجيكا** [الهيئة الكبرى]، 09/23380، 28

بمقابل، أي أنه وجد لها سكناً واتخذ ترتيبات أخرى، تنثير عنصر "الإيواء"، وهو أحد "الأفعال" المكونة المحتملة للاتجار. ومن جهة أخرى، فيما يتعلق بالوسائل المستخدمة، يُزعم أن (T.M) اعترف باستخدام القوة ضد مقدمة الطلب في إحدى المناسبات وبقايراضها المال، مما يثير مشكلة الوجود المحتمل لحالة "عبودية الدين". وأخيراً، فإن الوضع الشخصي لـ...

إن الوضع الشخصي للمدعية يعطي بالتأكيد انطباعاً بأنها تنتمي إلى فئة مستضعفة، في حين تشير مكانة (T.M) وتاريخه إلى أنه كان في وضع يسمح له بفرض هيمنته عليها وإساءة استغلال ضعفها لأغراض استغلال البغاء.

باختصار، قدمت المدعية شكوى قابلة للدفاع عنها بشأن معاملة مخالفة للمادة 4 من الاتفاقية - اتجار بالبشر و/أو بغاء قسري - وكان هناك بداية دليل يشير إلى أنها خضعت لمثل هذه المعاملة.

احترام الالتزام الإجرائي المنبثق عن المادة 4 من الاتفاقية

استجابت سلطات الملاحقة القضائية بسرعة لادعاءات المدعية، لكنها أهملت في تحقيقها بعض المسارات الواضحة التي كانت ستسمح بتسليط الضوء على ظروف القضية وعلى الطبيعة الحقيقية للعلاقة التي كانت قائمة بين الطرفين.

رغم وجود عناصر تشير إلى أن (T.M) استخدم "فيسبوك" لتجنيد المدعية ثم لتهديدها بعد أن تركته، أغفلت السلطات فحص حساباتهما الخاصة، رغم أنه كان بإمكانها بذلك تحديد الطبيعة الحقيقية لاتصالاتهما الأولى وعلاقاتهما، وخاصة تحديد ما إذا كانت هذه التهديدات تنطوي على استخدام الإكراه من جانب (T.M) كما أنها لم تسع لجمع شهادة والذي المدعية، رغم أن الأم كانت قد أجرت بالفعل اتصالات واجهت مشاكل مع (T.M)، وهو ما استخدمه الأخير لاحقاً للضغط على المدعية وتهديدها.

ولم تسع سلطات الملاحقة أبداً إلى تحديد هوية وسماع الجيران وصاحبة الشقة التي عاشت فيها المدعية مع (T.M)، والذين كان بإمكانهم إبلاغهم عن العلاقة القائمة بينهما وإخبارهم ما إذا كانت المعنية تقع تحت سيطرة (T.M) في ذلك الوقت. علاوة على ذلك، كان بإمكان صاحبة الشقة توضيح الظروف التي تم فيها استئجار السكن ومن الذي تولى فعلياً عملية الاستئجار بالكامل، مما قد يساهم في إثبات وجود فعل "إيواء" محتمل (أحد

بأخطاء أو سهو جزئي، بل فقط في الإخفاقات الهامة، أي تلك التي من شأنها إضعاف قدرة التحقيق على تحديد ظروف القضية أو المسؤوليات.

حول ما إذا كانت ظروف هذه القضية تثير مشكلة بموجب المادة 4 من الاتفاقية

من المؤكد أنه تم منح مقدمة الطلب وضع "ضحية محتملة للاتجار"، ولكن هذا الاعتراف الإداري لا يمكن اعتباره تأكيداً على أنه تم كشف العناصر المكونة لجريمة الاتجار بالبشر. فهذه المسألة كان يجب حسمها في إطار إجراءات جنائية لاحقة. وفي هذا الصدد، تود المحكمة أيضاً التأكيد على ضرورة حماية حقوق المشتبه بهم أو المتهمين، وخاصة الحق في قرينة البراءة والضمانات الأخرى للمحاكمة العادلة المنبثقة عن المادة 6 من الاتفاقية.

عندما تكون شكوى الطرف المدعي ذات طبيعة إجرائية أساساً كما في هذه الحالة، يجب على المحكمة البحث فيما إذا كان يمكن اعتبار أن المدعية قدمت "شكوى قابلة للدفاع عنها" بشأن معاملة محظورة، أو ما إذا كان هناك "بداية دليل (prima facie)" (evidence) يشير إلى أنها خضعت لمثل هذه المعاملة. وفي هذا الشأن، لتحديد ما إذا كان هناك التزام إجرائي قد نشأ في مواجهة السلطات الداخلية، يجب الاستناد إلى الظروف كما كانت قائمة وقت صياغة الادعاءات المذكورة، أو وقت لفت انتباه السلطات إلى بداية دليل على معاملة مخالفة للمادة 4، وليس بناءً على استنتاج صدر لاحقاً في نهاية التحقيق أو الإجراءات المعنية. وهذا المبدأ يسري بشكل خاص عندما يُزعم أن عيوباً جسيمة قد شابت الاستنتاجات والإجراءات الداخلية المعنية.

أدى التحقيق الأولي الذي أجرته الشرطة بناءً على ادعاءات البغاء القسري التي قدمتها المدعية إلى تفتيش منزل المدعو (T.M) وتفتيش سيارته، حيث عثرت الشرطة على واقيات ذكورية، وبندقيتين آليتين وذخيرتهما، وقنبلة يدوية، وعدد من الهواتف المحمولة. بالإضافة إلى ذلك، سمح هذا التحقيق الأولي بإثبات أن (T.M)، الذي تلقى تدريباً كشرطي، قد سبق إدانته بتهمة القوادة مع استخدام الإكراه وبتهمة الاغتصاب.

وبالعودة إلى العناصر المكونة للاتجار بالبشر، تجدر الإشارة إلى أن (T.M) كان قد تواصل مع مقدمة الطلب عبر "فيسبوك" ووعداها بإيجاد عمل لها، وهو ما يمثل أحد الأساليب المعروفة التي يلجأ إليها المتاجرون لتجنيد ضحاياهم. علاوة على ذلك، فإن ادعاءات مقدمة الطلب بأن (T.M) قد اتخذ الترتيبات اللازمة لتقديمها خدمات جنسية

■ التفسير الضيق للقانون: أدى حصر الملاحقة في "الإكراه البدني" وتجاهل "استغلال الضعف" إلى تبرئة المتهم وإفلاته من العقاب رغم وجود أدلة على تنظيمه للبغاء.

الخلاصة: هذا الحكم يؤكد أن الدول ملزمة بملاحقة المتاجرين بالبشر ليس فقط عند استخدام العنف الجسدي، بل أيضاً عند استغلال ضعف الضحية أو استخدام الإكراه النفسي، وأن أي نقص في التحقيق في هذه الجوانب يعتبر انتهاكاً لحقوق الإنسان.

النتيجة: انتهاك (بالإجماع).

طبيعة ونطاق الالتزامات الإيجابية الناشئة عن المادة 4 في مجال الاتجار بالبشر والبلغاء القسري تم عرضها بشكل شامل في حكم رانتسيف ضد قبرص وروسيا:

الالتزام بوضع نظام تشريعي وإداري يحظر الاتجار ويعاقب عليه، (2) الالتزام، في ظروف معينة، باتخاذ تدابير عملياتية لحماية الضحايا الفعليين أو المحتملين للاتجار، (3) التزام إجرائي بالتحقيق في حالات الاتجار المحتملة. بشكل عام، يمكن وصف المحورين الأولين من الالتزامات الإيجابية بأنهما التزامات "موضوعية"، بينما يتوافق المحور الثالث مع الالتزام "الإجرائي" الواقع على عاتق الدول. علاوة على ذلك، ونظراً للتقارب المفاهيمي بين الاتجار بالبشر والبلغاء القسري بموجب المادة 4، ترى المحكمة أن المبادئ ذات الصلة بقضايا الاتجار بالبشر تنطبق أيضاً على قضايا البغاء القسري.

الالتزامات الإجرائية الواقعة على عاتق الدول في مجال مكافحة الاتجار بالبشر والبلغاء القسري.

تقليدياً، ومنذ قضية سيليادين ضد فرنسا (Siliadin c. France)، تساهم المبادئ المتوافقة للالتزام الإجرائي الناشئة عن المادتين 2 و3 من الاتفاقية في تسليط الضوء على المحتوى المحدد للالتزام الإجرائي الذي تفرضه المادة 4. ولا يوجد سبب لمراجعة هذا النهج الراسخ. علاوة على ذلك، فإن هذه المبادئ تجد طريقها للتطبيق بالتبعية على حالات البغاء القسري. وكما أكدت المحكمة في حكم "سيليادين"، يجب أن تشكل العيوب المحتملة في الإجراءات وعملية صنع القرار المعنية "نقائص جوهرية" حتى تثير مشكلة بموجب المادة 4. وبعبارة أخرى، المحكمة ليست مدعوة للبت في ادعاءات تتعلق

✓ الهدف :الاستغلال، ويميل كحد أدنى استغلال بغاء الغير أو أشكال الاستغلال الجنسي الأخرى، السخرة، أو العبودية.

مفهوم "العمل القسري أو الإلزامي" :

أوضحت المحكمة أن المادة 4 تهدف إلى الحماية من حالات الاستغلال الجسيم مثل البغاء القسري، بغض النظر عما إذا كانت قد حدثت في سياق "اتجار بالبشر" تقني أم لا. وأكدت أن مفهوم "القوة" قد يشمل أشكالاً خفية ودقيقة من الإكراه النفسي.

الالتزامات الإيجابية للدولة:

لا يقتصر دور الدولة على عدم انتهاك الحقوق، بل يمتد ليشمل:

- وضع إطار تشريعي: يجرم الاتجار والبغاء القسري بشكل فعال.
- واجب الحماية: اتخاذ تدابير عملية لحماية الضحايا.
- واجب التحقيق: بمجرد وجود "شكوى قابلة للدفاع عنها (arguable claim)"، يجب على السلطات إجراء تحقيق شامل وفعال وقادر على تحديد ومعاقبة المسؤولين.

لماذا قررت المحكمة وجود انتهاك؟

خلصت الهيئة الكبرى إلى أن السلطات الكرواتية فشلت في التزاماتها الإجرائية للأسباب التالية:

- عدم التحقيق بعمق: لم يتم فحص جميع الظروف ذات الصلة بالقضية.
- تجاهل الصدمة النفسية: لم يتم تقييم أثر الصدمة النفسية على قدرة الضحية على سرد الأحداث بشكل متسق، وهو أمر شائع في ضحايا الاستغلال.

المادة 4: الالتزامات الإيجابية / التحقيق الفعال المادة 4-1: الاتجار بالبشر وجود ثغرات كبيرة في الاستجابة الإجرائية للسلطات الداخلية تجاه شكاوى ذات مصداقية تتعلق بالاتجار بالبشر والبقاء القسري، مدعومة ببداية دليل: **انتهاك**

من حيث الوقائع

قدمت مقدمة الطلب شكوى جنائية ضد شخص يدعى (T.M.) ، وهو شرطي سابق، زاعمة أنه أكرهها جسدياً ونفسياً على ممارسة البغاء. وُجهت للشرطي تهمة "إكراه الغير على البغاء" (وهي صورة مشددة لجريمة تنظيم البغاء). في عام 2013، برأته المحكمة الجنائية على أساس أنه رغم ثبوت تنظيمه لشبكة بغاء وتجنيد مقدمة الطلب، إلا أنه لم يثبت إكراهها على ذلك. وبما أن التهمة كانت محصورة في "الصورة المشددة" (الإكراه)، لم يكن من الممكن إدانته بالصورة البسيطة للجريمة. رفضت المحاكم العليا والمدنية طعون مقدمة الطلب، مما دفعها للجوء إلى المحكمة الأوروبية.

من حيث القانون – المادة 4

قامت المحكمة بتوضيح وتحديث اجتهاداتها القضائية بشأن الاتجار بالبشر لأغراض الاستغلال الجنسي:

الاتجار بالبشر و"استغلال البغاء" بموجب المادة 4:

نطاق التطبيق: يدخل الاتجار بالبشر مباشرة ضمن حظر "العبودية والعمل القسري" المنصوص عليه في المادة 4.

العناصر الثلاثة للجريمة: أكدت المحكمة أن جريمة الاتجار بالبشر تتكون من ثلاثة عناصر متلازمة (وفقاً لبروتوكول باليرمو):

✓ الفعل: التجنيد، النقل، التنقل، الإيواء أو الاستقبال.

✓ الوسيلة: التهديد، استخدام القوة، أو أشكال أخرى من الإكراه، الاختطاف، الاحتيال، الخداع، إساءة استخدام السلطة أو استغلال حالة الاستضعاف.

الملخص القانوني للحكم في قضية
إس. إم. ضد كرواتيا -

14/60561

حكم | 25.6.2020

ج) حول عدالة الإجراءات ككل: لم تعالج محكمة الاستئناف الخلل الإجرائي، واكتفت بمراجعة محدودة أدت عملياً إلى معاقبة الضحايا لأنهم لم يقدموا أنفسهم كضحايا اتجار منذ البداية. وبذلك، لم يتم تصحيح العيوب التي شابّت إجراءات الاتهام والإدانة.

الخلاصة: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: تعويض قدره 25,000 يورو لكل مقدم طلب عن الضرر المعنوي.

العلم أن معيار التهديد بالقوة أو الإكراه ليس من الضروري استيفؤه عندما تكون الضحية المحتملة قاصراً.

علاوة على ذلك، وبما أن صفة "ضحية اتجار" قد تؤثر أيضاً على مسألة وجود أدلة كافية لتبرير الملاحقة وما إذا كانت الملاحقة تخدم المصلحة العامة، فلا ينبغي اتخاذ قرار الملاحقة إلا بعد إجراء تقييم من قبل مهني مؤهل، قدر الإمكان. يكتسي هذا الجانب أهمية خاصة بالنسبة للقاصرين. وترى المحكمة، استناداً إلى اجتهاداتها المتعلقة بأعمال العنف بموجب المادتين 3 و8، أن الأطفال لكونهم فئة هشة للغاية، يجب أن تكون الآليات التي تضعها الدولة لحمايتهم فعالة وتشمل تدابير معقولة لمنع الأعمال التي علمت بها السلطات أو كان ينبغي أن تعلم بها. بمجرد إجراء التقييم، يجب أن يأخذ أي قرار لاحق بالملاحقة هذا التقييم في الاعتبار. والادعاء العام ليس ملزماً بنتائج التقييم، ولكن في حال الاختلاف، يجب عليه تعليل موقفه بأسباب واضحة تتوافق مع تعريف الاتجار في المعايير الدولية.

ب) كان بإمكان هيئة الادعاء تطبيق هذه المبادئ: رفض استنتاج السلطة المختصة الفائل بأن مقدمي الطلب ضحايا اتجار، بشرط تقديم حجج تتماشى مع التعريف الدولي للاتجار. كما كان بإمكانها الملاحقة حتى مع قبول صفة الضحية إذا اعتبرت أنه لا توجد صلة بين الجريمة والاتجار. ومع ذلك، فإن هذه القضية لا تنطبق على أي من هذين السيناريوهين. لم يتم توجيه مقدمي الطلب للتقييم فور اكتشافهما رغم وجود شكوك موثوقة (خاصة بعد التأكد من كونهما قاصرين). بدلاً من ذلك، وُجهت إليهما تهم جنائية. ثانياً، رفضت هيئة الادعاء قرار السلطة المختصة لاحقاً دون تعليل كافٍ، واعتمدت المحاكم الداخلية على عوامل لا تستند إلى التعريف الدولي للاتجار. بالتالي، فشلت الدولة في التزامها بحماية مقدمي الطلب بموجب المادة 4.

المادة 186:

أ) حول ما إذا كان فشل السلطات في تحديد وضع الضحايا قبل اتهامهم يثير مشكلة: رغم وجود تمثيل قانوني، إلا أن المحامين استبعدوا تماماً فرضية الاتجار. ومع ذلك، فإن فشل المحامين لا يعفي الدولة من مسؤوليتها. فالمادة 4 تفرض على الدولة حماية الضحايا والتحقيق بمجرد وجود شكوك موثوقة، وليس بناءً على شكوى من الضحية. لا يمكن مطالبة متهم قاصر بالتعريف عن نفسه كضحية اتجار أو معاقبته إذا لم يفعل ذلك. الفشل في التقييم حرم مقدمي الطلب من جمع أدلة كانت لتلعب دوراً حاسماً في دفاعهم.

ب) حول التنازل عن الحقوق: رغم اعترافهم بالذنب، لا يمكن اعتبار ذلك "عن معرفة تامة" في غياب تقييم لوضعهم كضحايا وتأثير ذلك على مسؤوليتهم الجنائية. كما أن أي تنازل سيكون مخالفاً للمصلحة العامة في مكافحة الاتجار.

المادة 4: الالتزامات الإيجابية المادة 4-1: الاتجار بالبشر فشل السلطات الداخلية في اتخاذ تدابير ملموسة تتماشى مع المعايير الدولية لحماية القاصرين الذين كان يُشتبه في كونهم ضحايا اتجار: انتهاك

المادة 6: الإجراءات الجنائية المادة 6-1: المحاكمة العادلة الفشل في التحقيق في وضع مقدمي الطلبات كضحايا محتملين للاتجار، مما أثر على العدالة الشاملة للمحاكمة: انتهاك

من حيث الوقائع

مقدمو الطلبات هما مواطنان فيتناميان كانا قاصرين وقت الأحداث، اكتشفتهم الشرطة وهما يعملان في مزارع القنب (الحشيش) ووجهت إليهما تهمة المشاركة في إنتاج مواد مخدرة. في ذلك الوقت، كانت عدة تقارير وطنية تشير إلى أن الأطفال الفيتناميين معرضون بشكل خاص لخطر الوقوع ضحايا للاتجار والاستغلال في هذا النوع من المنشآت في المملكة المتحدة. لم يتم توجيه مقدمي الطلبات على الفور لإجراء تقييم لتحديد ما إذا كانوا قد تعرضوا للاتجار، لكن السلطة المختصة قدرت لاحقاً أنهما كانا بالفعل ضحايا لذلك. رفضت هيئة الادعاء العام ("CPS") هذا الاستنتاج وباشرت الملاحقة القضائية. اعترف مقدمو الطلبات بالذنب في التهم الموجهة إليهما وصدرت بحقهما أحكام. قاما باستئناف الحكم لكنهما لم ينجحا.

من حيث القانون

المادة 4:

أ) المبادئ العامة المتعلقة بملاحقة الضحايا (المحتملين) للاتجار بالبشر: هذه هي المرة الأولى التي تُدعى فيها المحكمة للنظر فيما إذا كانت ملاحقة ضحية (محتملة) للاتجار تثير مشكلة بموجب المادة 4 وفي أي حالات. لا يمكن استنتاج حظر عام لملاحقة ضحايا الاتجار من المعايير الدولية المتعلقة بالاتجار. وبالمثل، لا يمكن اعتبار ملاحقة ضحايا الاتجار من الأطفال محظورة مهما كانت الظروف. ومع ذلك، فإن ملاحقة الضحايا (المحتملين) قد تكون في بعض الحالات غير متوافقة مع واجب الدولة في اتخاذ تدابير ملموسة لحمايةهم عندما تكون على علم، أو كان ينبغي أن تكون على علم، بظروف تؤدي إلى الاشتباه في تعرضهم للاتجار.

لكي تعتبر الملاحقات القضائية ضد ضحية (محتملة) محترمة للحريات التي تكفلها المادة 4، فإن تحديد الهوية المبكر لهذه الضحية أمر جوهري. بمجرد أن تعلم السلطات أو كان ينبغي أن تعلم بوجود ظروف تشير بشكل موثوق إلى أن شخصاً يشتبه في ارتكابه جريمة جنائية قد يكون ضحية للاتجار أو الاستغلال، يجب أن يخضع هذا الشخص دون تأخير لتقييم يجريه مهنيون مدربون ومؤهلون بناءً على معايير محددة في المعايير الدولية، مع

**الملخص القانوني للحكم في قضية
في.سي.إل. و آي.إن. ضد المملكة
المتحدة - 12/74603 و
12/77587**

حكم 16.2.2021 [القسم الرابع]

سيما من خلال الشكاوى المكتوبة، والدعوى المدنية، وطلبات المساعدة القضائية. وتلاحظ المحكمة أنه في إطار الالتزامات الإيجابية، فإن المعلومات المفصلة الواردة في طلب مساعدة قضائية متبادلة بين الدول بشأن جرائم جنائية خطيرة يُفترض أنها ارتكبت على أراضي الدولة المتلقية للطلب يمكن اعتبارها بمثابة عرض «تظلم قابل للدفاع عنه» يطلق الالتزام عليها بالتحقيق بشكل أكثر عمقاً.

(2) حول ما إذا كان قد أُجري تحقيق فعال - تثبت المحكمة أن الحكومة لم تقدم أي معلومات أو تعليق يتعلق بتحقيق قد يكون أُجري من قبل قوات إنفاذ القانون الوطنية؛ لذا ترى أنها لم تثبت أن ادعاءات المتقدمين كانت محلاً لتحقيق فعال. وحيث إن عناصر الملف تفتقر لأي معلومات تتعلق بمحاولات تحديد الضحايا المحتملين أو استجوابهم، ترى المحكمة أنه لا يمكن الاستنتاج بأن مثل هذا التحقيق قد حدث. وتعتبر علاوة على ذلك أنه كان بإمكان سلطات أذربيجان، في إطار اتفاقية المساعدة، تقديم طلب رسمي للسلطات البوسنية لتحديد الضحايا واستجوابهم.

في هذه الظروف، تخلص المحكمة إلى أن الدولة المدعى عليها لم تحترم الالتزام الإجرائي الواقع عليها بفتح وإجراء تحقيق فعال بشأن ادعاءات العمل القسري والاتجار بالبشر.

الخلاصة: انتهاك المادة 4 § 2 في شقها الإجرائي (بالإجماع).

المادة 41: 5,000 يورو لكل من المتقدمين تعويضاً عن الضرر المعنوي؛ رفض طلب الضرر المادي.

الاعتبار الوصف العام الذي قدمه المتقدمون في إطار دعوهم المدنية لظروف الحياة والعمل التي كانت تخصهم في ذلك الوقت، فضلاً عن العناصر التكميلية التي قدموها دعماً لادعاءاتهم أمام المحاكم الداخلية وأمام المحكمة. وتلاحظ أن المتقدمين أشاروا بشكل خاص إلى تقرير (المشار إليه فيما يلي بـ «تقرير أسترا - ASTRA»)، الذي نُشر في 27 نوفمبر 2009 من قبل ثلاث منظمات غير حكومية من صربيا والبوسنة والهرسك وكرواتيا بالتعاون مع مركز الهجرة في أذربيجان (المشار إليه فيما يلي بـ «CMA»)، والذي يعرض بمزيد من التفصيل الادعاءات المصاغة حول كيفية معاملة العمال في شركة "سيرباز" ويقدم معلومات تكميلية تتعلق بالوضع المحتمل للعمل القسري أو الإلزامي والاتجار بالبشر، وأن المحاكم الداخلية أبلغت بشكل كافٍ بوجود ومحتوى هذا التقرير. ومع تسليمهما بأن تقريراً صادراً عن منظمات غير حكومية ليس له في حد ذاته قيمة إثباتية هائلة إذا لم يتم تأكيده من خلال تحقيقات رسمية، ترى المحكمة أنه يمكن اعتبار أن بدايات الأدلة التي وردت في التقرير تعزز الملاحظات المقدمة من المتقدمين، بالنظر إلى مجال خبرة المنظمات المعنية هنا.

ترى المحكمة أن ادعاءات العقوبات البدنية أو غيرها، ومصادرة الأوراق وتقييد التنقل بذريعة أن المتقدمين يخطرون بالاعتقال من قبل الشرطة المحلية لأنهم يقيمون بطريقة غير شرعية في أذربيجان، تشير إلى أنهم قد يكونون قد تعرضوا لإكراه جسدي ونفسي وأجبروا على أداء عمل تحت التهديد بالعقوبات. وترى أنه إذا تم دمجها مع عدم منح تصاريح الإقامة والعمل، فإن ادعاءات عدم دفع الرواتب وفرض «غرامات» في شكل اقتطاعات من الأجور تجعل من المحتمل أن وضعهم كمهاجرين غير شرعيين بلا موارد قد وضع المتقدمين في حالة من الضعف الشديد.

بالنسبة للمحكمة، تجمع القضية المكونات الثلاثة للاتجار بالبشر: استقطاب المتقدمين في البوسنة والهرسك، ونقلهم في مجموعات إلى أذربيجان، وإيواءهم الجماعي في مساكن مصممة لهذا الغرض، يمكن اعتبارها «الاستقطاب، النقل، التنقل، الإيواء أو الاستقبال» («العمل»); والادعاءات المتعلقة بتوظيف العمال الواردة في تقرير "أسترا" تصور وضعاً يمكن اعتباره توظيفاً عن طريق الخداع أو الاحتيال («الوسيلة»); وأخيراً، فإن استنتاج المحكمة بشأن الطابع القابل للدفاع لتظلم «العمل القسري أو الإلزامي» يشير إلى أنه قد يكون قد تم السعي لاستغلالهم من خلال إجبارهم على العمل («الهدف»).

(ب) احترام الالتزامات -

1) حول ما إذا كان هناك التزام بإجراء تحقيق في هذه القضية - ترى المحكمة أن «التظلم القابل للدفاع عنه» للمتقدمين قد عُرض على السلطات بشكل كافٍ وبوسائل مختلفة، لا

المادة 4 التحقيق الفعال المادة 4-1 الاتجار بالبشر المادة 4-2 العمل الإلزامي العمل القسري عدم إجراء تحقيق فعال في ادعاءات قابلة للدفاع بشأن الاتجار العابر للحدود بالبشر والعمل القسري صاغها عمال مهاجرون: **انتهاك**.

من حيث الوقائع – المتقدمون الثلاثة والثلاثون هم من مواطني البوسنة والهرسك. تم توظيفهم من قبل شركة بناء مسجلة في أذربيجان، وهي شركة "سيرباز" للتمثيل والبناء ذ.م.م" (المشار إليها فيما يلي باسم «سيرباز»)، وأرسلتهم إلى أذربيجان كعمال أجانب في قطاع البناء. بقوا هناك لفترات لا تقل عن ستة أشهر كانوا خلالها، وفقاً لادعاءاتهم، ضحايا للاتجار بالبشر والعمل القسري. وزعموا على وجه الخصوص أنهم عملوا بدون عقد أو تصريح عمل، وأن صاحب العمل صادر أوراقتهم وقيد حريتهم في التنقل، وأنهم ظلوا دون تقاضي رواتبهم من مايو 2009 حتى مغادرتهم أذربيجان. بعد عودتهم إلى البوسنة والهرسك، وبدعوى وقوع «مساس بحقوقهم وحرياتهم»، رفعوا دون جدوى دعوى مدنية ضد "سيرباز" تهدف إلى الحصول على دفع رواتبهم غير المدفوعة وتعويضات عن الضرر المعنوي. وقدموا لاحقاً استئنافاً وطعنأ بالنقض تم رفضهما. بعد تحقيق جنائي في ادعاءات بأن مديري وموظفي "سيرباز" ارتكبوا أفعالاً يمكن تصنيفها كاتجار بالبشر وعمل قسري، فتحت النيابة العامة في البوسنة والهرسك إجراءات جنائية ضد ثلاثة عشر مواطناً من هذا البلد. وفي إطار هذه الإجراءات، قدمت سلطات البوسنة والهرسك إلى السلطات الأذربيجانية ثلاثة طلبات للمساعدة القضائية المتبادلة تتعلق بالادعاءات الخاصة بالوضع في شركة "سيرباز". أكد المتقدمون أمام المحكمة أن الدولة المدعى عليها لم تحترم التزامها الإجرائي بإجراء تحقيق في ادعاءاتهم.

من الناحية القانونية – المادة 4 § 2:

(أ) المقبولية – ترى المحكمة أن مجمل الحجج والملاحظات التي قدمها المتقدمون أمام المحاكم الداخلية في إطار دعواهم المدنية وأمامها هي نفسها تشكل «تظلاً قابلاً للدفاع عنه» (grief défendable) بشأن أعمال اتجار عابر للحدود بالبشر وعمل قسري أو إلزامي نُفذت على أراضي أذربيجان من قبل أشخاص كان العديد منهم يقيم في هذا البلد. وتلاحظ بشكل خاص العناصر التالية:

أولاً، يتضح من ملف القضية أن الفترة التي عمل خلالها المتقدمون في أذربيجان تتطابق إما كلياً، أو على الأقل جزئياً، مع الفترة التي أثّرت بشأنها تظلمات عامة تتعلق بالوضع في شركة "سيرباز"، أي من مايو إلى نوفمبر 2009. بعد ذلك، تأخذ المحكمة في

الملخص القانوني للحكم في قضية زوليتيتش وآخرون ضد أذربيجان - 12/20116

حكم 7.10.2021 [القسم الخامس]

المعنية. وترى أن محكمة الاستئناف طرحت السؤال الصحيح وأن الاستنتاج الذي توصلت إليه لم يكن غير معقول بالنظر إلى الوقائع المعروضة عليها. وتلفت النظر إلى أنه إذا كان وجود الإكراه ليس بالضرورة مطلوباً لكي يشمل الطفل بحماية اتفاقية مكافحة الاتجار أو التوجيه UE/26/2011، كما ذكرت في قضية *V.C.L.* و *A.N.* ضد المملكة المتحدة، فإن صاحبة الطلب كانت بالفعل بالغة وقت الوقائع المعتبرة في هذه القضية.

تخلص المحكمة إلى أنه برفض الإذن لصاحبة الطلب برفع الطعن، لم تقصر محكمة الاستئناف في أي التزام باتخاذ تدابير ملموسة لحماية المعنية بصفتها ضحية للاتجار بالنظر إلى المادة 4.

الخلاصة: غير مقبولة (انعدام التأسيس بوضوح). (انظر أيضاً: *V.C.L.* و *A.N.* ضد المملكة المتحدة، 12/77587 و 12/74603، 16 فبراير 2021، ملخص قانوني).

المادة 4 الالتزامات الإيجابية المادة 4-1 الاتجار بالبشر ضحية بالغة للاتجار بالبشر في حالة استحالة استئناف إدانتها باستيراد المخدرات، لكون درجة الإكراه لم تكن كافية لتبرئتها: غير مقبولة.

من حيث الوقائع – في عام 2007، اتُهمت صاحبة الطلب وأدينَت بجرائم تتعلق باستيراد الكوكايين. وبعد عدة سنوات، تم الاعتراف لها بصفة ضحية للاتجار بالبشر. وبناءً على وجود أدلة جديدة، شملت بشكل خاص الاعتراف بصفتها ضحية للاتجار، والتي زعمت أنها تشكك في صحة إدانتها، طلبت تمديد المهلة لاستئناف الحكم، دون جدوى.

من الناحية القانونية – المادة 4-1: تلاحظ المحكمة أن صاحبة الطلب لا تشكي أمامها من تقصير الدولة في تبني تدابير ملموسة لحمايتها في عام 2007، ولكن فقط من حقيقة أن محكمة الاستئناف رفضت في عام 2018 السماح لها باستئناف إدانتها الصادرة قبل أحد عشر عاماً.

وتثبت المحكمة أن صاحبة الطلب قد اتُهمت، وحوكمت، وأدينَت، وعوقبت دون أن يقوم شخص مؤهل مسبقاً بفحص وجود أو عدم وجود وقائع اتجار، ولكن، عند عرض طلب الطعن المقدم من صاحبة الطلب، اعترفت محكمة الاستئناف بأن المعنية كانت بالفعل ضحية للاتجار. وبالتالي، لم يُرفض الإذن برفع الطعن لأن محكمة الاستئناف كانت تختلف مع الاستنتاج القائل بأن صاحبة الطلب كانت ضحية للاتجار، بل لأنها رأت أنه في وقت ارتكاب الجريمة، لم تكن المعنية خاضعة لدرجة من الإكراه تجعل الطابع المستهجن لسلوكها أو ذنبها ينخفضان لدرجة أنه لم يكن من المصلحة العامة تحريك الملاحقات ضدها.

تذكر المحكمة أن الالتزامات الإيجابية الواقعة على عاتق الدول الأعضاء بموجب المادة 4 من الاتفاقية يجب أن تُفسر على ضوء اتفاقية مجلس أوروبا بشأن مكافحة الاتجار بالبشر («اتفاقية مكافحة الاتجار»). وتؤكد أن هذه الاتفاقية، وكذلك التوجيه UE/36/2011 المتعلق بمنع الاتجار بالبشر ومكافحة هذه الظاهرة وحماية الضحايا، تنص على إمكانية عدم فرض عقوبة على ضحايا الاتجار لمشاركتهم في أنشطة غير مشروعة فقط في حدود ما كانوا مجبرين (مكرهين) على التنفيذ. وتلاحظ أنه في هذه القضية، قامت محكمة الاستئناف بوضوح بفحص درجة الإكراه التي كانت تضغط على صاحبة الطلب وقت ارتكاب الجريمة، وخلصت إلى أنها لم تكن كافية لتبرئة

**الملخص القانوني للحكم في قضية
جي. سي. ضد المملكة
المتحدة 19/7604**

قرار بتاريخ 23.11.2021 [القسم الرابع]

الترضية العادلة (المادة 41): حكمت المحكمة لكل مدع بمبلغ 5,000 يورو تعويضاً عن الضرر المعنوي.

الخلاصة – المنطوق: أعلنت المحكمة قبول الشكاوى المتعلقة بالحقوق في الملكية ووسيلة الطعن، وخلصت بالأغلبية إلى انتهاك المادة 1 من البروتوكول رقم 1. وحكمت على رومانيا بدفع 5,000 يورو لكل محامٍ.

تحليل قانوني وجيز (Analyse) تعد هذه القضية علامة فارقة في حماية الحقوق المالية للمهنيين (المحامين) أمام الدولة، وتبرز النقاط التالية:

- مفهوم "الأمل المشروع" (Espérance légitime): "أكدت المحكمة أن الأتعايب المحددة مسبقاً في نصوص قانونية أو بروتوكولات رسمية ليست مجرد "وعود"، بل هي "حقوق ملكية" يحميها البروتوكول الأول للاتفاقية. أي تراجع عنها من قبل القضاء يجب أن يستند إلى نص قانوني واضح تماماً.
- مبدأ الشرعية واليقين القانوني: الانتهاك لم يقع لأن التعويض كان منخفضاً فحسب، بل لأن محكمة الاستئناف طبقت معايير "بأثر رجعي" (بروتوكول 2015) واستخدمت سلطة تقديرية لم ينص عليها القانون الصريح لعام 1995. هذا يرسخ قاعدة أن "الاستقرار المالي" للمواطن في مواجهة الدولة يتطلب قوانين متوقعة (prévisible).

الحق في المراجعة القضائية: أبرزت المحكمة ثغرة في النظام القانوني الروماني، حيث يُحرّم المحامي من صفة "الخصم" للطعن في قرار يمس أتعابه الشخصية. هذا "العجز الإجرائي" كان سبباً رئيسياً في اعتبار الإجراء تعسفياً.

الفرق بين الحقوق المالية والعمل القسري: وضعت المحكمة حداً فاصلاً؛ فالحرمان من الأجر أو تخفيضه يمثل انتهاكاً "للملكية (Property)"، لكنه لا يصل لمرتبة "العبودية" أو "العمل القسري" ما دام الشخص قد انخرط في المهنة والمهمة طوعاً، وهو تمييز هام لمنع تمييز مفهوم المادة 4 من الاتفاقية.

من الناحية القانونية

ضم الطلبات: قررت المحكمة ضم الطلبات الثلاثة نظراً لتشابه موضوعها.

الدفع بإساءة استخدام حق اللجوء الفردي: زعمت الحكومة أن المتقدمين أساءوا استخدام حقهم بإغفال ذكر أنهم تلقوا أتعابهم في النهاية. رفضت المحكمة هذا الدفع، معتبرة أن المتقدمين لم ينكروا تلقي الأتعاب، بل اشتكوا من تخفيضها الجوهري.

الانتهاك المزعوم للمادة 1 من البروتوكول رقم 1 (الحق في الملكية):

- المقبولية: اعتبرت المحكمة أن للمحامين "أمل مشروع" في الحصول على الأتعاب المقررة قانوناً، وهذا الأمل يمثل "ممتلكاً".

- التبرير: يجب أن يكون أي تدخل "مقررراً بموجب القانون". وجدت المحكمة أن القانون الروماني (المادة 82 من القانون 1995/51) يسمح بزيادة الأتعاب أو الحفاظ عليها، لكنه لا ينص صراحة على تخفيضها في مثل هذه الظروف. كما استندت محكمة الاستئناف إلى بروتوكول من عام 2015 لم يكن سارياً وقت الوقائع.

- غياب الضمانات: تم التخفيض في مرحلة الاستئناف بحكم نهائي، ولم تكن هناك وسيلة طعن فعالة للمحامين ضد هذا القرار، مما جعل التدخل يفتقر للضمانات ضد التعسف. النتيجة: انتهاك المادة 1 من البروتوكول رقم 1.

المادة 13 (الحق في الحصول على وسيلة طعن فعالة): رأت المحكمة أنه لا داعي لفحص هذا البند بشكل منفصل لارتباطه الوثيق بالانتهاك السابق.

الانتهاك المزعوم للمادة 4 (حظر العمل القسري): رفضت المحكمة هذا الادعاء، لأن المحامين اختاروا المهنة طوعاً وسجلاً في قوائم المساعدة القضائية بإرادتهم. التخفيض المالي لا يحول المهمة المهنية إلى "عمل قسري".

الانتهاك المزعوم للمادة 14 (حظر التمييز): رفضت المحكمة هذا الادعاء لعدم تقديم أدلة ملموسة على وجود تمييز مقارنة بمحامي المتهمين أو الموظفين القضائيين.

المادة 1 من البروتوكول رقم 1 • تنظيم استخدام الممتلكات • تخفيض أمرت به محكمة الاستئناف لأتاعب المحامين المنتدبين من قبل المحكمة لأكثر من ثمانية آلاف مدعي بالحق المدني في إجراءات جنائية • غياب أساس قانوني واضح ومتوقع، محاط بضمانات كافية ضد التعسف.

من حيث الوقائع

تم تعيين ثلاثة محامين رومان بحكم وظيفتهم من قبل نقابة المحامين في بوخارست لتمثيل أكثر من 8600 مدعي بالحق المدني في إجراءات جنائية تتعلق بعملية احتيال مرتبطة بنظام بيع هرمي يضم آلاف الضحايا. بين عامي 2008 و2014، شاركوا في 46 جلسة واتخذوا خطوات إجرائية مختلفة للدفاع عن مصالح الضحايا.

في عام 2014، أنهت المحكمة الملاحقات الجنائية بسبب التقادم، لكنها أمرت بأن تدفع وزارة العدل أتاعب المحامين المنتدبين. وبناءً على البروتوكول المعمول به (150 رون لكل مدعي بالحق المدني)، بلغت الأتاعب المحسوبة حوالي 426,000 إلى 436,000 رون لكل محام (ما يقرب من 100,000 يورو لكل منهم).

استأنفت وزارة المالية والمحكمة الإقليمية بدعوى أن هذه المبالغ كانت غير متناسبة، لأن المحامين قدموا دفاعاً مشتركاً لجميع المدعين بالحق المدني.

في عام 2015، خفضت محكمة الاستئناف في بوخارست الأتاعب إلى 25,000 رون (≈ 5,700 يورو) لكل محام، معتبرة أن مبلغ 150 رون المنصوص عليه في البروتوكول يمثل حداً أقصى يمكن تعديله وفقاً لتعقيد وحجم العمل الفعلي.

طعن المحامون في هذا التخفيض، مؤكدين أن المبلغ المخصص لكل مدعي بالحق المدني ثابت وغير قابل للتخفيض. ومع ذلك، أعلن عدم قبول طعنهم بالنقض، حيث لا يتمتع المحامون الذين يمثلون المدعين بالحق المدني بالصفة لتقديم هذا الطعن وفقاً للقانون الروماني.

لذلك، لجأوا إلى المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، معتبرين أن تخفيض أتعابهم وغياب سبل الطعن قد انتهك حقوقهم.

الملخص القانوني للحكم في قضية
دانويو وآخرون ضد
رومانيا 15/54780

وطلبين آخرين – انظر القائمة في الملحق (حكم)

حكم | 25.01.2022

المادة 4 . الالتزامات الإيجابية

- الإخفاق في إجراء تحقيق فعال في وجود شبهات موثوقة بالاتجار بالبشر ;
- رغم وجود ظروف تُشير إلى الاتجار بالبشر، فإن السلطات الوطنية حصرت جهودها في تكييف الوقائع على أنها جريمة القوادة، وهي جريمة تُعاقب بعقوبات أخف وقد أُدين مرتكبها على أساسها;;
- سياق ذو صلة يتمثل في انتقادات دولية مستمرة لتساهل المحاكم الوطنية في إصدار الأحكام في قضايا الاتجار بالبشر، وفي نهاية المطاف تقييم فعالية جهود الدولة المدعى عليها في مكافحة الاتجار بالبشر ;
- وجود أوجه قصور كبيرة في الإجراءات الداخلية
- الإخفاق في اتخاذ جميع التدابير المعقولة لجمع الأدلة وتوضيح ملابسات القضية، مع إظهار «فهم للطرق المتعددة والدقيقة التي يمكن من خلالها إخضاع شخص لسيطرة شخص آخر»;
- عدم متابعة خطوط تحقيق واضحة، وهو ما تفاقم بفعل طول مدة الإجراءات.

الملخص القانوني للحكم في قضية
المشتكية بي. بي. ضد سلوفاكيا
48587/21

حكم |

13.01.2023

وبالتالي، فإن عدم المشروعية المزعومة لدخل صاحبة الطلب لا تشكل سبباً كافياً لتأسيس رفض طلبها.

أما بخصوص السبب الثاني، ترى المحكمة أن الاعتبارات الأخلاقية يجب أن تؤخذ في الاعتبار، لكن حقوق الإنسان يجب أن تشكل المعيار الأساسي. في هذه القضية، من الصعب تخيل أن أمر (X) برد الدخل الذي سلبه من صاحبة الطلب يمكن اعتباره في بلغاريا مساساً بالأخلاق، حتى لو كان هذا الدخل ناتجاً عن البغاء. فشكوى صاحبة الطلب لا تتعلق بممارسة طوعية للعمل الجنسي، بل باستغلال شخص مُكرّه على البغاء، وهو أمر غير متوافق مع الكرامة الإنسانية.

تخلص بالإجماع المحكمة إلى أن قرار رفض الطلب لا يمكن اعتباره قد حقق توازناً عادلاً بين مصالح المجتمع وحقوق صاحبة الطلب المستمدة من المادة 4.

المادة 41: 6,000 يورو عن الضرر المعنوي؛ رفض طلب الضرر المادي لعدم وجود رابطة سببية مباشرة كافية، معتبرة أن إعادة فتح الإجراءات الداخلية وإعادة فحص القضية على المستوى الوطني سيشكل وسيلة مناسبة لمعالجة العواقب المالية للانتهاك.

ثمة حجج قوية تدفع نحو تفسير المادة 4 بنفس الطريقة التي تُفسر بها المادة 2. فبالاقتران مع المادتين 2 و3، تركز المادة 4 واحدة من القيم الأساسية للمجتمعات الديمقراطية التي تشكل مجلس أوروبا، والاتجار بالبشر (الذي يمس كرامة الضحايا وحرّياتهم الأساسية) غير متوافق مع هذه القيم. علاوة على ذلك، من المقبول منذ زمن طويل أن الالتزامات الواقعة على الدول المتعاقدة بموجب المادة 4 في مجال مكافحة الاتجار يجب أن تسترشد بالنهج الشامل المحدد في بروتوكول باليرمو واتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر، وأنه لا يمكن إلا لمجموعة من التدابير أن تكون فعالة في هذا الصدد.

حتى الآن، ركز اجتهاد المحكمة المتعلق بالردود اللاحقة على حالات الاتجار على التحقيقات والعقوبات. ومع ذلك، فإن مثل هذه التدابير لا يمكنها محو الأضرار المادية التي لحقت بالضحايا، ولا المساهمة بشكل ملموس في إعادة بنائهم بعد هذه التجارب. ومن هذا المنطلق، فإن إمكانية مطالبة الضحايا بتعويض عن الدخل الذي سُلِب منهم تمثل وسيلة لضمان إعادة الحال إلى ما كان عليه (*restitutio in integrum*) من خلال جبر الضرر الذي لحق بهم بالكامل. كما يمكن لهذه الإمكانية أن تساهم بشكل كبير في الحفاظ على كرامتهم والمساعدة في تعافيهم وتقليل مخاطر وقوعهم مرة أخرى ضحايا للاتجار. وبالنتيجة، يجب اعتبار هذه الإمكانية عنصراً أساسياً في الرد الشامل الذي تفرضه المادة 4 على الدولة لاعتماده في مكافحة الاتجار بالبشر.

خلصت المحكمة إلى أن المادة 4 تفرض على الدول المتعاقدة التزاماً إيجابياً بالسماح لضحايا الاتجار بالبشر بالمطالبة بالتعويض من المتاجرين عن الدخل الذي سُلِب منهم.

(ج) هل أدى رفض طلب التعويض المقدم من صاحبة الطلب ضد إلى إغفال هذا الالتزام الإيجابي؟ - لرفض طلب التعويض، استندت المحاكم البلغارية إلى أن الدخل المطلوب التعويض عنه قد اكتسب من ناحية بالمخالفة للمادة 329 فقرة 1 من قانون العقوبات، ومن ناحية أخرى بانتهاك "الأداب العامة".

فيما يتعلق بالسبب الأول، لم تشر أي سلطة في أي وقت إلى أن سلوك صاحبة الطلب قد استجمع جميع العناصر المكونة للجريمة، ولم تكن المعنية يوماً محلاً لتحقيق أو ملاحقة بهذه الجريمة. وعلاوة على ذلك، فإن هذا النص القانوني، الذي يعود لمفاهيم سياسية واجتماعية متجاوزة، قد أعلن عدم دستوريته من قبل المحكمة الدستورية البلغارية.

لقد شعرت صاحبة الطلب، وهي امرأة شابة فقيرة وغير مستقرة عاطفياً، تنحدر من قرية صغيرة، بأنها تابعة لـ (الذي كان يؤويها في منزله، وكان قد أخذ منها بطاقة هويتها ويستقطع جزءاً كبيراً من دخلها. ويبدو علاوة على ذلك أنهما كانا على علاقة حميمة، في حين أنه من المعروف أن المتاجرين يخلقون أحياناً لدى ضحاياهم شعوراً بالرابطة والتبعية العاطفية من خلال الانخراط في علاقة حميمة واللعب على وتر الرومانسية العاطفية. بالإضافة إلى ذلك، استخدم (X) الخداع تجاهها، ومنعها من التنقل بحرية ومن التواصل مع عائلتها. وأخيراً، هناك عناصر تشير إلى أنه استغل ضعفها العاطفي والاجتماعي للسيطرة على سلوكها، والأهم من ذلك، أنه هدد بكشف ممارستها للبغياء لسكان قريتها.

في هذه الظروف، فإن حقيقة أن صاحبة الطلب ربما كانت قد وافقت، على الأقل في البداية، على ممارسة العمل الجنسي لصالح القواد الخاص بها، ليست أمراً حاسماً. وفي كل الأحوال، فإن مثل هذا الرضا لا يعتد به، وفقاً للتعريفات التي وضعتها اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر، عندما يتم استخدام أي من «وسائل» الاتجار. كما أن حقيقة أن صاحبة الطلب كان بإمكانها المحتمل مغادرة (X) في وقت أبكر ليست أمراً حاسماً أيضاً.

وبناءً عليه، يتم رفض الدفع بعدم الاختصاص النوعي (ratione materiae) الذي أثارته الحكومة، والمضموم إلى الموضوع.

ب) هل تتضمن المادة 4 التزاماً إيجابياً بالسماح لضحايا الاتجار بالبشر بالمطالبة بالتعويض من المتاجرين عن الدخل الذي سُلِبَ منهم؟ – هذه هي المرة الأولى التي تجد فيها المحكمة نفسها في مواجهة مسألة ما إذا كانت المادة 4 تتضمن التزاماً إيجابياً بالسماح لضحايا الاتجار بالبشر بالمطالبة بالتعويض من المتاجرين عن الدخل الذي سُلِبَ منهم.

إن الالتزامات الإيجابية الناشئة عن المادة 4 يمكن أن تمتد إلى الطريقة التي ينظم بها القانون الداخلي مسائل معينة. وقد سبق للمحكمة أن صرحت بأن غياب الإمكانية، بسبب القواعد المطبقة في القانون الداخلي، لتقديم طلبات عن أنواع معينة من الأضرار، يشكل مساساً بالمادة 2. وليس من الحاسم أن نص المادة 4 لا يذكر ما إذا كان يفرض التزاماً إيجابياً بالسماح للضحايا بملاحقة المتاجرين فيما يتعلق بالدخل المسلوب؛ فقد استنتجت التزامات محددة من هذا النوع من قراءة أحكام أخرى في الاتفاقية لم تكن نصوصها تبت هي الأخرى في هذه الجوانب.

المادة 4 الالتزامات الإيجابية المادة 4-1 الاتجار بالبشر رفض المحاكم الداخلية للطلب المقدم من ضحية اتجار بالبشر بهدف الحصول من الشخص الذي استغلها على تعويض عن الدخل الناتج عن بغائها القسري الذي سُلِب منها: انتهاك

من حيث الوقائع – مارست صاحبة الطلب العمل الجنسي في عامي 2012 و2013، إلى أن تم توقيفها والاستماع إليها من قبل أجهزة الشرطة. وأدين القواد الخاص بها (X) بسبب استغلالها. وقضت المحاكم الداخلية بقبول طلب التعويض عن الضرر المعنوي المقدم من صاحبة الطلب ضد القواد. وفي المقابل، رفضت طلبها المتعلق بالضرر المادي، الذي كان مستنداً إلى تقدير للدخل الناتج عن بغائها الذي سُلِب منها (X) حسب قولها، وذلك على أساس أن هذا الطلب يتعلق بمبالغ مالية تم كسبها بطريقة غير مشروعة وغير أخلاقية. وقد رُفضت جميع الطعون التي قدمتها صاحبة الطلب في هذا الصدد.

من الناحية القانونية – المادة 4:

(أ) هل كانت صاحبة الطلب ضحية للاتجار بالبشر لأغراض المادة 4؟ – ترى المحكمة أن المادة 4 قابلة للتطبيق بما أن العناصر الثلاثة للتعريف الدولي للاتجار بالبشر الوارد في المادة 3 (أ) من بروتوكول باليرمو وفي المادة 4 (أ) من اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر («الفعل»، «الوسيلة» و«الهدف») كانت متوفرة في قضية صاحبة الطلب. فيما يتعلق بـ«الفعل» و«الهدف»، فقد أثبتت المحاكم الداخلية أن (X) قد استقطب صاحبة الطلب في مناسبتين، وأنه قام بإيوائها ونقلها بشكل مستمر بهدف تحقيق الربح من الأفعال الجنسية التي كانت تؤديها مقابل أجر.

وفما يتعلق بـ«الوسيلة»، فإنه ليس من الحاسم أن (X) قد وُجه إليه الاتهام ثم أُدين بجريمة بسيطة، دون ظروف مشددة، للاتجار بالبشر كما حددها قانون العقوبات (والذي بموجبه يتشكل الاتجار، حتى لو لم يتم توصيف العنصر المتعلق بـ«الوسيلة»). لا يوجد ما يشير إلى أن (X) لجأ إلى العنف أو التهديد بالعنف لإجبار صاحبة الطلب على ممارسة العمل الجنسي بهدف تحقيق أرباح لنفسه. وبالإحالة إلى التقرير التفسيري لـ اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر، تلاحظ المحكمة أن القانون الدولي يظهر بوضوح فكرة أن الاتجار بالبشر يمارس في الوقت الحاضر أحياناً بوسائل خفية مثل الخداع، أو الضغوط النفسية، أو إساءة استغلال أوضاع الاستضعاف – وهي تكتيكات ينبغي فحصها ليس بشكل منعزل، بل في مجملها.

ص القانوني للحكم في
قضية كراتشونوفا ضد
18269/18 بلغاريا

بتاريخ 28.11.2023 القسم الثالث

الخبير قد أشار إلى العمر الدقيق لصاحبة الطلب في استنتاجاته. كما لم تفحص "أودينسيا بروفينسيال" الحجة التي قدمتها صاحبة الطلب في هذا الصدد. ومن ناحية أخرى، لم يتم أبداً فحص تقييم عمر صاحبة الطلب على ضوء عناصر أخرى في الملف أظهرت بوضوح أن عدة سلطات وأشخاص في إسبانيا اعتبروا صاحبة الطلب بالغة قبل وقت طويل من إجراء تقييم العمر.

بالإضافة إلى ذلك، من اللافت للنظر أن "أودينسيا بروفينسيال" قد حصرت نطاق تحليل القضية، التي كانت تتعلق بادعاءات خطيرة وتفصيلية عن الاتجار بالبشر، في تقدير التناقضات بين رواية الوقائع التي قدمتها صاحبة الطلب - وتحديدًا، جزء منها يتعلق بعمرها المزعوم في عام 2003 - وتفسيرها الخاص غير المدعوم لتقرير تقييم عمر المعنية. بشكل عام، لم تقم "أودينسيا بروفينسيال (Audiencia Provincial)" في استنتاجاتها بأي تحليل لعناصر إثبات أخرى غير التقرير الطبي الشرعي، فضلاً عن عدم قيامها بأي فحص لمدى صلة وكفاية تلك العناصر. وبناءً عليه، فإن الطريقة التي نُفذت بها آليات القانون الجنائي في هذه القضية كانت معيبة إلى حد تشكيل انتهاك للالتزام الإجرائي الواقع على عاتق الدولة المدعى عليها بموجب المادة 4. ومن خلال هذه الإخفاقات، أظهرت السلطات الداخلية تجاهلاً صارخاً للالتزام الواقع على عاتقها بالتحقيق في الادعاءات الخطيرة المتعلقة بالاتجار بالبشر، وهي جريمة ذات عواقب كارثية على الضحايا. إن حقيقة حفظ القضية مؤقتاً (classée sans suite) وليس بموجب أمر نهائي بالألا وجه لإقامة الدعوى (ordonnance définitive de non-lieu)، ليس لها أي أثر على استنتاج المحكمة.

الخلاصة: انتهاك الشق الإجرائي (بالإجماع).

المادة 41 15,000 يورو عن الضرر المعنوي.

انظر أيضاً: L.E. ضد اليونان، 12/71545، 21 يناير 2016، ملخص قانوني؛ T.I. وآخرون ضد اليونان، 10/40311، 18 يوليو 2019، ملخص قانوني؛ S.M. ضد كرواتيا [هيئة كبرى]، 14/60561، 25 يونيو 2020، ملخص قانوني؛ V.C.L. و A.N. ضد المملكة المتحدة، 16 فبراير 2021، 12/77587 و 12/74603، ملخص قانوني؛ Zoletic وآخرون ضد أذربيجان، 12/20116، 7 أكتوبر 2021، ملخص قانوني؛ Krachunova ضد بلغاريا، 18/18269، 28 نوفمبر 2023، ملخص قانوني؛ البروتوكول الإضافي لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية لمنع وقمع ومعاقبة الاتجار بالأشخاص، وبخاصة النساء والأطفال (بروتوكول باليرمو)؛ اتفاقية مجلس أوروبا بشأن مكافحة الاتجار بالبشر.

هوى تحت سيطرة (C) في عدة نوادي محددة خلال الفترة المعنية، وإقامتها في مناطق مختلفة من إسبانيا، واعتقالها مرتين لمخالفة تشريعات الهجرة. لم تتخذ السلطات جميع التدابير المعقولة لتسليط الضوء على الظروف التي ذكرت صاحبة الطلب أنها عملت فيها لعدة أشهر في أحد النوادي (R). لقد قدمت صاحبة الطلب وصفاً تفصيلياً في هذا الصدد. واقتصر المحققون على تحديد واستجواب مديري النادي وقت الوقائع المزعومة، ولم يتخذوا أي إجراء لتفسير التناقضات الجوهرية التي برزت في تصريحاتهم الرئيسية. علاوة على ذلك، لا يوجد ما يدعو للاعتقاد بأن المحققين قد استفسروا يوماً عن توفر تقارير الشرطة المتعلقة بمراقبة أعمار النساء اللواتي يحتمل أنهن عملن في النادي خلال الفترة المعنية، أو عن أي دليل آخر يتعلق بوضع النادي في ذلك الوقت.

يبدو أنه، ولأسباب غير مفسرة، فإن الأشخاص الذين استمعت إليهم جهة التحقيق بصفتهن مشتبهات بهن أو شهوداً لم يتم استجوابهم قط بشأن بعض الأسئلة الجوهرية. لا يوجد ما يدعو للاعتقاد بأن محاضر اعتقال صاحبة الطلب مرتين قد أدرجت في ملف التحقيق أو تم التحقق منها ومقارنتها بتصريحات المعنية نفسها، أو أن سلطات التحقيق حاولت بأي طريقة أخرى فحص ظروف الرحلات المزعومة لصاحبة الطلب من وإلى جزر الكناري بشكل معمق.

أخيراً، رغم أن الشرطة أشارت إلى عدم وجود أثر لدخول صاحبة الطلب إلى إسبانيا لأنها لا بد وأن تكون قد عبرت الحدود في فرنسا، وأنه بناءً على ذلك كان ينبغي إجراء ضوابط الحدود في فرنسا، إلا أن السلطات لم تتخذ أي إجراء للحصول على المعلومات ذات الصلة من نظرائهم الفرنسيين، كما لم يذكروا أي ظروف كانت ستمنعهم من تقديم الطلبات ذات الصلة.

ثالثاً) غياب التسبب ذي الصلة والكافي لقرار الحفظ المؤقت – تعتبر المحكمة أن قرارات "أودينسيا بروفينسيال" بحفظ القضية مؤقتاً – والتي اقتصر كل منها على استنتاجات موجزة بشكل مدهش، تتضمن فقرة واحدة فقط – كانت مبنية لا على تحليل معمق وموضوعي لجميع العناصر ذات الصلة، بل على افتراضات غير مفسرة، ولم تكن مسببة بشكل كافٍ. لقد صيغ تقريران لتقييم عمر صاحبة الطلب في عام 2015 وفي بداية عام 2016 (تقرير تكميلي) وتوصلا إلى استنتاج مفاده أن المعنية كانت تبلغ من العمر ثمانية عشر عاماً على الأقل وقت الفحوصات الطبية الشرعية، مما يثبت بوضوح أنه تم حساب الحد الأدنى لعمر صاحبة الطلب وليس عمرها الدقيق. ومع ذلك، فإن "أودينسيا بروفينسيال"، في قراراتها، استندت في استنتاجاتها إلى التقرير الأول دون ذكر الثاني، وعلى أي حال، توصلت إلى استنتاج مفاده أن صاحبة الطلب كان عمرها ست سنوات في عام 2003، دون أن تشرح لماذا اعتبرت أن

تنصاع، وأنها كانت تحت مراقبة مستمرة وأن دخلها كان يُصادر. وأكدت أن (C) ورفيقه اتخذوا الترتيبات اللازمة لتكون قادرة على تقديم خدمات جنسية، مع توفير المسكن والنقل وتسهيلات أخرى. وأخيراً، لم يكن هناك شك في أن المعنية وجدت نفسها في حالة من الضعف الشديد بين عامي 2003 و2011. وحقيقة أنها ربما كانت قد وافقت، على الأقل في البداية، على ممارسة العمل الجنسي لصالح (C) ليست أمراً حاسماً. وفي أي حال، ووفقاً لتعريفات اتفاقية مكافحة الاتجار بالبشر، فإن رضا الضحية لا يعتد به بمجرد استخدام أي من «الوسائل» المنصوص عليها. ونتيجة لذلك، تعتبر المحكمة أنه من الثابت أن صاحبة الطلب قد صاغت شكوى قابلة للدفاع عنها، مدعومة ببداية دليل كافٍ لإثبات أنها كانت ضحية للاتجار والبيع القسري.

(2) حول احترام الالتزام الإجرائي الناشئ عن المادة 4 من الاتفاقية – تفحص المحكمة شكوى صاحبة الطلب في ضوء المبادئ المعمول بها، كما ورد ملخصها في حكم S.M. ضد كرواتيا [الكبرى]. تلاحظ المحكمة أولاً أنه بمجرد علم السلطات بوقائع تعطي سبباً معقولاً للاعتقاد بأن صاحبة الطلب كانت ضحية للاتجار بالبشر والبيع القسري، فتحت السلطات على الفور تحقيقاً رسمياً، ومنحت المعنية بسرعة صفة "شاهد محمي" وسلمتها تصريح إقامة بناءً على تعاونها مع السلطات. ومع ذلك، توصلت المحكمة إلى استنتاج مفاده أن التحقيق قد شابته الإخفاقات التالية، والتي ظلت غير مفسرة:

أولاً) التقصير في العمل بالدقة المطلوبة في المرحلة الأولية للتحقيق – لم تعمل السلطات بالدقة المطلوبة في المرحلة الأولية للتحقيق. وبشكل أكثر دقة، ظلت سلبية تماماً ولم تتخذ أي إجراء تحقيق فعال، ولا حتى بعض التدابير الأساسية للغاية، لمدة تقارب العام والنصف من تاريخ شكوى صاحبة الطلب. وعلاوة على ذلك، يظهر أن التدابير الأولى المهمة التي استهدفت تحديد الجناة المزعومين لم تُتخذ إلا بعد مرور ثلاث سنوات تقريباً على تقديم الشكوى.

ثانياً) التقصير في تتبع مسارات تحقيق واضحة – أغفلت السلطات اتخاذ عدة تدابير واضحة للتحقيق في جميع الجوانب ذات الصلة بالشكوى الجنائية التي قدمتها صاحبة الطلب وفي جميع ظروف القضية ذات الصلة. وبشكل خاص، قصرت في التزامها بتتبع مسارات التحقيق الواضحة لجمع الأدلة المتاحة... الواضحة لجمع الأدلة المتاحة، وفقاً للالتزام الإجرائي الذي تفرضه عليهم المادة 4. وبشكل خاص:

لا يوجد ما يشير إلى أن السلطات قد حققت في ادعاءات صاحبة الطلب المتسقة بشأن الوقائع المزعومة في شكاوها، ولا سيما ظروف وصولها إلى إسبانيا، وعملها كبائعة

المادة 4. 1. لالتزامات الإيجابية التحقيق الفعال المادة 4-1 الاتجار بالبشر إخفاقات جسيمة في الاستجابة الإجرائية المقدمة من السلطات الداخلية لشكوى جنائية قابلة للدفاع عنها بشأن الاتجار بالبشر والبقاء القسري، مدعومة ببداية دليل: انتهاك.

من حيث الوقائع - في عام 2011، قدمت صاحبة الطلب، وهي مواطنة نيجيرية، شكوى لدى السلطات الإسبانية. وادعت أنها بين عامي 2003 و 2007، كانت ضحية للاتجار بالبشر، حيث نُقلت من نيجيريا إلى إسبانيا، وأجبرت على ممارسة البغاء من قبل (C) وأكدت أنها كانت تبلغ من العمر أربعة عشر عاماً عندما اقتيدت إلى إسبانيا، وأنها ظلت تحت سيطرة (C) حتى عام 2007، وهو التاريخ الذي نجحت فيه في الفرار، واستمرت بعدها في العمل كبائعة هوى في عدة مناطق بإسبانيا.

وعقب شكاوها، فُتح تحقيق جنائي على الفور، لكنه حُفظ مؤقتاً (classée sans suite) في عام 2013 لنقص الأدلة. وبعد عام تقريباً، استجابت جهة التحقيق لاستئناف النيابة العامة وأمرت بإجراءات تحقيق جديدة. وفي عام 2016، أُغلق التحقيق وأحيلت القضية إلى "أودينسيا بروفينسيال" (المحكمة الإقليمية) في إشبيلية، التي أمرت بالحفظ المؤقت للقضية، وهو القرار الذي أكدته في الاستئناف. وفي عام 2020، أعلنت المحكمة الدستورية عدم قبول طعن "الأمبارو (recours d'amparo)" الذي رفعت به صاحبة الطلب إليها.

من الناحية القانونية - المادة 4:

1) حول ما إذا كانت ظروف القضية تثير مسألة بموجب المادة 4 من الاتفاقية - تلاحظ المحكمة أولاً أن السلطات الداخلية قد اعتبرت دائماً صاحبة الطلب ضحية للاتجار بالبشر. وفي كل الأحوال، فإن المكونات الثلاثة للتعريف الدولي لمفهوم الاتجار بالبشر الوارد في المادة 3 (أ) من بروتوكول باليرمو والمادة 4 (أ) من اتفاقية مجلس أوروبا بشأن مكافحة الاتجار بالبشر - «الفعل»، «الوسائل» و«الغايات» - كانت مجتمعة فيما يخص صاحبة الطلب. وبشكل خاص، وبالرغم من بعض التباينات، فإن ادعاءات الاتجار بالبشر والبقاء القسري التي قدمتها صاحبة الطلب ظلت ثابتة طوال الإجراءات الداخلية، ومتسقة مع الروايات التي قدمتها للمنظمات غير الحكومية التي كانت تقدم لها المساعدة.

والوسائل التي استُخدمت، وفقاً لرواية صاحبة الطلب، لأغراض تجنيدها - التواصل عبر وسيط من الأقارب، اللجوء إلى طقوس «الفودو» لضمان سداد دينها وعدم إبلاغ الشرطة الإسبانية بالمتاجرين المزعومين، وإلا فإن «الفودو سيقتلها» - تتوافق مع تلك التي يستخدمها المتاجرون غالباً لتجنيد ضحاياهم في نيجيريا، وتحديدًا في مدينة بنين (Benin City)، حيث تؤكد المعنية أنها كانت تقيم هناك آنذاك. وقد أوضحت صاحبة الطلب دائماً أنها وعائلتها في نيجيريا تعرضوا لضغوط وتهديدات لكي

الملخص القانوني للحكم في قضية تي. في. ضد إسبانيا حكم

22512/21

10.10.2024 [القسم الخامس]

القائم على النوع الاجتماعي، ويعكس موقفاً تمييزياً تجاه مقدمات الطلب كعاملات مهاجرات غير شرعيات، مما خلق مناخاً مواتياً لاستمرار استغلالهن.

المادة 41 (التعويض العادل)

يورو لكل من مقدمات الطلب الأولى والثالثة والخامسة كتعويض عن الضرر
52,000. المعنوي

يورو لكل من مقدمتي الطلب الثانية والرابعة كتعويض عن الضرر
78,000. المعنوي

الهدف: تتمثل في الاستغلال. فمن خلال استخدام القوة والقسر (الاغتصاب، العنف الإنجابي)، عملن دون إرادة حرة، مما يجعله "عملاً قسرياً". كما أن العزلة والافتقار للأجر والعيش القسري في ممتلكات صاحب العمل يطابق مفهوم "العبودية". بناءً عليه، تخلص المحكمة إلى أن مقدمات الطلب كن ضحايا للاتجار الدولي بالبشر والعبودية.

حول مدى احترام السلطات للالتزاماتها الإيجابية بموجب المادة 4:

ط) الالتزام بوضع نظام تشريعي وإداري مناسب (الجانب الموضوعي): (لم يتم تطبيق نصوص القانون الجنائي الروسي بفعالية. ورفضت سلطات التحقيق فتح ملاحظات جنائية منذرة "بحرية الحركة المفترضة" و"رضا مقدمات الطلب". وأكدت المحكمة أن رضا الضحية لا يعتد به عند استخدام وسائل الاتجار. كما رأت أن القانون الجنائي لم يجرم الاتجار والعمل القسري والعبودية بشكل فعال، حيث شابت النصوص ثغرات سمحت باتخاذ "الرضا المفترض" كعذر لعدم الملاحظة.

ي) الالتزام باتخاذ تدابير عملياتية لحماية الضحايا (الجانب الموضوعي): (رغم البلاغات العاجلة وخطورة وضع المقدمة الثانية (القاصر)، اكتفت السلطات باستجواب المشتبه به وقبول نكرانه. كما لم يتم التعامل مع المقدمة الرابعة كضحية بل كمهاجرة غير شرعية، ولم توفر السلطات أي مساعدة للمجتمع المدني الذي كافح لتحريرهن، بل واعتبرت جهودهم "إجرامية محتملة".

ي) الالتزام بالتحقيق (الجانب الإجرائي): (اكتفت السلطات بتحقيقات أولية سطحية لم تسمح بتحديد المسؤولين. وتم قبول أقوال الجناة والضحايا الواقعين تحت سيطرتهم دون تثبت. كما تم تجاهل أدلة العنف الجسدي والجنسي الصارخة، ولم تُتخذ إجراءات أساسية مثل البحث عن ابنة المقدمة الرابعة المفقودة.

تخلص المحكمة إلى عدم إجراء تحقيق جنائي فعال في مزاعم الاتجار والعمل القسري والعبودية، وأن الموقف التمييزي تجاه العاملات المهاجرات لعب دوراً في هذا الفشل، مما غذى شعور الإفلات من العقاب لدى الجناة.

المادة 14 بالاشتراك مع المادة 4

تُظهر البيانات أن عدداً غير متناسب من النساء والفتيات يقعن ضحايا للاتجار بالبشر، وهن أكثر عرضة للعنف بثلاث مرات من الرجال. كما أن المهاجرين في وضع غير قانوني هم فئة متأثرة بشكل خاص بسبب خوفهم من السلطات المحلية لاحظت المحكمة أن روسيا تنفقر للاعتراف بحقوق ضحايا الاتجار الأجانب. ورأت أن تقاعس السلطات يمثل موافقة متكررة على الاتجار والاستغلال والعنف

العامّة للشؤون الداخليّة في موسكو معلومات تلقّتها من شركائها في كازاخستان بشأن المقدمتين الأولى والثانية، بما في ذلك هوية الأشخاص المشتبه في إخضاعهم للاتجار وموقع المتجر الذي يتواجدون فيه، داعية الشرطة لإجراء تحقيق. وفي يوليو 2010، وجهت وزارة الداخلية الكازاخستانية إلى النيابة العامة الروسية طلباً للمساعدة القضائية يتعلق بإجراء تحقيق جنائي في الجرائم التي يُفترض أنها ارتكبت ضد المقدمة الأولى وشقيقتها القاصر (المقدمة الثانية). وفي يناير 2017، نبه أمين المظالم الكازاخستاني نظيره الروسي بشأن تقارير إعلامية ومنظمة غير حكومية حول الحرمان غير القانوني من الحرية والاستغلال وسوء المعاملة التي تتعرض لها المقدمة الخامسة. تمثل رد فعل السلطات الداخلية في إجراء تحقيقات أولية أدت إلى قرارات بعدم فتح تحقيق جنائي. كان هذا هو الحال حتى بعد أكتوبر 2012، عندما تناولت وسائل الإعلام على نطاق واسع خبر تحرير مجموعة من العاملات المهاجرات، من بينهن المقدمة الرابعة، عقب تدخل متطوعين من المجتمع المدني. تزعم مقدمات الطلب أن السلطات أخفقت في التزامها بتبني نظام تشريعي مناسب، واتخاذ تدابير عملياتية، وإجراء تحقيق جنائي فعال لحمايتهم من الاتجار بالبشر والاستغلال والعنف.

من حيث القانون

الاختصاص

نظراً لأن الوقائع التي أدت إلى الانتهاكات المزعومة للاتفاقية حدثت قبل 16 سبتمبر 2022، وهو التاريخ الذي توقفت فيه روسيا عن كونها طرفاً في الاتفاقية، فإن المحكمة مختصة بالنظر في الطلب.

المادة 4:

حول ما إذا كانت البلاغات قد أنشأت التزامات إيجابية بموجب المادة 4: خلال الفترة المعنية، كانت روسيا وجهة للهجرة العمالية، خاصة من دول رابطة الدول المستقلة. بدءاً من عام 2010، عندما أبلغت السلطات بوضع المقدمات، كان هناك سبب معقول للاشتباه - بل وتوفرت بداية دليل في حالة المقدمة الرابعة - في أنهم كن ضحايا للاتجار بالبشر لغرض الاستغلال في العمل، مما أنشأ التزامات إيجابية بموجب المادة 4.

حول تكييف المعاملات المحظورة بموجب المادة 4: سمحت عناصر عديدة بالاستنتاج بأن كافة المكونات المحددة للاتجار بالبشر دولياً كانت حاضرة:

الفعل: كان هناك استقدام، نقل، "استقبال"، و"إيواء" لغرض التوظيف في المناجر.
الوسيلة: كان هناك خداع واستغلال لوضعية الهشاشة الناجمة عن النوع الاجتماعي والفقر والوضع غير القانوني الذي خلقه أصحاب العمل بمصادرة الأوراق الرسمية.

المادة 4. الالتزامات الإيجابية

التحقيق الفعال: المادة 4-1: العبودية - الاتجار بالبشر. المادة 4-2: العمل القسري الانتهاك: الإخفاق في الالتزام بحمايةعاملات مهاجرات في وضع غير قانوني من الاتجار بالبشر والعبودية، والإخفاق في التحقيق في الجرائم المرتكبة ضدهن.

المادة 14

التمييز الانتهاك: نقاعس السلطات الداخلية الذي يُحلال كتمييز ضد مقدمات الطلب بصفتهم عاملات مهاجرات في وضع غير قانوني.

من حيث الوقائع

نُقلت مقدمات الطلب الخمس، ومن بينهن ثلاث من مواطنات كازاخستان واثنان من مواطنات أوزبكستان، من بلدانهم الأصلية إلى روسيا، حيث تم استغلالهن في متاجر تجزئة صغيرة في منطقة "غوليانوفو" بموسكو، بين عامي 2002 و2016، لمدد تراوحت بين ستة أشهر وعشر سنوات.

جُرِدْنَ من وثائق هويتهن فور وصولهن إلى موسكو، وأُجبرن على القيام بأعمال شاقة، لا سيما حمل الأوزان الثقيلة، دون تلقي أي أجر، مع العمل لساعات طويلة بشكل غير طبيعي ودون الاستفادة من أي وقت للراحة أو أيام عطلة. لم يتلقين عقود عمل ولم تتم تسوية أوضاعهن كعاملات مهاجرات أجنبيات. عشن محتجزات داخل المتاجر في ظروف مروعة، تحت مراقبة مشددة، وتعرضن للعنف. وعلى وجه الخصوص، تعرضن للضرب المبرح والاعتصاب، والحمل القسري (مقدمات الطلب الأربع الأوليات)، والإجهاض القسري (مقدمة الطلب الثالثة)، وانتزاع الأطفال المولودين في الأسر (مقدمتا الطلب الأولى والرابعة). وفي النهاية، نجحت مقدمات الطلب في الفرار أو تم تحريرهن.

كانت هناك أدلة طبية على استخدام القوة ضد مقدمات الطلب الثالثة والرابعة والخامسة. وكانت مقدمتا الطلب الثالثة والرابعة تعانين من أمراض وإصابات خطيرة؛ حيث عانت الثالثة من آفات صدمية في الرأس وظهرت على جسدها ندوب متعددة لجروح قديمة. أما الرابعة فقد تعرضت لإصابة دماغية رضية، وكسور في الأصابع، وصدمات أخرى، بالإضافة إلى ضائقة عقلية مطولة سببت لها معاناة نفسية شديدة. كما ألحقت بالمقدمة الخامسة إصابات في الرأس والأذن والقفص الصدري.

بالإضافة إلى الشكاوى الجنائية التي قدمتها مقدمات الطلب بأنفسهن بمساعدة منظمات غير حكومية، كانت السلطات قد تلقت مراراً معلومات وبلاغات حول وضعهن. في يونيو 2010، نقلت بعثة المنظمة الدولية للهجرة (OIM) في موسكو إلى مدير الإدارة

قضية إف. إم. وآخرون ضد
روسيا - 16/71671
و18/40190

حكم صادر في 10.12.2024 [القسم الثالث]

من حيث القانون

بخصوص المادة 4: فحصت المحكمة الالتزامات الإيجابية للدولة، ووجدت ثغرات عملية صارخة: غياب البروتوكولات لتأمين إجراءات الخروج من المصحات، وتجاهل إشارات خطر واضحة (طبيعة طلب الأسرة المريب) وانعدام المتابعة لمدة 5 سنوات. وانتقدت المحكمة الاستنتاجات النمطية للقضاة الذين اعتبروا أن مجرد القدرة النظرية على مغادرة المزرعة تنفي صفة الاستغلال.

بخصوص المادتين 3 و8: حللت المحكمة الإخفاق في التحقيق في العنف الجنسي. انتقدت اشتراط القضاة وجود أدلة مادية (أثار صراع)، دون استيعاب أن الاغتصاب ضد شخص ذي إعاقة ذهنية قد لا يترك أثراً مرئياً في ظل هيمنة نفسية. كما انتقدت عدم تكييف إجراءات الاستماع لمراعاة إعاقة مقدمة الطلب.

بخصوص المادة 14: طورت المحكمة تحليلاً مبتكراً حول التمييز التقاطعي. كانت الضحية ضحية لضعف مزدوج: كامرأة (تم تميع العنف الجنسي تحت مسمى "علاقات حميمة") وكشخص ذي إعاقة (تم بخس قيمة شهادتها).

التعويض (المادة 41)

يورو حكمت المحكمة لمقدمة الطلب بمبلغ 35,000 يورو لتغطية كتعويض عن الضرر المعنوي، ومبلغ 8,587 تكاليف الإجراءات، تُدفع مباشرة للمنظمات غير الحكومية (Validity Foundation) وغيرها (اعترافاً بدورها الحاسم في الدفاع عن حقوق الضحية

ملخص الحكم:

انتهاك الالتزام بحماية امرأة ذات إعاقة ذهنية أودعت لدى أسرة بديلة من الاتجار والعبودية، وفشل في إجراء تحقيق فعال في استغلالها. لاحظت المحكمة أن السلطات المولدفوية أخفقت في وضع إطار قانوني مناسب لإجراءات "إلغاء المؤسسة" (Désinstitutionalisation) للأشخاص ذوي الإعاقة. ورغم وجود نصوص قانونية ضد الاتجار (المادة 165 من قانون العقوبات)، فإن النظام المعمول به في عام 2013 لم يتضمن أي آلية ملموسة للمتابعة بعد التسكين أو تقييم مسبق للمخاطر. وشددت المحكمة بشكل خاص على أن السلطات كانت على علم بظروف مقلقة (طلبت الأسرة البديلة صراحةً امرأة "لتكون رفيقة" لعامل زراعي) دون اتخاذ تدابير حماية. كما شاب التحقيق الجنائي اللاحق عيوب خطيرة، حيث تجاهلت المحاكم أدلة العمل غير المجاور ورفضت العناصر الطبية دون مبرر صحيح.

المادة 14 - التمييز

انتهاك: تقاعس السلطات الذي يُحلل كتمييز "تقاطعي" (Intersectionnelle) قائم على النوع الاجتماعي والإعاقة. وجدت المحكمة أن السلطات القضائية تبنت نهجاً نمطياً عبر التقليل من شأن العنف الجنسي ("علاقات رضائية مزعومة") والتشكيك المنهجي في مصداقية مقدمة الطلب بسبب إعاقته الذهنية دون تعليل. وأشارت المحكمة إلى أن هذه القضية تندرج ضمن سياق أوسع من الضعف الخاص للنساء ذوات الإعاقة في مولدوفا. كما اعتبر الغياب التام للمواءمات الإجرائية لمراعاة إعاقة مقدمة الطلب أثناء التحقيق والمحاكمة مظهراً إضافياً لهذا التمييز المنهجي.

من حيث الوقائع

ولدت مقدمة الطلب (آي. سي.) عام 1974، وهي تعاني من إعاقة ذهنية متوسطة. عاشت لمدة 24 عاماً في مصحة للنفسية والعصبية قبل أن يتم نقلها عام 2013 إلى عائلة (الزوجان ب.). ضمن إجراء رسمي. خلال السنوات الخمس التالية (2013-2018)، خضعت لظروف معيشية ترقى بوضوح إلى **العبودية**: عمل زراعي قسري وعمل منزلي دون أجر، مع أيام عمل تبدأ من الساعة 4 صباحاً. تخلل ذلك عنف جنسي متكرر (اغتناب من قبل رب الأسرة) وتهديدات بقتل حيواناتها الأليفة المرتبطة بها بشدة. إن مصادرة وثائق هويتها وعزلها الريفي جعل هروبها مستحيلاً حتى عام 2018، حين نجحت في الفرار وأبلغت السلطات عبر خط طوارئ تابع لمنظمة غير حكومية. ورغم التحقيق، برأت المحاكم المولدفوية الزوجين، معتبرة أن مقدمة الطلب "وافقت" على العمل والعلاقات الجنسية.

المادة 4 - الالتزامات الإيجابية

إخفاق الدولة المدعى عليها في الوفاء بالتزاماتها الموضوعية والإجرائية الرامية إلى حماية امرأة تعاني من إعاقة ذهنية من الاتجار بالبشر والاستعباد، عقب إخراجها من رعاية الدولة وإيداعها لدى أسرة في مزرعة في إطار إجراء «إلغاء الطابع المؤسسي»، حيث أُجبرت على العمل دون أجر • وجود ادعاء قابل للنظر مدعوم بأدلة أولية على تعرض المشتكية للاتجار بالبشر و/أو الاستعباد، مما يُفعل الالتزامات الإيجابية للدولة • غياب إطار قانوني وإداري، في الفترة ذات الصلة، ينظم إلغاء الطابع المؤسسي للأشخاص ذوي الإعاقة الذهنية المحرومين من أهليتهم القانونية، بما يكفل حماية عملية وفعالة من الاتجار بالبشر و/أو أي معاملة مخالفة للمادة 4 • وجود أوجه قصور في إجراءات الإيداع وفي الدعم المقدم من السلطات الوطنية قبل وبعد إيداع المشتكية، مما أثار شبهة جدية بوجود خطر حقيقي وفوري للتعرض للاتجار أو الاستغلال • الإخفاق في اتخاذ تدابير وقائية • غياب تحقيق فعال • خلل في تنفيذ آليات القانون الجنائي

المادة 3 والمادة 8 - الالتزامات الإيجابية

إخفاق الدولة في إجراء تحقيق فعال في ادعاءات المشتكية المتعلقة بالاغتصاب والعنف الجنسي وسوء المعاملة خلال فترة إيداعها • غياب التكييفات الإجرائية الملائمة في الإجراءات الداخلية بالنظر إلى هشاشة وضع المشتكية وطبيعة شكاواها الحساسة والشخصية • قصور في تقييم المحاكم الوطنية لتلك الادعاءات، مما عرض المشتكية لخطر الإيذاء الثانوي • الإخفاق في التطبيق الفعال لنظام القانون الجنائي الذي يجرم جميع أشكال الاغتصاب والعنف الجنسي

المادة 14 مقترنة بالمواد 3 و4 و8

تعرض المشتكية لمعاملة تمييزية بصفتها امرأة من ذوي الإعاقة الذهنية • اتسم السياق المؤسسي العام في جمهورية مولدوفا بالجمود و/أو بنقص الوعي بظاهرة العنف ضد النساء ذوات الإعاقة • غياب التكييفات الإجرائية المعقولة داخل النظام القضائي.

المواد القانونية

المادة 4 - الالتزامات الإيجابية - التحقيق الفعال: المادة 4 1S - العبودية - الاتجار بالبشر. المادة 4 2S - العمل القسري. المادة 14 - التمييز.

الملخص القانوني للحكم في قضية
المشتكية آي. سي. ضد جمهورية
مولدوفا 36436/22

التاريخ 27 فبراير 2025

مقدمة

يقدم هذا الكتيب مجموعة من الملخصات القانونية، باللغتين الفرنسية والعربية، لأحكام صادرة عن المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان في مجال مكافحة الاتجار بالبشر. وتستند هذه الأحكام بصفة خاصة إلى الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان، التي تحظر بمقتضى مادتها الرابعة على الدول الأطراف ممارسة الرق والعمل الجبري، وكذلك إلى اتفاقية مجلس أوروبا بشأن مكافحة الاتجار بالبشر التي تعتبر هذا الأخير انتهاكا لحقوق الإنسان واعتداء على كرامة الإنسان وسلامته.

هذه المجموعة من الاجتهادات القضائية موجهة للمهنيين القانونيين ويتعلق الأمر بوكلاء النيابة العامة والقضاة والمحامين المكلفون بقضايا الاتجار بالبشر. كما ستشكل قاعدة عمل لفاعلين آخرين يعملون في هذا المجال لاسيما الأكاديميين والمنظمات غير الحكومية على وجه الخصوص.

أنشئت المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان سنة 1959 وهي محكمة ذات اختصاص قضائي دولي للبت في الطلبات الفردية أو طلبات الدول التي تزعم بمقتضاها وقوع انتهاكات للحقوق المدنية والسياسية المنصوص عليها في الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان. وتراقب المحكمة تنفيذ الاتفاقية في 46 بلدا عضوا في مجلس أوروبا. ويمكن للأفراد تقديم شكاية تتعلق بانتهاك حقوق الإنسان أمام محكمة ستراسبورغ ما دامت طرق الطعن قد استنفدت في الدولة العضو المعنية.

ومنذ سنة 1998، تعقد المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان جلساتها بصفة دائمة في مقرها بستراسبورغ ويمكن للأفراد اللجوء إليها مباشرة. وقد نظرت المحكمة في مئات الآلاف من الطلبات منذ إنشائها. وقادت قراراتها، الملزمة للدول المعنية، الحكومات إلى تعديل تشريعاتها وممارساتها الإدارية في العديد من المجالات.

قائمة المحتويات

4	مقدمة
5	
5	الملخص القانوني للحكم في قضية المشتكية آي. سي. ضد جمهورية مولدوفا 36436/22 التاريخ 27 فبراير 2025
9	قضية إف. إم. وآخرون ضد روسيا - 16/71671 و 18/40190
14	الملخص القانوني للحكم في قضية تي. في. ضد إسبانيا حكم-22512/21
19	ص القانوني للحكم في قضية كراتشونوفا ضد بلغاريا 18269/18
24	الملخص القانوني للحكم في قضية المشتكية بي. بي. ضد سلوفاكيا 48587/21
26	الملخص القانوني للحكم في قضية دانويو وآخرون ضد رومانيا 15/54780 ..
30	الملخص القانوني للحكم في قضية جي. سي. ضد المملكة المتحدة 19/7604 .
33	الملخص القانوني للحكم في قضية زوليتيتش وآخرون ضد أذربيجان - 12/20116
37	الملخص القانوني للحكم في قضية في. سي. إل. و آي. إن. ضد المملكة المتحدة - 12/74603 و 12/77587
41	الملخص القانوني للحكم في قضية إس. إم. ضد كرواتيا - 14/60561

يُسمح باستنساخ المقطعات حتى (500 كلمة) ، باستثناء لأغراض التجارية، طالما تم الحفاظ على سلامة النص، أو عدم استخدام المقطع خارج السياق، أو عدم تقديم معلومات غير كاملة أو لا يضلل القارئ فيما يتعلق بطبيعة ونطاق ومحتوى هذا النص. يجب دائماً الاستشهاد بالنص الأصلي على النحو التالي: " © مجلس أوروبا، سنة النشر ". لأي طلب آخر يتعلق باستنساخ أو ترجمة كل أو جزء من هذه الوثيقة، يرجى الاتصال بمديرية الاتصالات، مجلس أوروبا

- F-67075 Strasbourg Cedex أو إلى publishing@coe.int

يجب توجيه جميع المراسلات الأخرى المتعلقة بهذه الوثيقة إلى إدارة الكرامة الإنسانية والمساواة بين الجنسين، المديرية العامة للديمقراطية - مجلس أوروبا

cooperation.sud.DGII@coe.int أو إلى F-67075 Strasbourg Cedex France

تصميم الغلاف والتصميم: Jouve - فرنسا

الصورة: مجلس أوروبا © Shutterstock

طباعات مجلس أوروبا

F-67075 Strasbourg Cedex <http://book.coe.int/fr/>

مجلس أوروبا، نونبر 2020، محدث في أبريل 2026
مطبوعة في مكتب مجلس أوروبا بالرباط

تم إصدار هذا الكتيب في إطار شراكة الجوار لمجلس أوروبا مع المغرب 2022-2025، بدعم البرنامج المشترك "نحو عدالة أكثر حماية، وصولاً وفعالية في المغرب 2024-2027" (MA JUST)، الممول بشكل مشترك من الاتحاد الأوروبي ومجلس أوروبا ومنفذ بواسطة مجلس أوروبا.

اختبار الملخصات القانونية للأحكام والمراجعة التحريرية من قبل مجلس أوروبا / المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان. لا يعكس هذا الكتيب بالضرورة الخط الرسمي لمجلس أوروبا / المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، ولا خط الاتحاد الأوروبي.

مكافحة الاتجار بالبشر

مجموعة ملخصات قانونية لأحكام وقرارات صادرة

المحكمة الأوروبية لحقوق
الإنسان

2026 مجلس أوروبا

مجلس أوروبا هو المنظمة الرئيسية للدفاع عن حقوق الإنسان في القارة الأوروبية. ويضم 46 دولة عضوا، بما في ذلك جميع أعضاء الاتحاد الأوروبي. وقد وقعت جميع الدول الأعضاء في مجلس أوروبا على الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان، وهي معاهدة تهدف إلى حماية حقوق الإنسان والديمقراطية وسيادة القانون. تراقب المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان تنفيذ الاتفاقية في الدول الأعضاء.

www.coe.int

Cofinancé
par l'Union européenne



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Cofinancé et mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe



مكافحة الاتجار بالبشر:
مجموعة ملخصات
قانونية لأحكام وقرارات
صادرة عن المحكمة
الأوروبية لحقوق
الإنسان

Cofinancé
par l'Union européenne



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Cofinancé et mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe